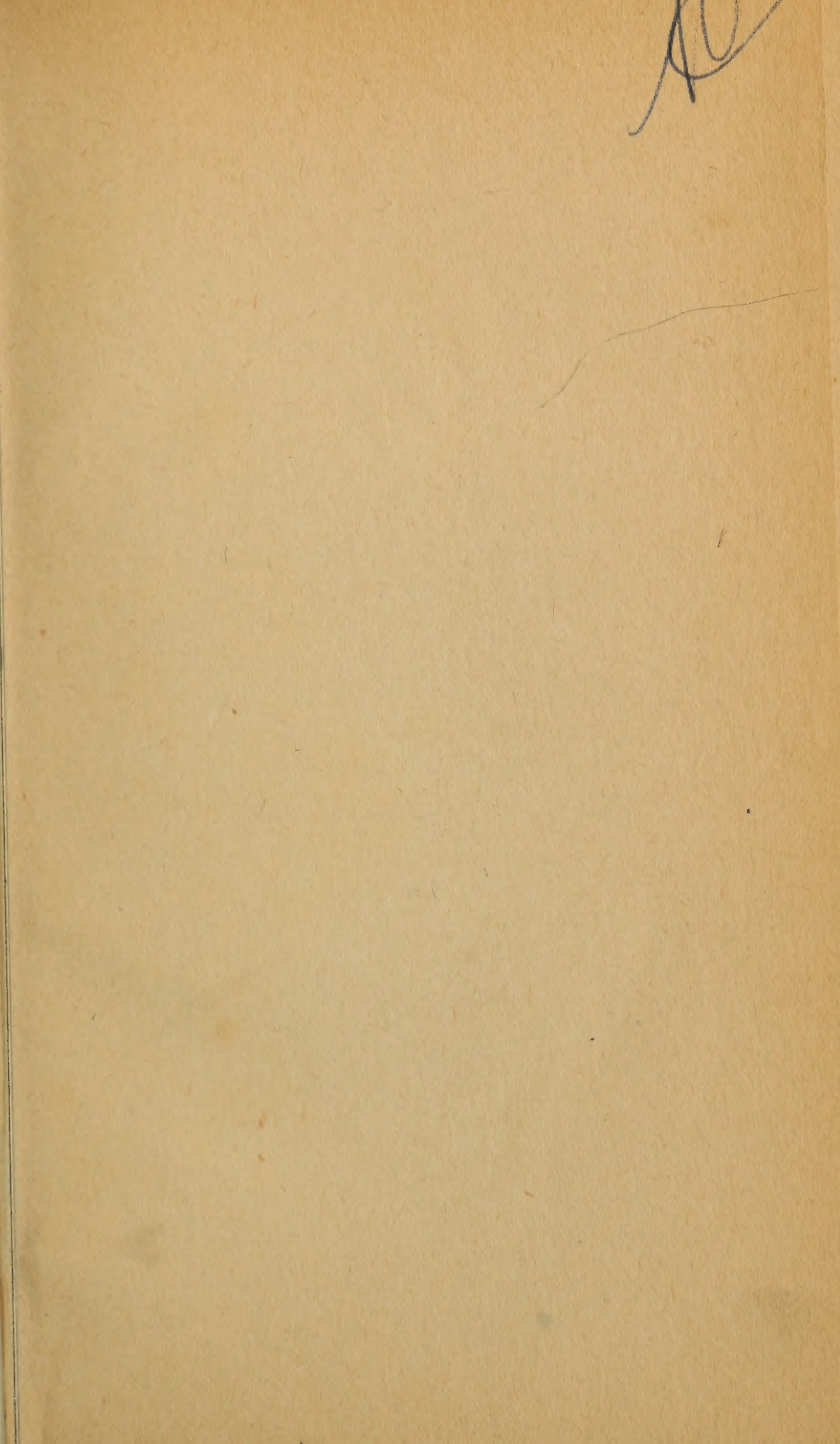

U d'/of OTTAWA
39003002542750



Il a été tiré de cet ouvrage

15 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Prioux,
numérotés 1 à 15.

SOUVENIRS DE MON TEMPS

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1921.

DU MÊME AUTEUR

A LA LIBRAIRIE PLON

La Mission du baron de Courcel.
Mon frère et moi.
La Mission du comte de Saint-Vallier.
Une Vie d'ambassadrice au siècle dernier.
Louis XVIII et le duc Decazes (1815-1820).
La Conjuration de Pichegru.
La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire.
Poussière du passé. (Notes et tableaux d'histoire.)
Le Duc d'Aumale (1822-1897).
Joseph de Maistre et Blacas.
L'Ambassade du duc Decazes en Angleterre (1820-1821).
La Police politique. *Chronique des temps de la Restauration.*
La Chronique de nos jours.

EN PRÉPARATION

La Diplomatie française et la guerre.

A LA LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

L'Exil et la Mort du général Moreau.
Le Roman d'un Conventionnel.
La Terreur blanche.
La Révolution de 1830 et le procès des ministres de Charles X.
Histoire de l'Émigration pendant la Révolution française. Trois volumes in-8°. (Grand prix Gobert.)
Récits des temps révolutionnaires.
Nouveaux Récits des temps révolutionnaires.
A travers trois siècles.
Tragédies et Comédies de l'Histoire.
Dans les palais des rois.
Soixante années du règne des Romanoff.

A LA LIBRAIRIE ATTINGER FRÈRES

Les auteurs de la guerre. Bismarck, Guillaume II et François-Joseph.
Leurs complices. Ferdinand Ier, tsar des Bulgares.

EN PRÉPARATION

Constantin Ier, roi des Hellènes.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26165.

ERNEST DAUDET

SOUVENIRS DE MON TEMPS

★

DÉBUTS D'UN HOMME DE LETTRES 1857-1861

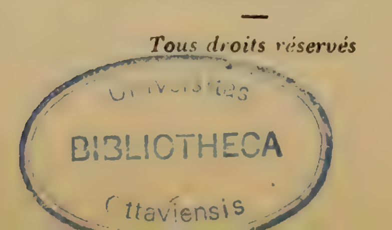


PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e



INTRODUCTION

Je reprends aujourd'hui la suite de mes souvenirs commencés, voici trente-huit ans, dans un livre intitulé *Mon frère et moi* (1), pages intimes, où j'ai raconté notre enfance et notre jeunesse à Nîmes, ensuite à Lyon et à Paris, et les péripéties familiales qui imprimèrent à notre existence les directions qu'elle a suivies. En y rattachant les pages nouvelles qu'on va lire, je ne ferai que des allusions lointaines à ce que j'ai déjà raconté et dans la mesure où elles seront nécessaires pour éclairer les récits qui en forment la suite.

Ces récits constituent ce que j'appellerais mes aventures personnelles, si ce mot n'était impropre pour qualifier une carrière laborieuse, où le souci de l'honneur et du devoir a toujours tenu la plus

(1) Une édition nouvelle de ce volume vient d'être publiée. Elle constitue le prologue des *Souvenirs* que je commence dans celui-ci.

grande place, surexcité par un but précis et ardemment poursuivi : la reconstruction d'un foyer détruit. En ce qui touche mon frère, ce que j'ai déjà dit de lui, ce que depuis il en a dit lui-même dans tant de pages délicieuses, me dispense d'y rien ajouter. C'est simplement pour mémoire que je rappelle qu'en 1857, il allait occuper un emploi de maître d'études au collège d'Alais, où le souvenir vénéré de notre grand-oncle, l'abbé Reynaud, qui, sous la Restauration, en avait été le principal, venait de le faire admettre. Au même moment, nos parents quittaient Lyon pour aller attendre à Nîmes des jours meilleurs, qu'ils n'espéraient plus que de leurs fils.

Quant à moi, il était convenu qu'après avoir liquidé les affaires commerciales de mon père, — lourde tâche qui, cependant, ne me semblait pas au-dessus de mon âge, — je partirais pour Paris afin de m'y créer une situation et y préparer les voies à mon cher cadet. C'est de mon arrivée à Paris que datent les souvenirs dont je présente au public le premier volume.

Dans ma longue existence, j'ai connu beaucoup de personnages considérables, assisté à des événements dont quelques-uns ont bouleversé le monde, et sans me prévaloir d'avoir occupé de grands postes dans l'État, je peux me flatter de m'être

toujours trouvé, grâce à ma profession d'homme de lettres, en posture d'observer toutes choses dans des conditions exceptionnelles. Je me suis souvent assimilé à un curieux placé sur un balcon d'où il peut assister à de grands spectacles et goûter une satisfaction qui serait sans mélange si elle n'était troublée par la crainte de voir le balcon s'écrouler sur des désastres et l'entraîner lui-même dans sa chute. Quoi qu'il en soit, ayant vu tant de choses, il m'a paru que j'avais le droit, et même le devoir, d'en léguer le souvenir aux générations qui suivent la mienne.

Il est cependant vraisemblable que j'eusse hésité devant cette tâche si, pour l'accomplir, je n'avais pu compter que sur ma mémoire. Mais des centaines de lettres pieusement conservées, dont quelques-unes remontent aux temps les plus lointains de ma vie, ont été pour moi un guide aussi sûr qu'il pouvait l'être à travers un temps troublé par tant d'agitations. C'est à cette source que j'ai puisé avec la conviction qu'au rebours des eaux mythologiques du Léthé qui versaient l'oubli aux buveurs, elle rajeunirait ma mémoire

E. D.

SOUVENIRS DE MON TEMPS

CHAPITRE PREMIER

UN REGARD EN ARRIÈRE

Lorsque, après tant d'années écoulées, j'essaie de me rendre compte du degré de maturité de mes vingt ans, je ne distingue plus avec une entière précision ce que je savais alors de ce que j'ai appris depuis. Il en résulte que je suis exposé à mentionner, comme datant de cette époque, certaines impressions qui ne s'éveillèrent en moi qu'un peu plus tard, après que je me fus familiarisé avec les milieux littéraires parisiens. Mais ce qui est hors de doute, c'est que ces impressions, auxquelles mon éducation chez mes parents et les enseignements de mes premiers maîtres avaient préparé le terrain le plus favorable à leur floraison, ont eu leur source principale, lorsque j'atteignais ma vingtième année, dans mes fréquentations avec le journal *la Gazette de Lyon.*

La presse lyonnaise comptait alors quatre grands journaux quotidiens : *le Courrier de Lyon*,

feuille officieuse dévouée à l'Empire ; *le Salut public*, ancien organe de l'orléanisme, autant qu'il m'en souvient, mais n'attendant qu'une occasion pour se rallier au régime impérial ; *le Progrès*, feuille à tendances républicaines, exprimant ses opinions avec une modération dictée par la prudence et enfin *la Gazette de Lyon*, qui faisait profession de royalisme, en s'abstenant toutefois de manifester un goût trop vif pour une restauration de la monarchie et dans la crainte de s'attirer les foudres administratives, s'inspirant, pour la défendre, de sa grandeur passée, des services qu'elle avait rendus au pays plus que de ceux qu'elle pourrait lui rendre encore.

Dans sa rédaction, il n'y avait que deux journalistes professionnels : le directeur Mayery, qui renonça prématurément au journalisme, et son collaborateur à demeure, Paul Beurtheret, publiciste nomade qui, après avoir fourni une longue carrière à Lyon, à Blois, à Paris et à Tours, fut tué lors des bombardements de cette ville en 1871 par un boulet prussien. Le conseil de rédaction qui les assistait se composait d'un petit groupe d'hommes de valeur : Léopold de Gaillard, qui devint plus tard conseiller d'État, puis directeur du *Correspondant*, l'avocat Lucien Brun, une sommité du barreau de Lyon qui siégea à l'Assemblée nationale de 1871 comme l'un des chefs les plus influents de l'extrême droite, Pierre de Valous conservateur de la bibliothèque, Charles de Saint-

Priest l'un des factotums du comte de Chambord, Claudius Hébrard, celui que l'on appelait le barde catholique, lyonnais de naissance, qui partageait son temps entre sa ville natale où il dirigeait une revue mensuelle, *le Journal des bons exemples*, et Paris où il faisait pour les ouvriers, dans les églises des quartiers populeux, des conférences du soir en vers.

Parfois, nous avions la bonne fortune de voir apparaître Victor de Laprade. Sa figure osseuse, austère, monacale, et sa haute stature d'homme maigre et sec, sont encore devant mes yeux. Nous, les jeunes, nous nous répétions avec enthousiasme quelques-uns de ses vers, et notamment ceux qui forment la dédicace à sa mère des *Poèmes évangéliques :*

Il est à vous, ce livre issu de la prière ;
Qu'il garde votre nom et vous soit consacré,
Ce livre où j'ai souffert, ce livre où j'ai pleuré,
Ainsi que tout mon cœur, il est à vous, ma mère.
J'y mis tout ce que j'ai d'espérance et de foi,
Ma plus ferme raison, mes ardeurs les plus hautes,
Mon âme entière, hormis ses erreurs et ses fautes,
Il vous appartient donc, ma mère, plus qu'à moi.

Victor de Laprade n'était pas le seul poète dont Lyon eût à s'enorgueillir. A la même époque, Joséphin Soulary, après diverses publications, venait de faire paraître son admirable livre des *Sonnets* que Sainte-Beuve et Jules Janin avaient salué avec enthousiasme. Claudius Hébrard disait alors : « A Lyon, nous sommes trois poètes : La-

prade, Soulary et moi. » Ce fut une des plus cruelles déceptions de sa vie d'avoir constaté plus tard que les lyonnais ne le considéraient pas comme pouvant égaler ses deux illustres émules.

Il n'a jamais compris que les conférences poétiques qu'il faisait le soir dans les églises des quartiers populeux sur des thèmes vulgaires, bourrés de lieux communs, ne pouvaient être comparées aux nobles inspirations de Laprade et de Soulary. Je ne crois pas que celui-ci ait jamais assisté à nos entretiens de *la Gazette de Lyon;* il s'était confiné dans les fonctions qu'il remplissait à la préfecture et ne faisait parler de lui que par ses vers.

C'est dans ce temps que se produisit le très modeste incident qui décida de ma destinée, tant il est vrai que les circonstances les plus simples peuvent avoir sur toute une existence, une influence déterminante et décisive. Les opinions politiques de mon père nous avaient mis en rapports d'amitié avec le personnel de *la Gazette de Lyon*, et notamment avec Paul Beurtheret. Il venait parfois s'asseoir à notre table et comme alors j'étais hanté par des projets d'articles et de livres, il en devint le confident. Sur ces entrefaites, il m'apprit que Léopold de Gaillard, à son retour d'un voyage en Italie, en avait écrit le récit et qu'en raison de sa mauvaise écriture et afin de rendre lisible son manuscrit, il cherchait

un copiste capable de déchiffrer ses hiéroglyphes et de redresser les phrases bciteuses que dans la précipitation de son travail il aurait négligé de corriger. Je m'offris spontanément pour accomplir cette tâche et m'en acquittai à la satisfaction de l'auteur.

Dès lors, les bureaux de *la Gazette* me furent largement ouverts. Souvent, à la fin de la journée, j'y venais passer un moment, à l'heure où, le journal composé, rédacteurs et habitués de la maison s'entretenaient des événements qui préoccupaient l'opinion publique.

J'ai souvent regretté depuis de n'avoir pas gardé des notes sur ces entretiens. S'ils étaient encore présents à ma mémoire et si je pouvais les reproduire, ils démontreraient ce qu'était alors, même en province — car ce qui préoccupait l'opinion dans la grande cité lyonnaise la préoccupait partout ailleurs — la mentalité des hommes qui, par profession, par intérêt ou par goût, étudient de près les affaires du pays. Il est cependant un de ces entretiens, oublié d'abord comme les autres, dont le souvenir me fut rappelé bien des années plus tard dans des circonstances qui méritent d'être mentionnées ici.

Le 15 juin 1895, mon confrère et ami Paul Bourget était reçu à l'Académie française où il succédait à Maxime du Camp. En racontant la vie et les œuvres de son prédécesseur, il fit allusion à une épidémie morale qui avait sévi sous Louis-

Philippe et même après la révolution de 1848, parmi la jeunesse française, et qu'on appelait alors la « maladie du siècle ». Bourget en retrouvait les symptômes dans les vers d'Alfred de Musset et dans les premiers romans de George Sand. Elle consistait dans un dégoût profond de la vie, inspiré par un doute amer, une inexplicable lassitude d'âme, un découragement aussi surprenant que peu justifié.

« Ah ! la vie, écrivait alors un de ces précoces désillusionnés, nous en avons eu tout jeunes un pressentiment complet. C'était comme une odeur de cuisine nauséabonde qui s'échappe par un soupirail. On n'a pas besoin d'en avoir mangé pour savoir qu'elle est à faire vomir. »

Les désespérés qui parlaient ainsi avaient à peine vingt ans et le poète, qu'ils considéraient comme l'organe le plus éclatant de leur détresse, flétrissait le génie de Voltaire qu'il accusait d'avoir versé dans les imaginations et dans les cœurs ce lamentable désenchantement.

Dors-tu content, Voltaire, et ton hideux sourire
Voltige-t-il encore sur tes os décharnés?...

C'est ainsi que me revint en mémoire cet entretien de 1857 qui avait roulé sur le même sujet. Mais en 1857, lorsque j'entendis parler pour la première fois de cette crise, elle n'existait plus et les propos tenus devant moi équivalaient à dire qu'elle avait pris fin en même temps que l'esprit voltairien, longtemps à la mode dans les milieux

bourgeois sous le règne de Louis-Philippe. La révolution de 1848 l'avait emportée comme un ouragan emporte, en se déchaînant, les miasmes pernicieux qui flottent dans l'air. L'âge, le travail, l'expérience, un retour vers des croyances un moment oubliées, une conception plus exacte de la destinée de l'homme et de ses devoirs et surtout une notion plus juste des obligations que crée à toute âme d'élite l'impérieux souci de la fraternité humaine, exercèrent sur la plupart de ces prétendus déshérités une influence bienfaisante. Comme le poète, ils purent dire :

> Quand j'ai connu la vérité,
> J'ai cru que c'était une amie !

Mais, plus heureux que lui, quand ils l'eurent comprise et sentie, ils n'en furent pas dégoûtés. Un jour vint où ils comprirent et proclamèrent que « le prix de la vie est dans le travail, dans la soumission au sort, dans l'accomplissement d'une tâche bienfaisante ».

Accueilli à *la Gazette* avec une bienveillance amicale, j'assistais à ces entretiens, j'écoutais de toutes mes oreilles, je faisais mon profit de tout, mes lectures ayant déjà commencé à meubler mon esprit et à m'ouvrir des éclaircies sur ce monde des écrivains qui était, pour moi, la terre promise. A la veille de mon départ pour Paris, je n'étais donc plus entièrement étranger au journalisme. Du reste, je n'avais pas tardé à y débuter.

Mon premier article porte la date du 30 juillet 1857 : il a disparu avec la collection de *la Gazette* devenue introuvable. Il était consacré à un volume de nouvelles que venait de publier Armand de Pontmartin. Éloigné de Paris par une grave maladie, cet auteur achevait sa convalescence à son château des Angles près d'Avignon ; il avait chargé Léopold de Gaillard de me remercier ; il se promettait de le faire lui-même dès qu'il serait rétabli et quand nous nous rencontrerions à Paris, si son appui pouvait m'être nécessaire, il serait heureux de se mettre à ma disposition.

Il était alors dans tout l'éclat de sa notoriété d'homme de lettres ; sa promesse était donc pour moi un puissant encouragement. Lorsqu'on verra plus loin dans quelle mesure il l'a tenue, on comprendra pourquoi, dans cette partie de mes souvenirs, je lui ai fait une large part. Dès ce moment et durant les semaines qui suivirent, il fut pour moi comme un phare vers lequel allait cingler la petite barque qui portait mes espérances.

Vers le même temps, le père Lacordaire étant venu au collège d'Oullins, dans la banlieue de Lyon, dirigé par les religieux de son ordre, pour présider la distribution des prix, on avait annoncé qu'il y prendrait la parole. J'y fus envoyé pour rendre compte de son discours, et c'est ainsi qu'il me fut donné d'entendre l'éloquent dominicain.

Quoiqu'il fût encore dans la force de l'âge, il

touchait au terme de la vie, mais la maladie qui devait l'emporter à trois ans de là, n'avait pas encore opéré ses ravages. Il parla à la jeunesse qui l'entourait avec une éloquence dont la familiarité n'altérait pas la grandeur et l'élévation. Il avait pris pour sujet la définition de l'honneur, honneur militaire, honneur civil, honneur religieux, et ce fut vraiment très beau. Enthousiasmé, j'analysai dans *la Gazette* cette harangue que, malheureusement, je n'ai pu retrouver ; il ne me semblait pas alors que de la bouche de ce prestigieux distributeur de paroles eussent pu jamais sortir des accents plus éloquents.

Il est vrai qu'avant cette journée inoubliable, je ne l'avais jamais entendu et ne savais de lui que ce que m'en avaient appris les entretiens de *la Gazette*. Il devait alors toute sa gloire à ses conférences de Notre-Dame, à son rôle admirable dans les retentissantes affaires de *l'Avenir* où l'on avait vu Montalembert et lui se séparer de Lamennais et se soumettre aux décisions de Rome, lui spontanément, Montalembert après une lutte de conscience âpre et douloureuse qui rendit sa soumission encore plus méritoire. Un peu plus tard, en 1863, la publication par le comte de Falloux de la correspondance de Lacordaire avec Mme Swetchine la grande convertie russe, ajouta un rayon à cette gloire en faisant oublier les erreurs et les inconséquences du passage de l'illustre moine à travers les péripéties de la révolution de 1848.

Pour faire comprendre l'orientation de mes idées et combien m'instruisait et m'éclairait ce que j'entendais, je dois rappeler quelle était, dans cette année 1857, la situation des partis. Lorsqu'en 1849, le prince Louis-Napoléon avait été élu président de la République, les chefs du parti catholique, Charles de Montalembert, le comte de Falloux, Louis Veuillot, le prince de Broglie, s'étaient ralliés à son gouvernement. Ils l'avaient soutenu contre l'Assemblée législative, lui exprimant ainsi leur reconnaissance pour le rétablissement du pouvoir temporel du Saint-Siège et pour la réforme libérale apportée par la célèbre loi Falloux dans l'enseignement. Le coup d'État de Décembre n'avait pu les détacher du régime nouveau ; ils lui étaient restés fidèles par horreur du socialisme révolutionnaire, entraînés par l'exemple du pays qui, en majorité, s'était montré favorable à l'acte qui lui apparaissait comme un acte libérateur. Mais après la proclamation de l'Empire, les dispositions d'une partie d'entre eux subissaient un profond changement.

On voit alors le parti catholique se diviser en deux camps : celui des hommes qui commencent à soupçonner le prince de les tromper et celui des hommes qui, plus crédules, persistent à croire à sa loyauté. L'un de ces camps avait pour chef Montalembert, le second Louis Veuillot. Le camp Veuillot était le plus puissant et le plus nombreux ; il réunissait la majorité de l'épiscopat et du clergé

qui avait salué avec enthousiasme l'événement de Décembre.

La confiscation des biens d'Orléans, certains actes accomplis envers la cour de Rome, considérés comme une menace contre son indépendance, et enfin les avances faites à l'Italie, n'avaient pas modifié l'attitude des catholiques défenseurs du régime et c'est seulement plus tard que leurs yeux devaient commencer à s'ouvrir. Ces dissentiments passionnaient l'opinion, alimentaient les polémiques des journaux.

Sur l'irritabilité qu'ils y jetaient se greffait la colère des républicains — les vieilles barbes — qui ne pardonnaient pas à Napoléon III de s'être emparé du pouvoir par la force, ni les mesures de rigueur auxquelles il avait recouru pour assurer la durée de son gouvernement. Leur colère, contenue par des lois de circonstance, ne pouvait s'exprimer comme ils l'eussent voulu. Mais dans leurs journaux, on la sentait gronder entre les lignes ; on s'attendait toujours à la voir éclater. Si d'aventure le fait se produisait, le journal était frappé, soit d'un avertissement, soit d'une suspension, ou même supprimé. C'est pour conjurer ce péril que dans les journaux d'opposition, les rédacteurs tournaient vingt fois leur plume afin de faire passer, sans se compromettre, ce qu'ils voulaient dire.

Sous ce régime arbitraire, tout est combiné par le pouvoir pour faire naître et développer une

prospérité à laquelle le pays aspire depuis longtemps et qui lui fera oublier la perte de ses libertés. Cette prospérité musèlera et paralysera les oppositions pendant huit années, c'est-à-dire jusqu'au jour où, le gouvernement impérial — c'est à la fin de 1860 — comprendra la nécessité de desserrer les chaînes qui ligotent les journaux et de rétablir la publicité des débats parlementaires, ce qui sera son premier pas vers un régime libéral.

CHAPITRE II

A TRAVERS PARIS

Arrivé à Paris le 1er septembre 1857 dans la matinée, ma première visite fut pour Claudius Hébrard. Il habitait rue de Tournon une élégante garçonnière. Il partait pour Lyon le même soir et, après qu'il m'eut promené dans Paris durant toute la journée, nous nous séparâmes ; ce n'est qu'à son retour que je devais le revoir. Le lendemain, deux autres visites me conduisirent sur les hauteurs du quartier Bréda ; l'une chez un vieux parent, l'autre — et c'est par celle-là que je commençai — chez un poète. Il s'appelait Armand Barthet. Il était de Besançon, comme Paul Beurtheret, et celui-ci m'avait donné une lettre pour lui en me racontant les circonstances auxquelles son compatriote devait d'avoir pris place parmi les jeunes écrivains à qui semblait promis un brillant avenir.

Auteur d'une pièce en un acte et en vers, *le Moineau de Lesbie*, mais ne connaissant encore personne à Paris et ne sachant à quel théâtre la présenter avec chance d'être joué, il était allé la déposer chez la tragédienne Rachel avec l'es-

poir qu'elle la lirait et lui donnerait son avis. Rachel était souvent l'objet de semblables démarches et l'on peut supposer qu'elle y répondait rarement ; mais ce jour-là, c'était sans doute dans une heure de loisir, elle la lut et répondait à l'auteur : « Je jouerai votre pièce, venez me voir. » Elle tint parole, la pièce eut du succès et l'auteur, encouragé, en écrivit une seconde, *le Chemin de Corinthe*, qu'il présenta au Théâtre-Français et qui, d'ailleurs, ne fut jamais jouée. On la connaît parce qu'il la fit imprimer.

A ma première visite, il m'accueillit fraternellement ; il n'était mon aîné que de huit ou dix ans. Il m'invita à déjeuner et me conduisit au petit restaurant Dinochau, situé dans son voisinage.

On disait : Dinochau frères, mais il n'y avait en réalité qu'un Dinochau, petit homme brun aux cheveux ébouriffés. Il tenait, sur les hauteurs cythéréennes du mont Bréda, un établissement de marchand de vins. Au rez-de-chaussée, c'était la physionomie ordinaire de ces sortes de débits : comptoir d'étain, brillant et luisant, quelques tables, et, dans un coin, un escalier tournant montant à l'étage supérieur. Là, c'était autre chose. Une salle à l'entresol était devenue un véritable restaurant bien curieux à visiter à l'heure du déjeuner.

Les convives étaient toujours nombreux et appartenaient aux lettres et aux arts, aux lettres sur-

tout. Henri Mürger, Charles Monselet, Armand Barthet, Alphonse Duchesne, Castagnary, Alfred Delvau, Amédée Rolland, Charles Bataille, Aurélien Scholl et d'autres que j'oublie en étaient les habitués. Depuis, quelques-uns ont marqué. Castagnary dirigea *le Siècle* et protégea le peintre Courbet ; Armand Barthet, après le succès du *Moineau de Lesbie* au Théâtre-Français, renonça à la littérature militante et se maria en province ; Scholl, qui déjà était un élégant raffiné, est devenu un mondain. Quant à Monselet, éternellement jeune, éternellement gai, éternellement spirituel, éternellement gourmand, il est demeuré jusqu'au dernier jour fidèle à l'établissement Dinochau, et n'a porté sa fourchette ailleurs que lorsque à la table où, depuis si longtemps, il avait coutume de s'asseoir, il n'a plus rien trouvé à se mettre sous la dent.

A l'époque dont je parle, le restaurant Dinochau réunissait ainsi les personnalités les plus diverses. Le sinistre Vallès y allait, et je ne sais si, dans les temps qui ont précédé le siège de Paris et la Commune, Raoul Rigault et Vermesch ne s'y rencontraient pas très fréquemment.

Quoi qu'il en soit, c'était un lieu auquel les réclames des petits journaux avaient donné je ne sais quelle physionomie attrayante et particulière. Pourquoi avait-on choisi de préférence, au début, ce simple « bouchon »?... Sans doute parce que la nourriture y était d'un prix relativement modique.

Puis, la mode s'en était mêlée et l'on y allait par genre. Un trait particulier, c'est que le maître de l'établissement tutoyait la plupart de ses clients. Non seulement il les tutoyait, mais encore, lorsqu'ils arrivaient pour se mettre à table, il leur imposait de son autorité privée les mets qu'ils devaient manger et le vin qu'ils devaient boire. A la longue, plusieurs s'en étaient lassés et avaient quitté la maison. Des filles du quartier, des rapins et même des modèles s'y mêlaient à des gens plus respectables. C'était un vrai coin de Bohème où l'on se faisait parfois, en cinq minutes, des relations difficiles à avouer. L'établissement Dinochau disparut dans une faillite et n'eut pas de successeur.

A la table où nous nous assîmes, j'eus pour voisin un petit homme gras et rubicond, dont les lunettes voilaient le regard étincelant d'esprit et de malice : c'était Charles Monselet. Au dessert, il me proposa de faire avec lui une partie de dominos ; en fait de jeux, je ne connaissais que le loto de famille : il me gagna plusieurs parties dont l'enjeu était des petits verres de curaçao ; c'était beaucoup pour ma bourse, mais comme il m'avait pris pour un fils de famille venant à Paris pour se divertir, et que je ne l'avais pas détrompé, je ne lui en voulus pas ; seulement, je me promis — et j'ai tenu parole — de ne plus retourner à ce restaurant que le tenancier avait déjà rendu célèbre. Plus tard, j'ai rappelé ce sou-

venir à Monselet, et nous avons bien ri du petit accès de vanité qui m'avait empêché de lui avouer que je n'étais encore qu'un débutant de lettres.

Le vieux parent à qui je devais aussi une visite habitait dans le voisinage de Barthet. Il était marié, père de deux filles encore adolescentes. Je les trouvai avec leur mère, attendant pour dîner le retour du père, employé dans une grande administration. Naturellement, on m'invita à partager le repas de famille. En rentrant, le cousin ne parut pas surpris de me trouver chez lui ; ce fut comme si nous nous étions vus la veille. Il me demanda hâtivement des nouvelles des miens, mais visiblement il était sous l'empire d'une vive préoccupation et il y parut lorsque, au moment de se mettre à table, ayant regardé son couvert, il dit d'un accent de mauvaise humeur : « Pourquoi ne met-on pas *la Patrie* à ma place?... Où est-elle?... »

Et ce furent alors des allées et venues, la mère et les filles courant de toutes parts en criant à la bonne : « Où est *la Patrie* de papa?... » On finit par la trouver et, tout en mangeant son potage, le papa dévora des yeux le feuilleton, à ce point isolé dans sa lecture que je n'existais plus pour lui. Intrigué par l'attention fiévreuse qui le faisait étranger à nos propos, je regardai le journal : ce qu'il lisait, c'était *les Exploits de Rocambole*, roman de Ponson du Terrail.

— C'est donc bien intéressant?... demandai-je.

— Tellement intéressant, me répondit-il, que chez les marchands on se dispute le journal et que les retardataires ne l'y trouvent plus.

J'appris ainsi que *la Patrie*, dirigée alors par M. Delamarre, avait retrouvé la même faveur qu'aux grands jours où, vingt ans avant, les œuvres d'Alexandre Dumas, d'Eugène Sue et de Frédéric Soulié attiraient au *Constitutionnel*, à *la Presse*, au *Journal des Débats*, des milliers de lecteurs.

Une autre visite m'introduisit dans un monde très différent. Je me présentai, muni d'une lettre de recommandation, au premier étage d'une maison de la rue de Verneuil. Là demeurait un avocat, M. de Belleval, secrétaire du « Bureau central de renseignements du comte de Chambord », que présidait le duc de Lévis. Son appartement respirait l'abandon et le désordre d'un ménage de célibataire. Dès l'antichambre, il fallait se frayer un chemin à travers des livres et des dossiers, répandus à même sur le parquet, et les deux pièces que je traversai pour arriver au cabinet de mon futur protecteur ne différaient pas de l'antichambre ; on sentait que dans cette atmosphère poussiéreuse, le plumeau ne passait que rarement.

Belleval, à qui d'ailleurs j'avais été annoncé, me reçut en ami. Il m'apprit qu'il avait déjà songé à me procurer une situation qui assurerait mon existence ; il s'agissait de remplir l'office de

secrétaire auprès d'un vieillard, ancien membre du Conseil d'État, qui, pour charmer les loisirs de sa retraite, avait entrepris d'écrire un ouvrage sur *la Liberté des mers*. Mais cet ouvrage, commencé depuis longtemps, en était encore à l'introduction et c'était plutôt l'entreprise d'un maniaque que celle d'un historien préparé à ce travail par des études antérieures. Se conformant aux conseils de Boileau, il remettait sans cesse sur le chantier les premières pages de son livre. Perdu dans ce chaos, il n'arrivait pas à s'en dépêtrer. Ma tâche auprès de lui devait consister à lui venir en aide et c'est à la demande de sa famille que Belleval lui avait cherché un secrétaire.

Je fus reçu dans cette maison comme un libérateur. On me recommanda de ne pas pousser au travail l'auteur de la *Liberté des mers* et de me prêter à toutes ses fantaisies. Durant quelques jours, je copiai des manuscrits rédigés par lui ou des extraits d'ouvrages qu'il signalait à mon attention ; mais quand nous avions passé une heure au travail, il n'en pouvait plus ; alors il montait en voiture pour aller se promener au Bois. Un jour vint où il me demanda de l'accompagner, son landau nous conduisit au bord du lac ; là il voulut marcher, mais en descendant de voiture son pied chancelant se prit dans la bordure des berges et il tomba si malheureusement que je crus qu'il allait glisser dans l'eau. Son valet de pied accourut à mes cris, on le releva,

on le remit en voiture et nous revînmes à la maison. Dans le trajet il me dit : « Ne le dites pas à ma femme. » Il n'avait pas besoin de m'en prier, car je me serais bien gardé d'effrayer cette excellente personne. Mais dès le lendemain, je trouvai un prétexte pour ne pas recommencer la promenade, me jurant bien qu'on ne m'y prendrait plus. Je continuai à noircir du papier et j'ai lieu de croire que, lorsque quinze jours plus tard je quittai cette maison, mes copies allèrent grossir, dans la petite Pologne, quartier des chiffonniers, les amoncellements de chiffons.

Entre temps, autorisé à envoyer quelques articles à *la Gazette de Lyon*, je les préparais dans un cabinet de lecture situé près de l'Odéon, rue Voltaire, tenu par une très intelligente petite bossue frisant la quarantaine, qui comblait d'attentions ses habitués. Elle avait un ami de cœur, bohème d'allure, mais d'une érudition extraordinaire et d'une loquacité bruyante et désordonnée. Partout où il allait, il saisissait toutes les occasions d'exposer ses idées en philosophie, en histoire, en littérature. Il ne cherchait pas la publicité et sa tribune, le soir venu, était le plus souvent la table d'un café. Au cabinet de lecture, il était quelque peu encombrant, mais les habitués ne s'en plaignaient pas toujours car si le livre ou le journal qu'ils étaient en train de lire restait ouvert sur la table sans qu'ils y jetassent les yeux, leurs oreilles, captivées par les propos qu'ils entendaient,

se prêtaient aux monologues de ce bavard prestigieux qui s'appelait Thérion, et dont mon frère a dressé la silhouette dans *les Rois en exil* sous le nom d'Élisée Mérault.

J'allais aussi quelquefois à l'Odéon, que dirigeait l'aimable La Rounat. J'avais déposé chez le concierge du théâtre une pièce en un acte. La Rounat me la retourna, mais en ajoutant pour dorer la pilule qu'afin d'encourager mes essais il m'accordait mes entrées. J'ai vu débuter là de jeunes comédiens qui ont fait plus tard un brillant chemin, et notamment celui qui devint sociétaire du Théâtre-Français et qui s'appelait Frédéric Febvre. A côté de ce débutant, j'applaudissais Tisserant, Brindeau, Fechter, Mlle Thuillier, Mme Ramelli. Mon temps se passa ainsi jusqu'au retour de Claudius Hébrard.

J'avais vécu jusqu'à ce jour dans une solitude singulièrement pénible à mon âge et qui eût été intolérable si je n'avais été soutenu par l'espoir que mon frère pourrait venir me retrouver bientôt ; elle n'en restait pas moins douloureuse. Hébrard, pour me distraire, m'offrit de me conduire à la bibliothèque de l'Arsenal, chez l'un des conservateurs, Eugène Loudun. Loudun n'était pas son nom, mais celui de sa ville natale. Il s'était donné ce pseudonyme pour se distinguer de son jeune frère, Delphin Balleyguier, qui déjà faisait parler de lui comme compositeur de musique, bien que l'art musical ne fût pour lui qu'une distraction

et non une profession. Écrivain du parti catholique, Loudun réunissait chez lui une fois par semaine quelques amis. Dans ce salon, il s'efforçait de continuer les traditions de Charles Nodier ; toutes les opinions y étaient représentées et je n'eus pas à regretter d'y avoir été introduit, car j'ai contracté là des amitiés dont je pus rapidement apprécier le prix.

Il en est une entre autres, dont les incidents se sont déroulés longtemps en marge de ma vie et qui s'est nouée à ma première rencontre avec celui dont je dois parler dès maintenant, Augustin Largent, devenu depuis religieux de l'Oratoire et professeur d'apologétique à l'Université catholique de Paris. Il était chez Loudun, le soir où j'y fus présenté ; nous revînmes ensemble. On se dit beaucoup de choses en une demi-heure, et entre jeunes hommes la confiance naît rapidement. Lorsque nous nous séparâmes, nous sentions déjà que nous étions destinés à vivre tendrement unis. Les lettres que j'ai gardées de lui ont toujours pour moi ce prix inestimable de me rappeler les temps heureux de ma jeunesse où cet ami fidèle, arrivé à Paris quelques années avant moi, s'efforçait de me guider dans les voies où je m'aventurais et de me garder contre les séductions de la capitale.

Il aspirait déjà au sacerdoce, mais il s'effrayait des lourds et difficiles devoirs qui s'imposeraient à lui le jour où il aurait franchi le pas redoutable.

C'est sur ce sujet que roulaient le plus souvent nos conversations. Je lui avais raconté toute ma vie passée, les accès de mysticisme qui s'étaient emparés de moi et m'avaient dominé un certain temps, sous l'influence de mon frère aîné, mort au séminaire. Je crois bien qu'Augustin Largent s'était figuré que j'étais toujours dans les mêmes dispositions que lui, et il s'était constitué en quelque sorte le gardien de ma conscience, afin de me rendre digne de la vocation qu'il me supposait. Il dut bientôt se rendre compte que la mienne m'emportait d'un autre côté; il se résigna à me voir rester dans le monde, mais, dans une partie de sa correspondance comme dans nos entretiens, il m'exposait les moyens par lesquels je pourrais m'y sanctifier.

Pendant ce temps, la sienne prenait plus de force et de consistance et, en 1858, il me confiait qu'avant d'y céder, il allait faire une retraite à l'abbaye de Solesmes. J'ai sous les yeux la lettre qu'il m'écrivit au cours de cette retraite qui dura plusieurs jours. Elle est trop longue pour être reproduite ici et je n'en retiendrai que quelques phrases où l'on peut voir à travers quelles indécisions et quelles luttes intérieures se forme une vocation.

Quoique surpris de se trouver à Solesmes, à la suite d'une résolution subite et spontanée, il se félicite d'y être. Tout le frappe et l'intéresse : le paysage, la beauté du monastère, le recueille-

ment dont il goûte la douceur, l'office chanté avec une majesté qui touche et qui lui rappelle avec quel goût Bossuet écoutait le *Salve Regina* de la Trappe, tout enfin, jusqu'à la tour gothique où il habite seul, « récemment élevée sur les rives de la Sarthe qui déploie en toute liberté ses belles eaux ondoyantes ». Puis il me confie qu'il est entré en retraite et qu'il cherche, un peu nonchalamment encore, la voie où il doit marcher. A la veille de son départ, il regrettait Paris ; mais le lendemain, la paix du cloître commençait à l'inonder.

La paix !... J'ai pourtant, hélas ! mes découragements et mes anxiétés. Si je me décide pour le sacerdoce, je ne sacrifierai que bien peu de chose : une liberté qui, jusqu'à présent, m'a été infructueuse et néfaste, mille vanités qui me pèsent, tout cet attirail qui encombre la vie et cache la mort. Et pourtant je fais un sacrifice... Ne crois pas, mon ami, ces gens du monde qui disent à leurs heures de spleen : « Je me ferai moine. » Ils ne savent pas ce que c'est que d'être moine ; ils ne voient dans le cloître qu'un asile commode pour dormir. Ce n'est pas le sommeil, c'est le repos, mais un repos péniblement acheté par l'anéantissement du « moi ». Et ces gens du monde, ces lettrés, n'ont en vue que leur « moi ». Oh ! que les ténèbres sont lourdes et ma volonté débile !... Mon âme est aride ; je n'ai goût ni à la méditation, ni à la prière, et cependant je veux savoir mon but et y marcher enfin.

Poussant jusqu'au bout ses confidences amicales, il m'avoue que le lettré chez lui fait tort au chrétien, il se demande ce qu'on dit de lui à Paris.

Je crois déjà passer à l'état de personnage poétique ; je deviens un héros de roman. C'est vainement que je chasse toutes ces sottes idées, que je tâche de fixer mon esprit : mon esprit est paresseux et rétif. En dépit de tout, cependant, je suis heureux d'être ici ; heureux non pas en artiste, en archéologue, en poète, mais en chrétien. Ah ! mon ami, le monde ne sait pas ce que c'est que la vie surnaturelle.

Adieu, cher Ernest, quand te reverrai-je?... La semaine prochaine sans doute. J'aurai alors choisi ma voie. Si je quitte le monde, j'en aurai connu les dangers, les ennuis et les attraits. De fortes études et une mâle discipline, au pied de ce grand tombeau de saint Pierre qui enseigne toujours, me prépareront à affronter de nouveau Paris et à y conquérir les âmes.

J'ai cité ce fragment de lettre parce qu'il fera comprendre quel prix j'attachais à l'amitié qui s'était offerte à moi dans la personne d'Augustin Largent. J'ajoute qu'après son séjour à Solesmes, il renonça à entrer chez les bénédictins, où sa science et sa vaste érudition le rendaient digne d'être admis. Il m'a confié plus tard qu'il ne s'était pas senti le courage d'en affronter les austérités. Quelques semaines après son retour à Paris, il entrait à l'Oratoire que devait diriger bientôt le père Gratry.

Sa vie a été empoisonnée d'abord par la dispersion des congrégations, parmi lesquelles les persécuteurs commirent l'iniquité de comprendre l'Oratoire, qui n'était qu'une communauté religieuse, une réunion de prêtres ne prononçant pas de vœux ne ressemblant en rien à un ordre monastique. Puis, sur le tard de sa vie, ce fut la

guerre de 1914 : elle le surprit dans sa ville natale, la Bassée, où il passait ses vacances. Immédiatement interné par les Allemands et ensuite envoyé à Roubaix, il y souffrit de toutes les horreurs de l'occupation. A Paris, nous nous inquiétions de sa captivité et nous cherchions le moyen de l'en tirer par l'entremise de la cour d'Espagne, auprès de laquelle l'ambassadeur de ce pays s'était fait notre avocat. Les Allemands consentirent à l'évacuer. Mais ils entourèrent sa délivrance de toutes les goujateries dont ils ont donné tant de preuves. Il avait écrit un livre sur le cardinal Langénieux et plusieurs études religieuses ; ils eurent la cruauté de retenir ses manuscrits ; ils ne lui permirent même pas d'emporter son bréviaire ; lorsqu'il protesta et réclama contre cette mesure inique, on lui répondit : « Vous n'en avez pas besoin, un prêtre doit savoir ses prières. » Il est mort en mars de cette année 1921, dans une maison de retraite, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, ayant jusque-là porté avec vigueur le poids des années.

Au cours de l'hiver qui suivit mon arrivée à Paris, j'assistai aux conférences que donnait au cercle des Sociétés savantes, quai Malaquais, le poète Philoxène Boyer. Parmi mes souvenirs, il n'en est pas qui soit resté plus profondément gravé dans ma mémoire que celui de ce favori des muses. Fils d'un inspecteur de l'Université, familiarisé de bonne heure avec les belles-lettres, il était venu à Paris quelques années avant moi,

en possession d'un formidable bagage littéraire auquel il avait dû de se faire rapidement une place exceptionnelle dans la légion des jeunes poètes encore peu connus, qui se flattaient d'être les disciples de Victor Hugo. Il n'avait que vingt-huit ans ; il marchait sur les traces de son aîné, Théodore de Banville, avec qui il s'était lié dès ses débuts ; trois comédies en vers jouées à l'Odéon et de nombreuses pages de fantaisies délicieuses répandues çà et là lui avaient valu une notoriété qui pouvait lui faire espérer la gloire. Ayant dévoré son patrimoine en donnant à pleines mains à quelques ratés de la littérature qui exploitaient sans scrupules sa jeunesse et son mépris de l'argent, il était pauvre. Mais il portait fièrement sa pauvreté et, loin de se plaindre des circonstances auxquelles il la devait, il semblait en tirer orgueil.

Les conférences n'étaient pas encore à la mode comme elles l'ont été depuis. Les siennes, qui se prolongeaient très tard dans la soirée, pouvaient être comparées — tant étaient peu nombreux les auditeurs — à un régal destiné à un très petit nombre de gourmets ; elles avaient lieu une fois par semaine. Pendant tout cet hiver, je suis venu fidèlement à ce rendez-vous et je vois encore la salle, le conférencier serré dans un habit noir usé jusqu'à la corde, cravaté de blanc, une cravate fripée dont sa jeune femme — ils s'étaient mariés par amour — avait vainement fait et refait le nœud ; elle assise à quelques pas de lui et,

comme lui, faisant face aux auditeurs, et ceux-ci écoutant dans une attitude où l'on pouvait deviner la pitié d'amis fidèles entourant le lit d'un malade, car dès qu'on l'abordait il donnait l'impression d'une nature frêle et maladive avec sa tête de Christ sur la croix, sa mise étriquée, le désordre de ses longs cheveux qui flottaient sur ses épaules et surtout la sollicitude active et touchante de la compagne qui ne le quittait jamais.

C'est presque toujours sur la littérature anglaise que roulaient ses conférences. L'œuvre de Shakespeare inspirait au conférencier des commentaires ingénieux et parfois l'emportait au delà de la raison. Un soir il compara la gloire à laquelle aspirent les poètes à un balcon sur lequel se trouvait une femme, parée de toutes les beautés ; il l'avait appelée Rosalinde. De ce balcon de Rosalinde — auquel il donnait une forme matérielle — il parlait avec un fiévreux enthousiasme, digne d'un serment sacré, se jurait d'y accéder, dût-il l'escalader. Sa voix avait pris un accent de prophète, ses yeux une expression de rêve et la sueur qui perlait à son front attestait la sincérité de son serment. J'ai entendu beaucoup d'orateurs dans ma vie ; sur le visage d'aucun d'eux — et je parle des plus illustres — je n'ai jamais vu l'expression qui vient de l'âme se traduire au même degré en traits de feu.

La femme du conférencier, comme nous tous, l'écoutait les larmes aux yeux, car elle savait par

expérience combien, en rentrant à la maison, — après lui avoir fait servir un verre de vin chaud dans un café voisin, — il faudrait de soins incessants pour rendre à ce corps débile, secoué par la fièvre, un peu de calme, pour apaiser le tremblement de ses mains, fines comme des mains de femme et desquelles un auditeur me disait un jour : « Ce sont des mains élégiaques. »

Philoxène Boyer n'est mort que dix ans plus tard. Mais dans son fauteuil de conférencier, il ne semblait pas devoir vivre aussi longtemps et, en l'écoutant, je le voyais à son déclin, parcourant un bois jauni par l'automne, en récitant *le Jeune Malade* de son devancier, le poète Millevoye.

CHAPITRE III

DANS LE JOURNALISME

La journée du 1er novembre fut pour moi une journée bénie. Mon frère arriva. A la veille de son arrivée, j'avais reçu une lettre d'Armand de Pontmartin, en date du 29 octobre, m'annonçant sa prochaine rentrée à Paris. Il me confirmait tout ce qu'il m'avait déjà fait dire par notre ami Léopold de Gaillard. Il m'exprimait le regret que la maladie eût retardé ses remerciements, et ses remerciements eux-mêmes respiraient une affectuosité qui ne me laissait aucun doute sur ses intentions bienveillantes :

Voilà mon excuse, monsieur, ajoutait-il, mais elle n'est pas suffisante. Il y avait dans votre article du 30 juillet, que je n'ai reçu que beaucoup plus tard, quelque chose d'intime et de personnel qui m'est allé au cœur et a caressé en moi des cordes meilleures que celles de la vanité littéraire. Je vous ai su un gré infini d'avoir fait revivre deux êtres chéris et admirables : l'oncle Joseph à qui je dois tout et ma pauvre mère disparue aussi, hélas ! et morte peut-être de douleur pour m'avoir trop aimé.

J'ai reconnu, dans les détails que vous paraissiez si bien connaître et dans quelques autres plus légendaires qu'exacts, l'amicale communication de cette excellente famille d'Archimbaud avec laquelle j'ai grandi et vécu,

et qui m'a souvent parlé de ses bons amis de Lyon. Aussi votre nom a-t-il aussitôt réveillé en moi mille aimables souvenirs et vos éloges m'ont été bien plus précieux que d'autres, parce qu'il m'a paru que le cœur y tenait autant de place que le goût. Aujourd'hui, voilà que vous mettez le comble à vos bontés en vous occupant des *Deux Erostrates*. Au reste, absent de Paris depuis le mois de juin et malade depuis le mois d'août, je vous laisse à penser dans quel abandon est venu au monde ce dernier-né de ma trop féconde plume. Je ne vous en suis que plus reconnaissant de l'avoir pris sous votre protection bienveillante ; puissiez-vous lui porter bonheur !... Anselme, c'est moi avec une maison de campagne et quelques arpents de terre au bord du Rhône et, pour le moment, Anselme est bien découragé.

Je serai cependant à Paris du 16 au 20 novembre, pour réinstaller mon fils au collège ; je m'y mets d'avance à votre disposition dans le cas où je pourrais vous être utile.

Dès la première visite que je lui fis, dans le petit pavillon qu'il occupait rue Saint-Lazare, je fus surtout frappé par son physique ingrat. Il avait alors dépassé la cinquantaine. Grand, maigre, dégingandé, la figure éruptive et rugueuse, le visage balafré par une moustache de mousquetaire, grisonnante comme les cheveux qu'il avait très épais, il était franchement laid et, pour comble de disgrâce, affligé d'une voix de fausset, quelque peu déconcertante pour ses visiteurs. On racontait qu'elle l'avait empêché de se présenter à l'Académie, l'épreuve de la séance publique et du discours de réception lui semblant impossible à affronter avec un organe aussi défectueux.

Par suite de ses imperfections physiques, son

premier abord était plutôt réfrigérant, mais il inspirait rapidement la sympathie à quiconque l'approchait, tant il y avait de bonté dans son regard dès que ses yeux s'éclairaient d'un sourire. Du reste, tout ce qui lui manquait physiquement il le possédait moralement, et sa serviabilité, jointe à son talent d'écrivain et à la sincérité de ses convictions politiques et religieuses, lui avait gagné de nombreuses amitiés. On a vu quelle reconnaissance il me gardait des articles que j'avais publiés dans *la Gazette de Lyon* sur deux de ses ouvrages, et bien qu'elle dépassât de beaucoup le service rendu, il me prouva dès ses premières paroles qu'il avait hâte de m'en fournir la preuve. Mais avant de rappeler celui que lui-même allait me rendre, je dois dire où il en était alors de sa carrière, qui devait se prolonger durant vingt-cinq ans encore.

Quoiqu'il ait figuré au premier plan parmi les écrivains de son temps, Armand de Pontmartin n'aurait pas eu plus de chance que la plupart d'entre eux d'échapper à l'oubli si, de ses débuts à sa mort, il n'avait rendu compte dans les grands périodiques et dans les journaux royalistes des ouvrages de ses contemporains. La longue série de ses causeries littéraires : *Causeries du Samedi* et *Nouveaux Samedis*, au total vingt-cinq volumes, constitue un répertoire raisonné des œuvres qui, au siècle dernier, ont enrichi le domaine des lettres françaises. Encore à l'heure où nous sommes, si

l'on veut explorer avec fruit ce domaine, montrer ce qu'il était et ce qu'il est devenu, rechercher par quoi se justifiaient la renommée et l'influence des écrivains que l'on considérait comme des maîtres, on ne peut trouver un meilleur guide qu'Armand de Pontmartin, non que ses jugements ne soient trop souvent entachés d'injustice, mais parce que — la part faite à ce qui fut le résultat de son ascendance, de son éducation religieuse et de son royalisme passionné — on reste en présence d'une œuvre consciencieuse et richement documentée, véritable histoire de la littérature de son temps.

A l'époque où je l'ai connu, il s'imposait déjà au public par le talent et la fécondité des idées, toutes ramenées à la mesure de ses opinions. Catholique et royaliste, il était, la plume à la main, l'homme de son parti, toujours en lutte contre les adversaires qu'il combattait, sans jamais leur faire grâce, mettant toutefois une sourdine à son emportement lorsqu'il écrivait dans un recueil comme la *Revue des Deux Mondes*, où cet emportement n'eût pas été toléré. Elle lui avait été ouverte en 1847. Jusqu'en 1866, il en a été le collaborateur fécond et fidèle ; ses articles de critique littéraire et théâtrale y forment des centaines de pages, mais là il n'y ressemble en rien à l'écrivain qui, dans les feuilles royalistes, se fait remarquer par sa virulence et son défaut d'impartialité. A la *Revue*, il semble s'être assagi. Il arrive maintes

fois qu'en le lisant dans les journaux où sa verve se donne plus librement carrière, ses amis éprouvent le regret qu'il ne soit pas partout ce qu'il est à la *Revue*. Dans un article qu'il lui a consacré à cette époque, Sainte-Beuve fait à cet égard une piquante remarque :

« Quand il écrit à la *Revue des Deux Mondes*, par exemple, ce n'est plus le même homme que quand il écrit dans *l'Union* ou *le Correspondant;* ce n'est pas mauvais pour lui d'être un peu dépaysé et ne pas se sentir trop poussé du côté où il penche. Moins il sera tenté de se livrer aux thèmes tout faits de l'esprit de coterie et de parti, plus il sera lui-même et mieux il vaudra. Sa réputation s'est faite par quelques-uns de ses excès, sa croisade contre Béranger et contre George Sand — Sainte-Beuve aurait pu ajouter contre Balzac — l'a désigné aux colères des uns et aux applaudissements des autres. Il a désormais à justifier tout ce bruit en devenant plus équitable, s'il le peut, et en restant spirituel. »

Ces sages conseils, on le reconnaîtra, ne sont pas d'un ennemi ; ils témoignent même de l'estime en laquelle Sainte-Beuve tenait son confrère, mais il n'est pas vraisemblable qu'il ait espéré qu'ils seraient suivis ; c'eût été se leurrer d'une illusion. Il est des empreintes éducatrices qui ne s'effacent jamais et qui se manifestent par des partis-pris incorrigibles et irrémédiables. Elles sont profondes chez Pontmartin, ces empreintes, elles

le rendent injustement agressif, sans compter qu'elles lui suggèrent parfois des remarques quasi puériles. Je n'en citerai qu'un exemple : le bruit s'étant répandu que Théophile Gautier se présentait à l'Académie française, Pontmartin combattit passionnément cette candidature en rappelant les mœurs un peu bohèmes du candidat, les excentricités et le décousu de son existence, toutes choses qu'il jugeait peu compatibles avec la tenue que devait avoir un académicien. Il couronnait sa philippique en laissant entendre que si Théophile Gautier entrait à l'Institut, « on fumerait sous la coupole et ce ne serait plus l'Académie ». Fort heureusement, des propos de ce genre sont rares dans les livres d'Armand de Pontmartin et si la vivacité de ses critiques dépasse trop souvent la mesure, il n'a pas toujours tort.

Comment désapprouver sa flagellation lorsque, dans la personne de quelques-uns des plus illustres romanciers et auteurs dramatiques de son temps, il met en lumière l'influence perverse de leurs œuvres? Ses jugements sur George Sand, première manière, sur Balzac dans *le Père Goriot* ou dans *les Parents pauvres*, sur Barbey d'Aurevilly dans *le Prêtre marié*, *l'Amour impossible*, *l'Ensorcelée*, ne peuvent pas ne pas inviter à réfléchir les esprits les plus disposés à l'admiration. De sa part, le dénigrement est si peu un système et c'est si bien la protestation d'une conscience indignée que, lorsque ceux mêmes qu'il malmène se meuvent

dans d'autres conceptions, George Sand avec *François le Champi* et *le Marquis de Villemer*, Balzac avec *Eugénie Grandet*, Barbey d'Aurevilly avec *le Chevalier Destouches*, il ne leur marchandera pas les éloges, leur souhaitera de persévérer dans la voie où ils s'engagent, encore qu'il attende — pour oublier le mal qu'ils ont déjà fait — d'autres marques de repentir. Afin de prouver que le romancier n'a pas besoin de recourir à des descriptions corruptrices pour trouver le succès, il citera l'exemple d'Alexandre Dumas le père et pour étayer sa thèse, il le comparera à Balzac :

« Dumas n'a jamais offensé sciemment et avec préméditation ni la religion, ni la morale, ni l'Église, ni la pudeur, ni l'honneur, ni la conscience, ni la vertu, ni les cordes généreuses de la charité, du respect et de la pitié pour les faibles, les malheureux et les vaincus... Il y a eu bien des puérilités dans sa vie, pas une vilenie. Ses œuvres ont une âme et cette âme ne veut point que le ciel lui soit fermé. Dans son immense répertoire, vous chercheriez en vain une arrière-pensée mauvaise, un sous-entendu corrupteur, un de ces pièges tendus aux curiosités féminines, aux imaginations d'adolescents qui surabondent dans Balzac, ses disciples et ses héritiers... Balzac donne la migraine ; Dumas la guérit. Dumas intéresse, amuse, étonne, émeut, entraîne ; Balzac trouble, inquiète, fatigue, pervertit. »

Toute la page est dans ce ton ; elle démontre

chez le critique le désir de ne pas laisser croire qu'il est un éteignoir et que la lumière lui fait peur, mais il la désire claire, pure, réchauffante. A son estime le romancier doit être « le cordial compagnon de voyage qui nous distrait des ennuis de la route, et non le conseiller dangereux, le confident clandestin, qui s'insinue en tapinois pour nous montrer une de ces figures à double fond dont l'envers est une obscénité ».

Lorsque Barbey d'Aurevilly, dans la préface d'un roman célèbre, déclare, pour en justifier les pages trop libres, « qu'il a usé de cette *grande largeur catholique* qui ne craint pas de toucher aux passions humaines quand il s'agit de faire trembler sur leurs suites », Pontmartin le raille fort spirituellement : « Voila une largeur catholique qui pourrait nous mener loin. » Et se rappelant que Barbey d'Aurevilly est à la fois critique et romancier, il le met en contradiction avec lui-même :

« Si, après avoir rudement malmené le pauvre monde, après avoir vertement tancé tel roi de France pour ses galanteries, tel grand poète pour ses énormités irréligieuses ou érotiques, tel petit critique son confrère pour ses ménagements académiques ou mondains, il publie un roman qui, sous prétexte de faire haïr le vice, l'étale dans toute sa nudité, d'où s'exhalent toutes les capiteuses vapeurs d'un sensualisme mal déguisé sous des airs chevaleresques, non seulement il s'affai-

blit, il se discrédite ; il ne pourra plus prétendre à l'autorité. »

Les blâmes de Pontmartin, dont je n'ai voulu donner ici que de rares exemples, ne sont pas moins sévères quand il juge les auteurs dramatiques, et toute son œuvre en fait foi.

Ses attaques lui avaient attiré plus d'ennemis que d'admirateurs, et même ceux-ci mêlaient à leurs éloges beaucoup de regrets, notamment en ce qui touchait Balzac dont tous les ouvrages ne méritaient pas l'anathème prononcé contre lui par ce juge implacable. *Les Chouans*, *Une ténébreuse affaire*, *L'envers de l'histoire contemporaine*, *Ursule Mirouet*, d'autres encore, ne devaient-ils pas lui faire pardonner ceux contre lesquels il rendait tant de sentences dépourvues d'équité, inspirées surtout par l'esprit de parti et qui n'admettaient pas les circonstances atténuantes. Mais les ripostes qu'il s'attirait ne le décourageaient pas et jusqu'au jour où, après quarante ans de judicature, la plume tomba de ses mains, il persévéra dans son système de sévérités à outrance et qui d'ailleurs donnaient plus de prix à ses éloges.

Quand je le connus, il marchait hardiment dans la voie qu'il s'était faite ; il était classé comme un intransigeant, redouté de ses adversaires, mais également estimé même par ceux qui avaient le plus à se plaindre de lui et qui cherchaient à tirer vengeance de ses duretés en s'efforçant de le faire passer pour une quantité négligeable. Je

crois bien que de ces représailles, exercées d'ailleurs sans grand dommage pour son renom, c'est à celle-là qu'il était le plus sensible. De ses confidences ultérieures comme de la préface de ces fameux *Jeudis de Mme Charbonneau* qui après avoir fait craindre des coups d'épée ne donnèrent lieu qu'à des coups de plume, j'ai tiré cette conclusion que ce petit livre fut écrit par Pontmartin pour attirer sur lui l'attention du monde des littérateurs par l'éclat qu'il provoquerait. Cette manifestation bruyante n'était pas nécessaire, car c'est à tort qu'il se croyait méconnu. Mais ce qui est certain, c'est qu'à la suite de ce bruit que les mauvais plaisants appelaient « l'été de la Saint-Martin », sa critique eut plus d'autorité et l'a conservée jusqu'à la fin.

A l'accueil qu'il me fit, lors de cette visite qui devait décider de ma destinée, je devinai que mon sort allait être fixé. Mon pressentiment ne me trompait pas. Après m'avoir réitéré ses remerciements pour mes articles et demandé quelques renseignements sur ma famille et ma vie passée, il m'avoua qu'averti par Léopold de Gaillard que je comptais sur son appui, il s'était déjà occupé de moi. Il espérait m'avoir assuré une situation au journal *le Spectateur*, feuille royaliste dirigée par Mallac, à qui il allait me présenter. Je connaissais ce journal pour l'avoir lu à Lyon. J'y avais admiré les causeries littéraires de Pontmartin, goûté les *Promenades et Croquis* d'Amédée

Achard, et même parcouru un feuilleton, *le Lion de Flandre*, où Ponson du Terrail, le conteur des *Exploits de Rocambole*, s'essayait dans le roman historique à la Dumas, et suivi les polémiques qu'y soutenait son directeur. Je savais donc que dans cette maison je trouverais la même atmosphère qu'à *la Gazette*. La perspective d'y être admis ne pouvait que m'enchanter. Mais quand je voulus exprimer ma reconnaissance pour la protection qui m'était accordée, Pontmartin se récria. N'était-ce pas un devoir de rendre service « à un jeune confrère » digne d'intérêt et, pour couper court à mes remerciements, il esquissa à grands traits l'histoire du journal qu'il m'avait ouvert.

Le Spectateur avait succédé à un autre journal, *l'Assemblée nationale*, organe royaliste supprimé sous la présidence Cavaignac. Mais cette tentative de résurrection n'avait que médiocrement réussi. Mallac n'en restait pas moins sur la brèche. A cette heure encore, le parti royaliste, dont son journal représentait une fraction, n'avait pas perdu toute espérance, tout au moins il le disait, et par son attitude il s'efforçait de le prouver. Cette espérance reposait sur l'hypothèse d'une réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon. Légitimistes d'un côté, orléanistes de l'autre, travaillaient activement à ce qu'on appelait alors la fusion. Mais dans quelle mesure le désir qu'ils manifestaient à cet égard était-il sin-

cère?... C'est ce qui reste à démontrer et il semble bien que, parmi ceux qui travaillaient à la réaliser, il en était bien peu qui la crussent réalisable. Les partisans de la légitimité se prêtaient en apparence aux offres et aux avances qui leur venaient du côté de l'orléanisme; mais ils restaient sur la réserve, laissant entendre que rien ne serait possible si les princes d'Orléans ne manifestaient publiquement, non seulement des regrets pour le passé, mais encore un désaveu formel, autant dire un repentir, et l'acceptation des conditions plus ou moins humiliantes qui leur seraient imposées. Montalembert raconte, dans son journal, que se trouvant en Angleterre à la fin de 1858, il alla voir la duchesse d'Orléans, veuve du fils aîné de Louis-Philippe et mère du comte de Paris, devenu l'héritier de ce roi; il avait trouvé cette princesse, ainsi que son fils, résolument hostiles à tout rapprochement entre la branche aînée représentée par le comte de Chambord, et la branche cadette représentée par le comte de Paris. Un partisan du jeune prince disait ironiquement : « La fusion, ceux qui la demandent sont nombreux, mais personne n'en veut. »

C'était trop dire. Mais déjà battue en brèche des deux côtés, elle avait du plomb dans l'aile. Le principal tireur n'était autre que le comte de Chambord. Une lettre en date du 5 février 1857, écrite par lui au duc de Nemours qui négociait au nom de la maison d'Orléans, avait rompu les

pourparlers et il fallait une foi robuste pour n'être pas convaincu que c'en était fait de la fusion ou tout au moins qu'elle était indéfiniment ajournée. Telle était la situation du parti royaliste sous la férule impériale lorsque Pontmartin me présenta à Mallac, rue Bergère, dans les bureaux du *Spectateur*.

L'homme était exquis. Type attachant et curieux, mondain jusqu'au bout des ongles, pétri d'élégance, et créole de l'île Maurice, il était par surcroît beau comme un jeune dieu. Ma présentation se fit en quelques minutes. Grâce à la sollicitude de Pontmartin, tout avait été fixé d'avance, l'emploi que je remplirais et qui consistait surtout à lire le matin les journaux de province, le traitement aussi modeste que la fonction, et lorsque j'eus reçu la promesse d'une amélioration à bref délai, je n'eus qu'à me déclarer satisfait. On appela le secrétaire de la rédaction, Letellier, et Mallac me confia à ses mains expertes et bienveillantes.

Dans les dernières années du gouvernement de Juillet, Letellier avait été attaché au cabinet de Guizot et souvent chargé de missions confidentielles. Il gardait de son passé un culte ardent pour les princes de la maison d'Orléans ; il était un puits d'anecdotes. Je lui dois beaucoup professionnellement, je ne l'ai jamais oublié et je le lui prouvai dix ans plus tard, lorsque admis dans le service des secrétaires-rédacteurs du Corps législ-

latif dont je faisais partie, la demi-cécité dont il ne tarda pas à être affligé l'obligea à recourir à la serviabilité de ses collègues. Nous l'entourions d'attentions et de prévenances, et les miennes s'inspiraient en grande partie du souvenir que je gardais de ses bontés d'autrefois.

Tant que je fus sous ses ordres, il s'appliqua à me mettre en lumière auprès de la direction et à faire ressortir mes services. Lorsque j'avais achevé la lecture des feuilles départementales, il me traçait ma tâche de l'après-midi ou celle du lendemain, m'envoyait à droite ou à gauche pour assister à tel ou tel événement dont il devait être rendu compte, pour remplir telle ou telle mission. Le reportage n'était pas encore entré dans les habitudes du journalisme tel qu'il y est pratiqué aujourd'hui. Mais c'était bien de reportage que je m'occupais ou de quelque chose d'approchant. Un jour, à la veille d'une séance de l'Académie, je fus chargé d'aller solliciter, du secrétaire perpétuel Villemain, les épreuves du discours qu'il devait y prononcer. En me les remettant, il me recommanda « de ne pas me les laisser voler par les jésuites ». « Ils me surveillent », me dit-il. L'illustre écrivain souffrait à cette époque du délire de la persécution.

Un autre jour, le 12 janvier 1858, j'assistai à l'enterrement de la tragédienne Rachel. Elle était morte au Canet, en Provence, dans la soirée du 3, et dès le lendemain le corps avait été ramené à

Paris dans l'appartement luxueux qu'elle occupait place Royale, Depuis, je me suis retrouvé bien souvent dans ce même logis, où s'installèrent ultérieurement de très chers amis de ma famille ; c'est là que, le jour des obsèques de Rachel, je fus mis pour la première fois en contact avec les écrivains et les artistes les plus fameux de ce temps.

Perdu parmi la foule qui remplissait le grand salon, ses remous m'avaient poussé contre Alexandre Dumas, dont la haute taille dominait l'assistance ; j'avais littéralement le nez dans son dos. A plusieurs reprises, impatient d'être cahoté, il se retourna comme pour me reprocher de ne pas respecter dans sa personne l'une des gloires de la littérature française, mais en me voyant si menu, si frêle, bousculé dans la cohue à laquelle j'étais hors d'état de résister et en entendant les timides excuses que je formulais, il comprit que je n'étais pas responsable. Son visage grondeur s'égaya, je crois même qu'il me tendit la main. Je ne lui ai jamais parlé qu'en cette circonstance et à ce contact accidentel se sont réduits nos rapports. Je ne me doutais pas, à ce moment, que trois jours plus tard le journal pour lequel j'assistais à ces obsèques tumultueuses disparaîtrait, victime de l'imprudence de son directeur et des lois draconiennes qui régissaient alors la presse. Mais avant de raconter ce quasi dramatique épisode, pièce principale de mon menu de ce jour, je

crois devoir servir à mes lecteurs quelques hors-d'œuvre en les conduisant dans les maisons que m'avaient ouvertes mes amis de l'Arsenal, devenus ensuite les amis de mon frère.

J'allais chez Mme Virginie Ancelot, veuve de l'académicien, et chez Mme Mélanie Waldor, qui jouissaient d'une certaine notoriété dans le monde des bas bleus ; chez une autre femme, Mme Chodsko, dont le salon s'embellissait de la présence de son mari, le savant Léonard Chodsko, attaché à la Sorbonne, Polonais de naissance, réfugié en France après les soulèvements de son pays contre la Russie et auteur d'ouvrages destinés à plaider chez nous la cause de la Pologne.

Entre tant d'hospitalières maisons, il en est une à laquelle je garde un souvenir ému : celle du professeur Ortolan, doyen de l'École de droit, vieillard charmant, dont la figure vénérable, encadrée dans les boucles d'une chevelure argentée, inspirait l'attrait et la sympathie. Sa fille, mariée au professeur Bonnier, aidait son père à faire les honneurs des réceptions. C'est là que je vis pour la première fois Émile Ollivier. Il venait d'être élu député. Récemment marié, il était accompagné de sa jeune femme, la fille de Liszt, le compositeur, morte prématurément en 1862. Elle a laissé dans ma mémoire l'image d'une ombre blonde et vaporeuse, une Ophélie trop frêle pour vivre longtemps. Il était écrit qu'elle ne serait pas la compagne intellectuelle dont son mari

aurait besoin un jour, et que cette fonction serait dévolue à une autre dont le tendre dévouement s'élèverait à la hauteur des devoirs que la morte aurait voulu remplir.

De la même époque, fin de l'année 1857, date ma première rencontre avec Gambetta. Peu de jours après l'arrivée de mon frère, la chambrette que j'occupais au cinquième, au « Grand-Hôtel du Sénat », rue de Tournon, étant trop étroite pour nous deux, nous étions descendus à l'étage au-dessous. A deux ou trois reprises, nous avions coudoyé notre voisin de chambre, un gros garçon de notre âge, quelque peu débraillé dans sa mise, et dont la voix tonitruante, franchissant souvent le mur qui nous séparait, parvenait jusqu'à nous. Je sus bientôt qu'il s'appelait Gambetta, qu'il se destinait au barreau, qu'il était venu à Paris pour faire son droit et que lorsque nous l'entendions parler avec tant d'emphase méridionale, c'est qu'enfermé chez lui il s'exerçait à plaider. Jusque-là, je n'avais pas songé à nous plaindre de ce bruyant voisinage. Mais, le 24 décembre, veille de Noël, et durant toute la nuit, le bruit se corsa d'une confusion de voix et de retentissants chocs de verres. Jusqu'aux premières lueurs du jour, il nous fut impossible de dormir. Sur l'observation que je fis au patron de l'hôtel, il m'apprit qu'on avait réveillonné dans la chambre du voisin et que l'amphytrion et ses convives « s'étaient un peu échauffés. Il faut bien que jeunesse se passe. » Je

lui gardai d'autant moins rancune que le lendemain il s'excusa très aimablement d'avoir troublé notre sommeil. Bientôt après, il quitta l'hôtel et je le perdis de vue. Nous ne nous sommes rencontrés que quelques années plus tard, alors qu'élu député du Corps législatif, il vint prendre séance. En m'apercevant à mon banc de secrétaire-rédacteur, il me tendit la main, aussi cordial qu'autrefois, et il en fut de même lors de nos rencontres ultérieures dans le salon très éclectique de la comtesse de *** et dans celui d'Émile de Girardin.

CHAPITRE IV

APRÈS L'ATTENTAT D'ORSINI

En 1882, je venais de publier deux ouvrages, une *Histoire abrégée de la Restauration* et *Mon frère et moi*. Dans celui-ci, je rappelais le service que m'avait rendu, vingt-cinq ans plus tôt, Armand de Pontmartin en m'introduisant au *Spectateur*. Mais, dans la causerie littéraire, remplie d'éloges, qu'il consacrait à ces publications, il contestait la portée de ce service comme s'il eût voulu se dérober à ma gratitude. Voici ce qu'il écrivait dans la *Gazette de France* du 13 avril de cette année 1882. Je le reproduis ici en guise d'introduction au récit des circonstances qui accompagnèrent la suppression du journal de Mallac :

« Il est très vrai que vers la fin de 1857 je présentai mon jeune confrère au directeur du *Spectateur*, ci-devant *Assemblée nationale*, à ce charmant M. Mallac que Louis Veuillot avait surnommé « le fils de Paul et de Virginie », mais *le Spectateur*, agonisant épilogue de *l'Assemblée nationale*, était à cette époque doublement condamné : par le gouvernement impérial qui l'avait déjà averti, sus-

pendu, supprimé, et qui guettait sa prochaine imprudence ; et par Mallac lui-même qui, voyant son journal ne plus faire ses frais et s'étant ménagé dans le faubourg Saint-Germain une retraite ducale, n'attendait qu'une occasion pour brûler son vaisseau pavoisé aux trois couleurs, avec un peu plus de blanc que de bleu, et beaucoup plus de bleu que de rouge. Cette occasion lui arriva avec les bombes d'Orsini, qui rebondirent, hélas ! bien plus loin que nos bureaux de la rue Bergère et préparèrent des calamités autrement graves que la suppression du *Spectateur*. Cette catastrophe mit à néant le petit service que j'avais essayé de rendre à Ernest Daudet. Je l'ai toujours regretté ; j'aurais voulu être à la peine pour mériter d'être à l'honneur. »

La retraite ducale à laquelle font allusion ces quelques lignes si flatteuses pour moi voulait dire un mariage morganatique avec une grande dame, couronnement et dénouement d'une longue liaison qui était de notoriété publique, une de ces liaisons pour lesquelles le monde a souvent témoigné d'une tolérance qu'il mesurait à la fidélité réciproque des intéressés et dont, dans la première moitié du dernier siècle, il a donné plusieurs exemples, témoin celui de Chateaubriand avec Pauline de Beaumont et celui de Guizot avec la princesse de Lieven.

Dans le fragment d'article que je viens de reproduire, Pontmartin paraît croire que Mallac

n'attendait qu'une occasion pour faire sauter le navire qu'il commandait et qui déjà faisait eau de toutes parts. C'est possible, mais rien n'est moins sûr. Les conditions d'existence étaient alors si dures pour la presse d'opposition que, s'il eût été dans son projet de sombrer volontairement plutôt que de les subir, l'occasion de disparaître se fût fréquemment offerte à lui. Mais eût-il voulu en profiter, il se serait heurté à la résistance de ses commanditaires, résolus à essayer de sauver les débris de leur capital pour payer les indemnités dues au personnel en cas de disparition, et ce qui le prouve c'est l'opposition qu'ils firent à la volonté de leur directeur dans la soirée du 14 janvier 1858.

C'est vers huit heures qu'avait eu lieu, aux abords de l'Opéra, rue Le Peletier, l'attentat d'Orsini dirigé contre l'empereur et l'impératrice et auquel ils n'échappèrent que par miracle ; mais il avait fait de nombreuses victimes. La nouvelle s'était rapidement répandue dans Paris, et au *Spectateur*, nous étions tous accourus pour recueillir les informations nécessaires à la relation de ce crime abominable. Le plus grand trouble régnait dans la maison ; l'agitation y était à son comble. C'étaient, entre le cabinet du directeur et celui du gérant, des allées et venues, l'éclat d'une querelle, dont il nous était facile de deviner l'objet. Mallac avait rédigé un article agressif que les administrateurs déclaraient dangereux et qu'ils le

suppliaient de ne pas publier ; mais il leur résistait, résolu à passer outre, à ce point résolu qu'il déclarait vouloir assister au tirage du journal, ce qu'il fit, pour s'assurer que son article ne serait pas remplacé.

Ce qu'ils avaient prévu arriva, et le matin du 15, le journal, une heure après son apparition, était supprimé en même temps que *la Revue de Paris* dirigée alors par Louis Ulbach, Maxime du Camp, Laurent Pichat, et qui venait de publier *Madame Bovary*. C'était le désastre et nous étions nombreux à en souffrir.

Retiré dans son cabinet, Mallac y recevait fièrement les condoléances de ses amis, et peut-être leurs reproches. Dans la grande salle entraient à toute minute les collaborateurs de la maison. Au milieu d'eux, assis sur une table, le chapeau sur la tête, battant sa botte avec une badine d'un mouvement furieux, mal contenu, se trouvait un homme jeune encore, à l'œil bleu, le visage encadré de cheveux longs bouclés, et virilisé par une fine moustache blonde. Je ne l'avais jamais vu ; je demandai son nom : on me répondit qu'il se nommait Paul Deltuf. Il m'était connu de réputation, ayant déjà publié plusieurs romans et devant sous peu de jours en publier un autre dans *le Spectateur*. La suppression du journal était donc pour lui, comme pour moi, une véritable catastrophe ; la communauté de notre infortune nous rapprocha ; la sympathie naquit de la familiarité qu'avait

favorisée le trouble de ces heures, l'amitié la plus étroite ne tarda pas à nous unir, une amitié que la mort seule a pu briser en 1870, en des circonstances qu'on me permettra de rappeler dès maintenant, sans attendre, l'époque où elles se produisirent, après douze années de relations cordiales et sans nuage. C'est un chapitre d'une existence de bourgeois égaré dans le monde des lettres et s'y faisant place sous l'empire de nécessités et d'illusions décevantes qui devaient le conduire à la démence.

Paul Deltuf était né à Paris en 1825. Il appartenait, par sa mère, à l'une des plus honorables familles de la bourgeoisie parisienne et trouva la fortune dans son berceau. Néanmoins, son enfance et sa jeunesse furent tristes. A peine âgé de quelques mois, sa nourrice l'avait laissé tomber dans une cheminée où l'une de ses jambes s'était brûlée, et cet accident l'avait rendu boiteux. Puis, ce furent des douleurs d'une autre nature, des divisions de famille auxquelles il dut d'être élevé par sa mère et de ne voir son père qu'une seule fois dans sa vie, alors qu'il avait déjà quarante ans. Le souvenir des larmes qu'il avait vu répandre resta toujours dans sa mémoire ; et plus tard, son infirmité, à laquelle il ne sut jamais se résigner, vint donner à son caractère un incurable sentiment de misanthropie, qu'aggravèrent des événements ultérieurs d'un ordre plus intime.

L'avenir, cependant, paraissait lui sourire ; il

était instruit, spirituel, élégant, aristocrate jusqu'au bout des ongles, doué du plus charmant visage, inspirant la sympathie à tous ceux qui l'approchaient, et n'eût été son infirmité, « sa maudite jambe », comme il disait souvent, on aurait pu dire de lui que c'était un cavalier accompli. Il possédait, outre ces avantages personnels et des espérances, un revenu d'environ vingt mille francs. En ce temps heureux, vingt mille francs, c'était non seulement le nécessaire, mais encore le superflu. On peut voir dans les romans de 1840 que, parmi les héros, les plus favorisés par la fortune jouissaient d'un revenu de deux à trois mille francs par mois. Il est même difficile de croire aujourd'hui qu'on pût se procurer pour cette somme un entresol à proximité du boulevard, deux domestiques, cheval de selle, cheval pour le tilbury, voire une amie complaisante et plus ou moins fidèle. Avec quatre-vingt mille francs de rente, Balzac assure l'opulence à Marsay, le plus riche et le plus brillant de ses personnages. Quelques années plus tard, au moment où Deltuf faisait son entrée dans le monde, ces conditions d'existence n'étaient pas sensiblement modifiées ; il était donc riche ; on le vit dans les salons ; il reçut, choisissant ses amis parmi les lettrés, aimant les livres, les tableaux, toutes les jouissances intellectuelles et se créant un milieu conforme à ses goûts.

Puisque j'ai prononcé le nom de Balzac, je dois

faire remarquer qu'en 1860 la génération à laquelle appartenait Paul Deltuf ne s'était pas dégagée de l'influence exercée sur elle et sur ses aînées par les créations du grand romancier. Marsay, Rastignac, Vandenesse, Rubempré étaient encore des modèles, j'allais dire un idéal. Le défi, qu'après l'enterrement du père Goriot, Rastignac jette à Paris du haut de la plate-forme du Père-Lachaise, a fait rêver bien des jeunes provinciaux qui ne possédaient d'autres ressources que leur bonne mine et leur ambition, et parmi eux, on a compté plus d'une victime des illusions qu'un homme de génie avait allumées dans les cervelles inexpérimentées.

Paul Deltuf garda longtemps quelque chose de cette influence, surtout au point de vue extérieur. Sa tenue trahissait la préoccupation de ne pas ressembler à tous ceux qui circulent dans les rues et de faire reconnaître en lui, dès le premier abord, l'homme du monde. J'aime à me le figurer, dans sa jeunesse, debout par quelque belle après-midi de printemps, sur le perron de Tortoni, vêtu d'une redingote de mérinos noir à collet et parements de moire, d'un pantalon gris perle, d'un gilet blanc rehaussé d'une lourde chaîne d'or, coiffé d'un chapeau aux ailes bien cambrées, incliné sur l'oreille, et jouant avec une canne élégante, tout en regardant la foule d'un air d'indifférence qui n'était pas exempt de toute affectation. Homme du monde!... Ces mots réson-

nèrent aux oreilles de Deltuf durant toute sa vie. Je les retrouve dans les conseils qu'il me donnait, à moi, son cadet, dans la tenue et dans la bouche des personnages de ses romans un peu trop uniformément coulés dans le même moule. Rester homme du monde en même temps qu'homme de lettres, tout est là, pensait Paul Deltuf ; c'est l'un des traits de sa physionomie. Elle explique son talent distingué, mais sans éclat.

En de telles conditions, le plus grand malheur qui pût lui arriver, c'était de se ruiner et la fatalité voulut qu'il se ruinât. Il avait rencontré sur son chemin un des loups-cerviers de la finance, j'entends ceux qui vivent, pareils à des épaves, dans les dessous de la Bourse, et cherchent à s'enrichir en faisant des dupes. Cet homme de sac et de corde ayant étudié, grâce au hasard qui favorise trop souvent les gens de son espèce, la situation de Deltuf, ayant jugé la faiblesse de caractère de mon malheureux ami, ne craignit pas d'employer sa femme à l'attirer dans le piège qu'il lui avait tendu. Deltuf se laissa prendre aux charmes de cette enjôleuse. Il s'ensuivit une liaison qui dura jusqu'au jour où il n'y eut plus rien à attendre de lui. Alors la drôlesse l'abandonna.

Il m'a souvent raconté comment l'événement l'avait jeté dans la vie littéraire. Alors qu'il s'efforçait de se résigner à son malheur, un jour, à bout de ressources, il s'était présenté chez le mari

afin de lui *emprunter* quelque argent ; il n'en put rien tirer, qu'un refus. Il le quitta le cœur plein de rage, il entra dans un bureau de tabac, acheta pour la première fois de sa vie un cigare d'un sou et c'est en l'allumant qu'il s'écria, se parlant à lui-même · « Coquin, je me vengerai en racontant tes gredineries. » Son premier roman, *les Pigeons de la Bourse*, fut écrit en deux mois. Sauf quelques détails romanesques et un mariage qui en forme le dénouement, ce récit est sa propre histoire : « Seulement, me disait-il en souriant tristement, je n'ai pas épousé Aurélie. »

Sa ruine, qui ne lui laissait que le strict nécessaire, et son infirmité, qu'il supportait malaisément, expliquent la misanthropie dont il était déjà tourmenté, quand je le connus dans les bureaux du S*pectateur*. En écrivant *les Pigeons de la Bourse*, il avait espéré un succès au moins égal à la colère qui l'animait. Le succès fut honorable, mais rien de plus, l'œuvre était vécue, finement observée, il y manquait la puissance de l'action et l'éclat du style. Ses œuvres successives témoignent, bien qu'elles ne soient pas sans mérite, de la même insuffisance. On eût dit que déjà sa tristesse avait passé dans sa plume : « il faisait gris », pour me servir d'une expression d'atelier. Ses volumes se vendaient, mais jamais il n'arrivait à une seconde édition. Autre cause de mécontentement.

Puis ce furent des déceptions plus cruelles, des amitiés oublieuses, l'isolement, l'impossibilité de

trouver un emploi digne d'un lettré, les amertumes d'un foyer désert.

Dans le recueil de ses nouvelles, qui attirèrent l'attention sur son nom, il en est une intitulée : *les Riens qui sont tout.* Ce titre explique bien des choses; l'homme qui l'a trouvé s'est du même coup révélé; il souffrait surtout de ces riens. La faveur publique s'en allant à d'autres plus vite qu'à lui, la nécessité où il était de vivre à bon marché, l'aspect du restaurant modeste où il prenait ses repas, un refus de la revue ou du journal auquel il offrait un roman, tout l'irritait et dans le critique qui négligeait de parler de lui il était tenté de voir un ennemi. Ce fut une désolation réelle pour lui d'être contraint de renvoyer son valet de chambre, d'ouvrir sa porte lui-même.

Cependant, quoique ruiné, il avait tenu à rester homme du monde. Dans des proportions réduites, le petit appartement dans lequel il avait dû s'installer conservait la physionomie de celui qu'il occupait aux jours heureux de sa vie. Dans l'antichambre, une table sur laquelle étaient placés, à côté d'une coupe remplie de cartes de visite, deux chapeaux, l'un pour le jour, l'autre pour le soir, une paire de gants anglais, une canne, lui avaient semblé indispensables; c'était un des souvenirs de ses élégances anciennes qui lui tenait le plus à cœur. Que de fois, à la fin des après-midi d'hiver, alors que je montais chez lui, je l'ai

surpris passant lui-même sur ses bottines une couche de vernis, n'ayant pas voulu laisser sa femme de ménage s'acquitter de cette tâche délicate : « Je dîne en ville », disait-il en jetant un regard de satisfaction sur le frac et la cravate blanche étalés dès six heures sur son lit.

Entre temps, il travaillait avec rage, et durant plusieurs années, dix volumes de romans et de nouvelles sortirent de sa plume sans rien ajouter, il faut le dire, au renom d'écrivain qu'il ambitionnait. Il atteignit ainsi la quarantaine. Alors, lassé de sa mauvaise fortune, il décida de changer de genre et d'aborder l'histoire. Il débuta par un *Essai sur Machiavel*, sans comprendre que tout a été dit sur ce personnage, qu'il n'y avait plus rien de nouveau à en dire et que le grand public ne s'intéresserait pas à une œuvre qui ne lui apprendrait rien. Ce fut un coup d'épée dans l'eau.

Cette première et infructueuse tentative ne le lassa pas. Il entreprit alors une *Histoire de Théodoric le Grand*. Là, encore, l'erreur était manifeste. Après les savants travaux des Thierry, d'Ozanam et d'autres, de tels sujets sont épuisés. On ne peut plus écrire après ces illustres écrivains que des compilations en vue des écoles. L'histoire de Théodoric était encore plus inutile que l'*Essai sur Machiavel*. Cependant, Paul Deltuf, plein de son sujet, animé d'un beau zèle, passa près d'une année sur ce thème ingrat. Puis, quand il eut

écrit la dernière ligne de son œuvre, il se mit en quête d'un éditeur. Les Didot, avec lesquels il avait des relations de famille, consentirent à se charger de la publication de ce livre. Il est certain que, à ce moment, il y eut dans sa vie un changement heureux. Ses amis le revirent, moins misanthrope, plus confiant dans l'avenir. Il nourrissait l'espoir de frapper un grand coup. L'*Histoire de Théodoric* ne passerait pas inaperçue, lui ferait honneur. Désormais sa voie était tracée. Les grandes revues allaient accueillir ses travaux, les payer royalement ; il irait ainsi jusqu'à l'Académie française, qui ne pouvait manquer de lui ouvrir ses portes, après qu'il aurait ajouté à la liste de ses œuvres deux ou trois volumes tels que les deux derniers. Il parlait de ces choses, en souriait nerveusement, puisait dans ses illusions une excitation chaque jour plus grande. C'est, hélas !... la folie qui venait, la folie ambitieuse. Elle éclata d'une façon étrange et navrante. Un matin, il sortit de sa demeure, comme de coutume. Il descendait, tranquille et traînant la jambe, la rue Taitbout. Tout à coup, il rencontre un ami : « Vous reste-t-il, par hasard, un exemplaire de mon *Théodoric?*... lui demande-t-il. Imaginez que l'édition a été épuisée le jour même de la mise en vente et que l'impératrice en veut un exemplaire. Vous comprenez mon embarras. Tirez-moi de là. » Il était fou. Sa famille intervint, dut le faire enfermer dans une maison de

santé, à Clermont-sur-Oise, où il rendit le dernier soupir dans les premiers jours du mois d'août, en 1870. On me pardonnera d'avoir devancé le temps pour n'avoir pas à revenir sur ce douloureux épisode.

CHAPITRE V

AU JOURNAL « L'UNION »

L'inquiétude que me causait l'événement qui me jetait sur le pavé ne fut pas de longue durée ; mon étoile ne m'abandonnait pas. Mes amis Pontmartin, Belleval, Léopold de Gaillard, d'autres encore, s'étaient mis en campagne pour remplacer la situation que je venais de perdre ; mais la tâche n'était pas facile. *Le Spectateur* disparu, il ne restait plus que deux organes royalistes : la *Gazette de France* et *l'Union*, séparés à peine par des dissidences d'opinion si légères que les deux feuilles auraient pu très aisément se confondre en une seule.

La *Gazette de France*, après la mort de son plus illustre directeur, l'abbé de Genoude, avait passé dans les mains du baron Lourdoueix, principal collaborateur du défunt. On sait que celui-ci s'appelait de son vrai nom Genoud, et qu'à sa demande le roi Louis XVIII l'avait ennobli en modifiant son nom. On attribuait au vieux roi cette parole où apparaît sa causticité proverbiale : « Il veut une particule, nous allons lui en donner deux, une par devant et l'autre par derrière. » Et c'est ainsi

que l'abbé Genoud était devenu l'abbé de Genoude.

Dans les mains de Lourdoueix, la *Gazette de France* n'avait pas périclité. Mais politiquement elle n'existait que par lui et il suffisait à sa tâche avec un petit nombre de jeunes rédacteurs à peu près inconnus. La table était trop étroite pour que de plus nombreux convives pussent s'y asseoir. A *l'Union*, il en était autrement. Refuge d'une légion d'écrivains du temps de la Restauration, cette feuille vivait surtout des subsides du parti légitimiste et probablement de ceux du comte de Chambord. Quoique la maison pût être considérée comme un cabinet des Antiques, on n'y était pas défavorable à l'introduction de collaborateurs qui rajeuniraient le personnel, quelque peu démodé. Chaudement recommandé au rédacteur en chef Henry de Riancey, je bénéficiai de cette disposition et, huit jours après la suppression du *Spectateur*, j'étais admis dans le vieux sanctuaire de la rue de la Vrillière, où mes vingt et un ans devaient faire, je dois le dire, singulière figure.

A la veille du jour où je devais y entrer, l'un des familiers du *Spectateur*, homme de beaucoup d'esprit mais professant un profond dédain pour ce qu'il appelait « les débris du parti légitimiste », avait essayé de me décourager par avance en me prédisant, sous les couleurs les plus sombres, le sort qui m'attendait dans la maison où désormais allait se poursuivre ma carrière :

« Ne vous attendez pas, m'avait-il dit, à trouver à *l'Union* les habitudes cordiales du *Spectateur;* c'est dans un assemblage de vieilles perruques que vous allez vivre, un milieu pédant, gourmé, en défiance contre la jeunesse et l'esprit moderne. Certainement, vous ne vous y plairez pas ; avant qu'il soit peu, vous serez amené à chercher ailleurs une situation. »

Combien je fus détrompé !... Outre l'accueil véritablement paternel que je reçus d'hommes qui, pour moi, étaient presque tous des vieillards, et qu'on m'avait présentés comme figés dans leurs opinions, leurs préjugés et leurs rancunes, j'eus bientôt à me féliciter d'avoir une place parmi eux.

Quoique ayant appartenu pour la plupart à ce parti de l'ancien régime, duquel on disait, de 1815 à 1830, « qu'il n'avait rien appris ni rien oublié », ils avaient perdu tout espoir de le ressusciter, mais ils y étaient restés trop attachés pour ne pas le défendre quand il était attaqué et pour ne pas chercher à sauver du naufrage ce qui pourrait en être encore utilisé dans l'avenir. Ce qui caractérisait leur attitude vis-à-vis du despotisme impérial, c'étaient leurs aspirations vers la liberté, communes alors à toutes les feuilles d'opposition, à quelque parti qu'elles appartinssent.

Bientôt, je pus me convaincre que la rédaction de *l'Union* n'était pas moins brillante que dans d'autres journaux de caractère plus moderne et plus répandus dans les milieux bourgeois. Les

grandes rubriques étaient tenues par des hommes dont la compétence égalait l'expérience et le savoir. La critique théâtrale avait trois titulaires : Théodore Anne, ancien garde du corps de Charles X, auteur de plusieurs drames et comédies joués sur les grandes scènes parisiennes où son nom apparaissait encore quelquefois ; le compositeur Sylvain Saint-Étienne, et enfin, Escande, un bossu à physionomie maladive, un neurasthénique, dirions-nous aujourd'hui, ce qui s'expliquait moins encore par sa difformité que par le tragique souvenir qui pesait sur sa vie. Rédacteur en chef du journal royaliste de Montpellier, *l'Écho du Midi*, il avait été la cause d'un duel entre un gentilhomme du pays, M. de Ginestous, et Aristide Ollivier, directeur du journal républicain, *le Suffrage universel*, frère d'Émile Ollivier, et qui, dans ce duel, avait été tué à la fleur de l'âge.

Les variétés étaient signées d'écrivains déjà connus par leurs travaux : Armand de Pontmartin, Alfred Nettement, Lubis, un vieux champion du journalisme d'avant 1830 et l'un des plus actifs instruments de la coterie du comte d'Artois.

D'autres collaborateurs complétaient ce groupe que dirigeait honorairement le vieux Laurentie, et effectivement Henry de Riancey. Laurentie, alors âgé de soixante-cinq ans, rappelait les grands épisodes du règne des deux derniers Bourbons ; il y avait figuré et acquis la réputation d'un ardent réactionnaire. Sous Charles X, il s'était signalé

par la plus violente opposition au libéralisme. Dans son intransigeance, il n'avait pas épargné les ministres les plus dévoués à la dynastie, lorsque dans leurs actes il croyait découvrir des avances faites aux libéraux. Villèle et Martignac avaient connu la violence de ses attaques et pour couronner son existence politique, il avait défendu le ministère Polignac avec la plus rare intrépidité. Ces souvenirs n'étaient pas faits pour lui donner un renom de sagesse et de tolérance. Mais, épave d'une époque féconde en péripéties, il n'en inspirait pas moins le respect qu'on doit à un vieil athlète dont la défaite ne saurait faire oublier la vaillance.

Cette époque, tout dans sa personne la rappelait : sa lévite gros bleu boutonnée jusqu'au cou, sa haute cravate blanche nouée sur la nuque et dans laquelle le menton s'enfonçait, tout, jusqu'à la coupe de ses cheveux argentés ramenés vers les tempes et formant au-dessus du front ce toupet qui avait été longtemps à la mode.

Il abondait en souvenirs sur sa collaboration à une politique qui a été fatale à la France et sur les circonstances en lesquelles il l'avait défendue dans le journal *la Quotidienne*, fondé par lui et devenu, en 1847, le journal *l'Union* par suite de sa fusion avec *la France* et *l'Écho français*, Mais je ne me souviens pas que ses paroles aient jamais trahi un regret de sa conduite ni qu'il ait jamais imputé à son parti la responsabilité de la

chute de Charles X. D'ailleurs, il n'était plus là, je l'ai dit, que comme l'emblème visible de la fidélité de la maison au drapeau du passé. Il me témoigna toujours une sympathie protectrice et affectueuse qui m'a laissé reconnaissant envers sa mémoire.

La direction effective du journal était exercée par Henry de Riancey, écrivain plus laborieux que brillant, dont les écrits ont été aussi nombreux que variés, l'aîné des frères Riancey, qui n'avaient pas craint — alors que celui-ci atteignait à peine sa vingt-quatrième année — d'entreprendre une *Histoire du monde, de la création à nos jours*, sans se laisser effrayer par l'ampleur du sujet et qui forme neuf volumes qu'on ne trouve guère aujourd'hui que dans les bibliothèques publiques.

Riancey s'efforçait de rajeunir la rédaction de *l'Union* en variant les rubriques et en ayant soin de ne rien dire qui l'exposât aux rigueurs de la législation sur la presse, dont *le Spectateur* venait d'être la victime. Quand je me rappelle ses conseils, je me figure qu'il voyait en moi une recrue pour le parti royaliste. L'accueil que m'avait fait Mallac procédait de la même cause. Au personnel permanent de *l'Union*, il convient d'ajouter l'administrateur général, colonel Mac Sheehy, vieux bonhomme raidi par l'âge, usant peu de ses prérogatives, quoiqu'il s'en montrât très jaloux, et quelque peu momifié dans ses fonctions.

Indépendamment des collaborateurs que leur

tâche attirait au journal tous les jours, il en était d'autres dont la collaboration était intermittente. Je me liai rapidement avec le plus jeune d'entre eux, François Lenormant, fils de Charles Lenormant, l'archéologue et l'historien, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à la Sorbonne et au Collège de France et directeur du *Correspondant* où l'avait placé son ami Montalembert.

Petit-neveu par sa mère de Mme Récamier, François marchait sur les traces de son père. A *l'Union*, il publiait des articles d'archéologie et d'histoire qui déjà faisaient autorité et permettaient de lui prédire une carrière digne du nom qu'il portait. Mais sa vie devait être brève. Quelques années plus tard, après s'être marié, il est mort dans l'épanouissement de sa jeunesse et dans toute sa force intellectuelle, au cours d'un voyage qu'il avait entrepris en Orient, en vue de recherches scientifiques.

Il voulut me présenter à ses parents ; je fus l'objet, de leur part, d'une bonne grâce qui ne s'inspirait pas seulement, j'aime à le croire, du désir d'être agréables à leur fils. Le mardi gras 1858, ils donnèrent une fête à laquelle je fus invité. La comédienne Stella Colas, sociétaire de la Comédie française, y récita des vers, mais comme, avant que son programme fût épuisé, elle était obligée de nous quitter pour aller paraître sur la scène de la rue Richelieu, dans la cérémonie

du *Malade imaginaire*, où toute la troupe devait figurer, et comme, d'autre part, elle s'engageait à revenir, le duc de Noailles, qui était présent, lui offrit obligeamment sa voiture, afin de faciliter son prompt retour. Elle nous revint en effet une heure plus tard, et nous charma de nouveau.

C'est pendant l'intermède auquel avait donné lieu son absence que je fus présenté à Montalembert. Il était alors en lutte contre le gouvernement impérial et dans *le Correspondant*, qu'il venait de réorganiser, il faisait campagne pour les intérêts catholiques. Ses longs cheveux grisonnants rejetés en arrière, le sourire qui éclairait son regard, ses lèvres largement ouvertes sur la blancheur des dents, donnaient à sa physionomie une expression de volonté qui trahissait la combativité dont son âme était pleine. Des quelques paroles que nous échangeâmes, respectueuses et admiratives de ma part, bienveillantes de la sienne, je pouvais conclure qu'il ne tiendrait qu'à moi de m'enrôler dans la troupe qu'il commandait. Je fus profondément troublé par les perspectives que m'avait ouvertes ce rapide entretien ; on verra bientôt comment et pourquoi j'en restai là.

C'est aussi durant cette soirée que je fis la connaissance d'Albert Gigot, élève de Mgr Dupanloup, honoré de son amitié et qui fut après la guerre de 1870 préfet d'Orléans et préfet de police, et de Charles et d'Hilaire de Lacombe. Ils bril-

laient au premier rang parmi les jeunes disciples de Montalembert. Nos relations se continuèrent pendant quelques mois, puis elles s'espacèrent, mais quoique ensuite la vie nous ait séparés, nous ne nous sommes jamais rencontrés, les deux Lacombe et moi, sans nous rappeler avec plaisir les origines de nos anciennes relations, trop vite interrompues. Avec Albert Gigot, elles s'étaient déjà renouées quand il fut nommé préfet de police sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon. Je raconterai en son temps comment je fus mêlé à sa nomination.

Parmi les collaborateurs intermittents de *l'Union* se trouvait aussi le vicomte Walsh. Il n'était pas le moins intéressant des personnages que j'y connus. Né sous le règne de Louis XVI, il avait rempli, en province, sous le Consulat, de modestes fonctions administratives. Il les avait conservées pendant la durée de l'Empire, puis sous la Restauration, à laquelle il s'était définitivement rallié ; si bien rallié qu'à la chute de Charles X, il avait donné sa démission et s'était consacré au journalisme et à la littérature. Directeur du périodique *la Mode*, il a écrit en outre de nombreux ouvrages, les plus disparates, consacrés les uns à des études religieuses, les autres à des souvenirs historiques ou mondains, qui, à l'heure où il les publiait, lui valaient un certain renom.

Il était aimable et accueillant, mais ce qui donnait surtout de l'agrément à son commerce, c'est

que dans le passé, il avait vu beaucoup de choses intéressantes et qu'il était riche de souvenirs. Ayant fréquenté tous les milieux politiques et quoique rattaché maintenant au parti royaliste, il était toujours en relations avec des personnages qu'il considérait comme des adversaires, mais auxquels il restait fidèle en raison des relations passées. Dans le nombre figuraient plusieurs de ceux qui étaient devenus les séides de l'Empire. Il en parlait volontiers et, dès qu'on le mettait sur ce terrain, il était intarissable. Le nom de l'un d'eux, Persigny, revenait fréquemment dans les évocations du passé auquel il se plaisait :

« Je l'ai connu bien malheureux, racontait-il, bien pauvre diable. C'est lui qui a poussé Bonaparte ; il l'a arraché à la vie désordonnée qu'il menait à Londres. J'ai prédit, en 1849, qu'il le ferait empereur, et je ne me suis pas trompé. J'ai continué à le voir, non pas parce qu'il est ministre, mais quoique ministre. Il est toujours utile, quand on est dans l'opposition, d'avoir par quelque côté de bons rapports avec le pouvoir et c'est ainsi que je l'ai fait dîner un jour, en 1852, avec Berryer et Falloux. Il espérait alors assurer à Napoléon l'appui des légitimistes ; c'était une illusion et quoique à ce dîner la conversation soit restée cordiale, il n'y a pas eu de suite. »

Il me suffit de rappeler ces propos pour démontrer l'intérêt des souvenirs de Walsh et l'utilité de son intervention dans le cas où l'existence du

journal aurait été compromise par la vivacité de certaines polémiques.

Avant d'en finir avec *l'Union*, je veux donner un souvenir au vieux Neychens, le secrétaire de la rédaction, la cheville ouvrière. Ayant dépassé la cinquantaine, il appartenait depuis longtemps au journalisme, mais il était toujours resté dans l'ombre, confiné dans ses fonctions, et j'ai toujours pensé que c'est pour cette raison qu'il en voulait un peu à tout le monde. Sa spécialité consistait à être toujours de mauvaise humeur et à ne pas prononcer le nom d'un confrère sans placer immédiatement à côté une remarque plus ou moins malicieuse. Aucun d'eux ne trouvait grâce devant lui. En dehors du journal, il vivait très isolé ; on le rencontrait, marchant à pas comptés, sur les boulevards, entre la chaussée d'Antin et la rue Le Peletier, mais toujours seul. Je n'ai jamais eu à me plaindre de lui, car, je ne sais trop pourquoi, il me prédisait des succès de carrière et me laissait entendre qu'il serait le premier à s'en réjouir. Malgré tout, cependant, il ne me fit pas oublier cet aimable Letellier, qui, au *Spectateur*, m'avait guidé à mes débuts.

Vers le même temps, Alfred Nettement — qui s'intéressait à moi — me conduisit chez l'éditeur Lecoffre, vieillard un peu lourd d'aspect, mais d'une intelligence très déliée et d'une bonté qui rendait singulièrement agréables les rapports qu'on entretenait avec lui. Il venait de fonder la *Se-*

maine des familles, recueil hebdomadaire dont le titre indiquait le caractère et le but, et auquel je collaborai sur sa demande. Cette invitation en entraîna une autre, celle d'aller passer la soirée chez lui à ses jours de réception. Je vois encore, dans une vieille maison aux environs du Luxembourg, un vaste salon confortablement meublé, mais sans ombre de luxe, et autour de la cheminée, rangés en demi-cercle, autant de fauteuils qu'il y avait d'invités. Alfred Nettement était le Chateaubriand de ces réunions auxquelles malheureusement manquait Mme Récamier. Nous y étions entre hommes, le maître de la maison d'un côté de la cheminée et Nettement en face de lui. On passait ainsi une heure ou deux, les vieux parlant peu ou ne prenant la parole que sur la question du jour, et les jeunes, un peu intimidés, comme s'ils eussent craint, s'ils se fussent mêlés à la conversation, de s'attirer un avertissement, ainsi que cela se passe dans *les Burgraves* :

Jeunes gens, jeunes gens, vous faites bien du bruit ;
Laissez les vieux rêver dans l'ombre et dans la nuit.

Ce qui caractérisa mon séjour de plusieurs mois au journal *l'Union*, c'est qu'il constituait pour le débutant que j'étais encore, ignorant, dépourvu d'expérience et ayant tout à apprendre, un observatoire d'où je pouvais suivre, dans ses accidents quotidiens et dans ses manifestations les plus instructives, la vie sociale de Paris. Pour y pénétrer

et y circuler, il me fallait une clé et un guide. La feuille à laquelle je collaborais me procura l'un et l'autre par la pratique même de ma profession. Je demande à mes lecteurs d'aujourd'hui de rester avec moi à cette place d'où je pouvais tout voir, tout observer, et faire mon profit de ce que je voyais et j'observais et acquérir les connaissances qui me manquaient encore. C'est à la faveur de cette lumière que nous allons suivre ensemble les transformations matérielles et morales de la France en ce temps qui a été à vrai dire l'aurore de temps nouveaux, le prologue d'un spectacle qui pourrait s'appeler : les mœurs de l'empire.

Dès son avènement à la puissance impériale et probablement pendant qu'étant encore président de la République, il le préparait, Louis-Napoléon avait compris que le pays auquel il venait de rendre la sécurité aurait hâte d'oublier ses récents malheurs et de s'enrichir. Aussi à peine empereur, le lance-t-il dans les grandes entreprises financières.

C'est du commencement de l'Empire que datent les mœurs nouvelles de la Bourse et de la finance. Jusqu'à ce moment, c'est surtout dans la haute industrie, dans les établissements métallurgiques, dans la construction des chemins de fer que s'étaient édifiées les grandes fortunes, celles de Paulin Talabot, des deux Pereire. A partir de 1851, les affaires changèrent de physionomie, et

l'on vit apparaître le système des emprunts d'État, la création des valeurs à lots et à primes, l'émission sur une vaste échelle des titres au porteur. Ce marché aux papiers, qu'on nomme la Bourse, prit des développements considérables ; les capitaux, alléchés par d'innombrables chances de gain, par les gros intérêts, par le spectacle de richesses rapidement constituées, se détournèrent de l'industrie pour aller vers la spéculation. Des établissements financiers se fondèrent pour favoriser ces tendances ; le jeu fut élevé à la hauteur d'une institution.

Il y eut alors des fortunes scandaleuses, des ruines éclatantes. On vit d'antiques patrimoines, fruit du travail de plusieurs générations, emportés en huit jours, des misères indignes de toute sympathie subitement transformées en opulences insolentes et imméritées. Des désastres retentissants ont marqué l'histoire de cette époque ; il est plus d'une fois arrivé que des entreprises, lancées sous le patronage public ou secret du gouvernement, sont allées finir tristement sur les bancs de la police correctionnelle, tandis que les actionnaires expiaient, par la perte partielle ou totale des capitaux qu'ils y avaient engagés, leur confiance et leur impatience de s'enrichir. On devait, sous la République, lors de la crise de l'Union générale, assister au même spectacle. Les affaires de Bourse se développèrent outre mesure ; elles amenèrent la création de ce qu'on appelle la coulisse, c'est-à-

dire d'un personnel qui s'établit peu à peu à côté du parquet des agents de change, pour servir comme lui d'intermédiaire entre le marché et le public, véritable courtage marron qui déborda bientôt le courtage officiel et qui, tour à tour combattu, défendu, autorisé, toléré, finit par s'implanter définitivement dans nos mœurs, comme un élément nécessaire à la spéculation. Les débuts du nouvel état de choses furent orageux et il fallut bien des années pour en faire une institution avouable, au même titre que les établissements financiers qui s'occupent généralement de l'émission et de l'exploitation des valeurs mobilières.

Indépendamment de ce changement dans les mœurs financières, Napoléon III s'était efforcé d'inspirer aux Français, surtout après son mariage, le goût des fêtes, du luxe et des plaisirs. Comme à cet Empire qu'il voulait brillant, il fallait une capitale somptueuse, il en commença la transformation par le développement des voies ferrées, l'application de l'électricité au télégraphe, l'ouverture de routes, les traités de commerce, il multiplia les moyens de communication entre les nations civilisées et la grande ville peu à peu métamorphosée. Cette transformation de Paris, déjà commencée quand j'y débarquai, fut la principale préoccupation des Parisiens, pendant la durée de l'Empire, l'origine de fortunes invraisemblables. Les noms du baron Haussmann et de l'ingénieur Alphand en symbolisent le souvenir.

On y préluda par l'achèvement du Louvre. Puis on s'avisa que de nombreux quartiers avaient besoin d'être assainis. On les jeta bas. La petite Pologne, quartier des chiffonniers, disparut. A sa place, on ouvrit le boulevard Malesherbes et s'élevèrent l'église Saint-Augustin et des maisons monumentales formant de larges rues, de splendides avenues. Les mêmes transformations s'opéraient sur d'autres points de la capitale. Paris ne fut bientôt qu'un vaste chantier. On y avait attiré une armée de maçons. Les premiers projets à peine exécutés en engendraient d'autres. Les architectes élaboraient d'innombrables plans, des églises, des halles, l'Opéra, l'Hôtel-Dieu. Chaque jour voyait surgir une entreprise nouvelle. Une fièvre de construction s'emparait de tout un peuple. Les expropriations pour cause d'utilité publique se pratiquaient sur une vaste échelle. Chacun rêvait d'être exproprié. Les propriétaires de maisons tombant en ruines et de terrains vagues, les chefs d'industries expirantes se voyaient tout à coup au moment de tirer une fortune de ce qui menaçait de les appauvrir. Tout immeuble destiné à être exproprié triplait de valeur. Les jurys se montraient généreux, payaient sans marchander, ouvraient à la spéculation des ressources nouvelles.

Au début, des nécessités sanitaires ou stratégiques semblaient justifier les démolitions. Mais, bientôt, elles ne furent plus dictées que par l'ar-

bitraire et le bon plaisir, par des complaisances vénales. Il y avait en tout cela des favorisés, des heureux. C'étaient ceux qui, grâce à leur position sociale, leurs relations, étaient tenus au courant des projets de l'administration urbaine. Dès qu'ils avaient appris qu'un quartier devait être démoli et lorsque le commun des mortels l'ignorait encore, ils s'y transportaient, y devenaient à bas prix propriétaires des maisons et des terrains situés sur le tracé des voies projetées et, quand l'expropriation les atteignait, elle leur permettait de réaliser, sans risques ni périls, un gain considérable dont quelquefois ceux qui le leur attribuaient touchaient secrètement une part.

Le prix des choses nécessaires à la vie subit alors des variations ruineuses. Les immeubles nouveaux réunissaient toutes les ressources du luxe le plus raffiné. On employait à leur ornementation l'or et le marbre. Leur construction coûtait gros, d'où augmentation naturelle du prix des loyers. Les locataires, par voie de conséquence, mettaient dans leurs vêtements, dans leur mobilier, quelque chose de l'élégance au milieu de laquelle ils vivaient désormais. De là le goût des beaux ameublements, arrangés à la mode du jour ou inspirés des plus jolis souvenirs de la Renaissance et du dix-huitième siècle. Les meubles anciens atteignaient une valeur fabuleuse qu'ils ont d'ailleurs conservée. Les collectionneurs réalisaient d'énormes bénéfices ; puis, à côté de l'industrie

des vieux meubles, vraiment, authentiquement vieux, se créait l'industrie du vieux neuf ; ce fut l'origine de fraudes qui se pratiquent encore aujourd'hui et dont les chroniqueurs Édouard Fournier et Philippe Burty se faisaient déjà les historiens.

Parallèlement à ce développement d'un luxe effréné dans les habitations, se développèrent pour les Parisiennes et les riches étrangères des besoins de toilette. Ce besoin favorisa la création des grandes maisons de modes. La confection des robes, concentrée jusque-là dans les mains des femmes, passa aux mains des hommes. La rue de la Paix vit s'ouvrir les magasins d'un grand couturier, dont les salons devinrent tous les après-midi, sous prétexte d'essayage, des lieux de rendez-vous. Worth eut bientôt des imitateurs. Des affamées d'élégance, dépourvues de ressources, se prêtèrent au rôle de réclames vivantes, de lanceuses de toilettes excentriques qu'elles ne payaient pas, à la condition d'être les premières à les porter, d'en faire ressortir la séduction, d'en répandre le goût. Chaque grande maison de mode avait sa lanceuse attitrée.

Les robes à douze cents francs, les chapeaux à cent vingt francs apparaissent à cette époque. Les fabricants de ces merveilles, assimilés par leurs clients à des inventeurs de génie, en affectaient les allures inspirées. Ils poussaient à la vente en offrant de longs et ruineux crédits. On savait

dans le monde que Mme de X... devait quatre-vingt mille francs à son couturier pour une seule année et qu'elle se trouvait hors d'état de le payer. En présence de si terribles besoins, la vertu des femmes faiblissait. Elles désarmaient devant l'homme généreux qui consentait à payer la facture, à défrayer le luxe de la maison dont on dissimulait au mari le véritable prix. La superbe comédie des *Lionnes pauvres*, jouée au théâtre du Vaudeville, éclata comme un tonnerre, fit la lumière, une lumière brutale et sans pitié, sur un fait qui n'était déjà plus une exception. Puis, quand Sardou donna au théâtre *Maison neuve*, on put se rendre compte du caractère étrange et nouveau que prenait dans certains milieux la vie conjugale.

C'est d'ailleurs en tout et pour tout que l'existence devenait plus coûteuse. Dupin, le président du Sénat, signalait à l'indignation publique « le luxe effréné des femmes ». La jolie Parisienne que l'opulence de son salon obligeait à ne se vêtir que de velours, de satin et de dentelles, ne se résignait plus à aller à pied ; à cette déesse, il fallait un char de triomphe, sa voiture pour faire ses courses et se montrer au Bois. Le train des maisons s'augmentait ; les gens qui dépensaient une somme supérieure à leur revenu ne se comptaient plus. La suppression de l'emprisonnement pour dettes favorisait les folles dépenses. La corruption des maîtres atteignait les valets. Les fournisseurs se

faisaient leurs complices pour gruger les maîtres.

En même temps, toute une population de filles galantes s'abattait sur les quartiers nouveaux. Devant la répugnance du bourgeois à habiter des maisons à peine achevées, encore humides de l'odeur des peintures et puant le neuf, on louait à ces dames peu difficiles et ne demandant que du luxe à bon marché. Les propriétaires les gardaient un an et les renvoyaient quand elles avaient essuyé les plâtres. Les lionnes pauvres, les lanceuses, les essuyeuses de plâtre sont des types contemporains de l'Empire et modernes au plus haut degré.

La vie de luxe développait le goût du plaisir, aidait à l'extension de la galanterie. Les industriels et les entrepreneurs dont la transformation de Paris préparait la fortune entendaient aussi jouir ; le fournisseur prétendait imiter, égaler, dépasser son client. Il se mettait à entretenir des filles, faisait des folies pour elles. Parmi les hôtels grandioses qui s'élèvent dans le quartier de l'Étoile, il en est un qui perpétue encore aujourd'hui le souvenir d'une de ces passions désordonnées. Le terrain sur lequel il est construit fut offert par l'un des principaux entrepreneurs des reconstructions de Paris à une femme du demi-monde que plusieurs Parisiens ont connue à ses débuts dans une chambre meublée du prix de deux cents francs par mois. C'était un cadeau royal. Sur ce terrain, le protecteur fit construire pour l'idole un palais,

une pure merveille, dont les peintres illustres embellirent de leur pinceau les plafonds et les murailles et où, grâce aux générosités de ce maçon enrichi, elle entassa une collection d'objets d'art, estimée à plusieurs millions.

On pourrait citer beaucoup d'aventures analogues. Mais celle-ci eut un dénouement qui mérite d'être retenu. On raconte qu'après avoir réalisé une opulente fortune, l'entrepreneur se ruina et, qu'en un jour de détresse, étant allé supplier la séduisante créature qu'il avait enrichie de lui prêter cent mille francs, elle le fit jeter dehors avec une rare indépendance de cœur. On a même ajouté que le malheureux, accablé par ce trait d'ingratitude et par son infortune, se suicida.

Tous les traits de ce temps restés dans ma mémoire ne sont pas aussi révoltants. En voici un tout à fait savoureux, mais qui n'est que ridicule. Une femme de condition obscure, dont le mari avait fait rapidement fortune, aspirait — devenue veuve — à jouer un rôle de grande mondaine, à avoir un salon. Mais, comment feraitelle?... Elle ne connaissait personne. Elle ne s'embarrassa pas pour si peu et un beau jour, avec une inconsciente audace, elle lança dans la société quelques centaines d'invitations : « Mme X... restera chez elle le... » La plupart de ces invitations lui furent retournées, quelques-unes avec d'impertinentes réflexions : « Et moi aussi. » Ou encore : « Qu'est-ce que cela me fait? » Mais elle ne se

découragea pas ; elle persista et finit par voir le Paris mondain dans son salon. Il est probable que la jolie fantaisie du duc de Morny, *Monsieur Choufleury*, jouée aux Bouffes, avec la collaboration non avouée d'Hector Crémieux et de Ludovic Halévy, fut inspirée par cet épisode qui prêta à rire et fut bientôt oublié.

Du reste, le Paris de ce temps est plus plein de fêtes que de drames. Le vice régnait tout-puissant, trouvait de nombreux moyens de s'épanouir dans la facilité avec laquelle on se procurait de l'argent. Des sociétés financières se créaient de toutes parts ; les actions faisaient prime, la Bourse montait comme le prix des terrains. Il semblait que tout le monde roulât sur l'or et voulût vivre en gaieté. Mais au fur et à mesure que s'écouleront les années et que se dramatiseront les événements en affectant un caractère prophétique, la corruption sociale s'étendant comme une gangrène se manifestera par des traits qui rappellent les décadences de nations et de cités dont l'histoire nous a conservé l'image. On pourra croire alors que la France est condamnée et qu'elle va périr. Mais ce n'est pas de la décadence de cette fin d'Empire que j'ai voulu présenter le tableau ; c'est de la contamination qu'à mes débuts dans la presse parisienne et de l'observatoire qu'était pour moi le journal *l'Union*, je voyais se dévoiler sous mes regards curieux et jamais lassés des spectacles qu'ils embrassaient.

Singulièrement inquiétants, ces spectacles, pour les hommes d'âge et d'expérience, mais non pour les jeunes comme moi qui entraient dans la vie pleins d'illusions et de foi dans l'avenir. La pestilence qui empoisonnait certains milieux sociaux restait impuissante à en atteindre d'autres. Il y avait toujours des âmes qui résistaient à de funestes entraînements, se livraient avec ardeur aux œuvres de charité, pratiquaient leur religion, priaient et opposaient aux saturnales de Paris d'édifiants et saints exemples. Cette influence n'avait pas cessé de s'exercer. La France chrétienne était toujours debout, répandait toujours sur le monde ses trésors inépuisables, suscitant les vertus héroïques, le dévouement, l'esprit d'abnégation et le sacrifice. C'est par elle sans doute qu'après la tourmente fut fléchi le courroux de Dieu et qu'après le désastre de 1870-71, après la Commune, la patrie fut sauvée, bien que l'Empire expirant lui eût légué tout un héritage de mœurs et d'habitudes dont la République ne l'avait pas encore délivrée lorsque éclata la guerre de 1914.

CHAPITRE VI

LA PRESSE BAILLONNÉE

Après avoir dégénéré en licence sous la République, la liberté de la presse maintenant n'existait plus. Les journaux n'en étaient pas moins aussi nombreux que par le passé. Mais, en devenant aux mains du pouvoir matière taillable et corvéable à merci, ils demeuraient dans leur forme et leurs habitudes fidèles aux mœurs de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Les grandes inventions, qui les ont transformés, télégraphe, téléphone, automobilisme, n'étaient même pas soupçonnées. Personne ne rêvait de les appliquer à la transmission de la pensée humaine.

Il ne m'apparaît pas qu'il y ait lieu d'en être inconsolable. Si la carte postale eût existé du temps de Louis XIV, Mme de Sévigné y eût souvent recouru ; les journaux, s'ils eussent été alors ce qu'ils sont aujourd'hui, l'auraient dispensée d'envoyer à sa fille les nouvelles de la cour. Il est même probable qu'elle eût fait établir le téléphone entre Paris et Grignan ; tant de délicieuses choses qu'elle a écrites et que nous considérons comme un régal pour l'esprit, elle les eût parlées ;

elles seraient perdues pour nous. Et sans doute aussi, c'est par le téléphone que Julie de Lespinasse eût reproché au chevalier de Guibert ses négligences et ses trahisons et nous ne connaîtrions pas les belles lettres d'amour qui ont immortalisé son nom.

Ces changements ont pesé sur le journalisme comme sur le reste. Ils ont substitué aux formes lentes et compassées, qu'il affectait jadis, aux allures doctrinales qui étaient en honneur au temps de Rivarol, de Mallet-Dupan, de Fiévée, de Chateaubriand, de Genoude, des formes plus prime-sautières, des allures plus vives, plus rapides. L'information, l'indiscrétion ont pris la place de la doctrine et, pour tout dire, la place aussi de la littérature, la critique littéraire.

Au *Journal des Débats*, la dynastie des Bertin régnait toujours, mais les questions de politique intérieure ne tenaient plus la même place qu'autrefois. Longtemps elle avaient été traitées par John Lemoinne ; mais en 1856, ce vieux routier de la presse désirant prendre quelque repos, sa plume volontairement abandonnée avait passé de ses mains dans celles d'un jeune écrivain encore peu connu et que la direction du journal était allée chercher à la faculté d'Aix-en-Provence où il occupait une chaire de philosophie. J'ai nommé Prévost-Paradol, et le nommer me dispense d'insister sur l'éclat de sa carrière. On sait que jusqu'en 1860, il a été le leader des *Débats*, inaugurant en

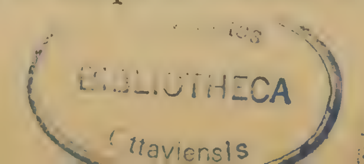
quelque sorte un genre dans lequel personne ne l'a égalé. Nul n'a su, comme lui, tenir tête à l'autoritarisme impérial et imprimer à ses critiques et à ses allusions parfois cinglantes, une forme où l'esprit, la malice, l'art de tout dire, rendaient impuissants les adversaires qui auraient voulu lui imposer silence, mais à qui il n'en laissait pas le moyen. Les journaux défenseurs du régime étaient le plus souvent désarmés par ce talent fin, séduisant, insinuant, qu'on aurait pu comparer à une place forte inaccessible de tous côtés et d'où partaient sans cesse des feux de salve.

En de fréquentes circonstances, l'article de Prévost-Paradol était l'événement du jour, soit qu'avec la modération qui faisait sa force il attaquât le gouvernement, soit que se détournant de cette voie il portât le fer et le feu dans les feuilles religieuses. Il y a eu alors, entre lui et Louis Veuillot, des discussions qui ont défrayé la curiosité publique et où le rédacteur des *Débats* n'a pas été inférieur au polémiste virulent qu'était le rédacteur en chef de *l'Univers*. Qui eût deviné dans le jeune rival de celui-ci, le Prévost-Paradol de 1870?

Je ne saurais quitter le *Journal des Débats* sans rappeler le nom de Sylvestre de Sacy qui, à cette époque, en était le collaborateur depuis trente ans et qui devait y rester longtemps encore. Il avait commencé par y traiter les questions politiques, à la fin de la Restauration d'abord, puis il avait

continué sous le gouvernement de Juillet en défendant toujours les opinions libérales. On ne compte à son actif aucun ouvrage de longue haleine et toute son œuvre est représentée par ses articles de pure littérature qui, plus tard, lorsqu'il eut abandonné la politique, défrayèrent ses travaux.

Au début de sa carrière, traitant un jour la question de savoir si un recueil d'articles peut s'appeler un livre, il avait répondu négativement : « Pourquoi, demandait-il, n'établirait-on pas dans la république des lettres, comme on disait autrefois, un règlement, une petite loi en un seul article, qui porterait que quiconque s'aviserait de publier ces mélanges politiques, littéraires ou philosophiques, serait frappé de mort littéraire et déclaré inhabile à rien publier désormais? » On voit qu'à l'époque où il pose la question il était singulièrement intransigeant, mais ce qu'il y a de plus piquant, c'est qu'en 1858 il publia deux volumes qui n'étaient qu'un recueil de variétés et qui, par conséquent, infligeaient un démenti à sa première opinion. Il eut le bon esprit de rappeler celle-ci et de faire son *mea culpa*, car s'il avait été jamais donné suite à ses propositions, il n'existerait aujourd'hui aucun ouvrage signé de son nom. Il est vrai que ses articles de littérature évoquaient des souvenirs du passé, révélateurs de sa vaste érudition et qui conduisaient les lecteurs à travers l'histoire depuis le temps de Platon et de Virgile



jusqu'à Bossuet et Fénelon, depuis Tacite jusqu'à Montesquieu. En réalité, il n'avait été et ne fut jamais que journaliste, mais il avait poussé au plus haut degré la perfectibilité de sa profession.

Quant à Louis Veuillot, à cette époque, il tenait tête à de nombreux adversaires. Il était brouillé maintenant avec le gouvernement de Napoléon III, qu'il avait naguère défendu avec tant de fougue. La question romaine constituait le terrain sur lequel il évoluait volontiers. Il défendait à sa manière le Saint-Siège contre le parti catholique libéral, contre les partisans de l'Empire, contre les organes de la libre-pensée. Il criblait ses adversaires d'épithètes qui, trop souvent, attestaient son défaut de courtoisie, la vivacité de ses colères, son courage contre les écrivains qu'il considérait comme les ennemis de sa foi. Ces épithètes pailletaient son style comme d'autant d'étincelles. Parlait-il du journal *le Siècle*, de Havin qui le dirigeait, de Louis Jourdan qui en était le plus brillant rédacteur et que signalait partout où il passait sa tête romantique, il raillait « l'éloquence havinée » ; parlait-il du vicomte de La Guéronnière, le publiciste lamartinien, déjà connu par des écrits politiques et qui dirigeait maintenant, au ministère de l'intérieur, avec le titre de conseiller d'État, le bureau de la presse, il le désignait par ces mots « ce grand flandrin de vicomte », faisant ainsi allusion à la haute taille de « ce gui-

tariste » qui, disait un de ses contemporains, donnait l'impression d'un saule pleureur.

Le docteur Véron, enrichi par la vente de produits pharmaceutiques, dirigeait *le Constitutionnel* et y défendait le gouvernement impérial avec l'habileté et le dévouement d'un adorateur qui n'admet pas qu'on touche à son idole. Il était payé de retour par les faveurs gouvernementales, mais ce n'est pas à elles seulement qu'il devait une prospérité sans rivale ; c'était aussi aux sacrifices d'argent qu'il avait su faire en temps opportun pour s'assurer la publication des romans les plus sensationnels d'Alexandre Dumas et d'Eugène Sue, prospérité qui n'a pas empêché son journal de s'éteindre lentement, alors d'ailleurs qu'il n'était plus là pour lui infuser un sang nouveau après la disparition du régime impérial.

Les journalistes défenseurs de l'Empire ont passé par *le Constitutionnel* ou par *le Pays* qui avait arboré le même drapeau. Les noms de Granier de Cassagnac, de Paulin Limayrac, d'Amédée de Céséna, rappellent les campagnes de presse où le gouvernement impérial, attaqué par les libéraux, se défendait plus ou moins habilement contre la liberté.

Il est à remarquer que la plupart des journalistes qui, sous l'Empire, se sont ralliés à lui, semblent — au début de leur carrière — avoir tous plus ou moins, avant de se fixer et de se donner à un parti, cherché leur voie. Ils avaient col-

laboré au journal *la Presse* à l'époque où Émile de Girardin lui avait fait la plus brillante place dans le journalisme français, c'est-à-dire sous la monarchie de Juillet. Ce fut peut-être alors la plus grande époque de son histoire, car à l'exception des partisans de la légitimité, je ne sais pas un journaliste devenu célèbre plus tard qui n'ait collaboré à cette feuille, à laquelle son directeur avait imprimé une impulsion extraordinaire avec le concours de sa femme, Delphine Gay ; jusqu'à sa mort, elle y collabora et fut dans ses lettres hebdomadaires, signées vicomte de Launay, sa collaboratrice la plus précieuse. Il ne reste plus grand'-chose d'elle aujourd'hui, si ce n'est ce bijou théâtral qui s'appelle *la Joie fait peur;* cependant, elle méritait mieux, car soit en vers, soit en prose, soit au théâtre, soit dans le roman, elle a laissé des œuvres de talent. Mais qui se les rappelle aujourd'hui? Qui se rappelle qu'en collaboration avec Jules Sandeau, Théophile Gautier, Méry, elle a écrit un roman par lettres intitulé *la Croix de Berny* où les siennes ne sont pas les moins spirituelles.

Émile de Girardin n'avait pas attendu sa mort pour donner des preuves de son incomparable savoir-faire et de son merveilleux tempérament de journaliste particulièrement habile à recruter des lecteurs, comme par exemple lorsqu'il s'était assuré le droit, Chateaubriand encore vivant, et d'ailleurs à la grande indignation de celui-ci, de

publier en feuilleton les *Mémoires d'outre-tombe*. Jusqu'à la fin de sa vie, il a révélé les mêmes qualités, son talent de logicien, la fécondité de ses idées, toutes choses qui expliquent pourquoi les deux journaux qu'il a dirigés : *la Presse* et *la Liberté* n'ont existé que par lui. Sa femme disparue, il a voulu régner seul, et aucune autre étoile n'a pu briller à son côté.

Parmi les feuilles ennemies de l'Empire, il faut citer encore *l'Opinion nationale*, où Constant Guéroult et Peyrat faisaient campagne contre la politique impériale, mais en ménageant le prince Napoléon à qui les libres-penseurs pardonnaient, en raison de son anticléricalisme, d'être le cousin de l'empereur.

A cette époque, Paul Dalloz venait de prendre la direction du *Moniteur;* il l'avait recueillie dans l'héritage de cette forte race des Panckoucke dont son frère, le député Édouard Dalloz, et lui étaient les héritiers. Encore à cette époque organe officiel du gouvernement, *le Moniteur*, indépendamment de l'importance qu'il tirait de son caractère gouvernemental, en avait une autre : l'importance d'un grand recueil littéraire. C'est de ce côté que se portèrent ses premiers efforts, d'abord assisté d'un co-directeur désigné par le gouvernement, Julien Turgan, plus spécialement chargé de veiller à la partie officielle, seul ensuite. Pour la partie qu'il s'était réservée et dans laquelle il pouvait évoluer librement, il eut bientôt formé une asso-

ciation d'élites. Théophile Gautier, Sainte-Beuve, Édouard Thierry, Paul de Saint-Victor figuraient dans ce groupe. Plus tard, il y adjoignit des romanciers tels que Mérimée, Henri Mürger, Amédée Achard et plusieurs de ceux qui parmi les jeunes donnaient les plus brillantes espérances. Entre temps, il fondait *le Petit Moniteur*, *la Petite Presse*, *l'Avenir militaire*, achetait *le Monde illustré*, créait *la Revue de la Mode*, *le Petit Moniteur illustré*, puis, parallèlement à la grande imprimerie d'Issy, constituait l'avoir de la Société anonyme qu'il dirigeait.

Lorsqu'il mourut en 1886, j'écrivais :

« Les lecteurs de ces journaux n'ont jamais su tout ce qu'il y mettait de son âme et de son inspiration personnelle, car il y donnait rarement de sa plume. Mais ses collaborateurs les plus éminents comme les plus humbles pourraient dire tout ce qu'ils ont dû de conseils sains et forts à cet esprit si judicieux et si ferme, à ce cœur qui se gonflait aisément d'émotion généreuse, à cette conscience si droite qui ne connut ni le parti pris, ni la haine, et pour tout dire, à cet homme d'une haute loyauté, respectueux des opinions de ses adversaires autant qu'intrépide défenseur des siennes, — les opinions libérales et conservatrices, — et qui, s'il n'eut pas l'éclat d'un Girardin, apporta d'un bout à l'autre de sa vie de publiciste la plus rare unité. Sous toutes les formes il s'est efforcé de répandre ses idées par la plume et par le crayon, non

dans un étroit esprit de coterie mais au contraire avec le patriotisme le plus ardent et le plus large. »

Partisan de la cause démocratique, préoccupé au plus haut degré des questions ouvrières, ayant à commander un nombreux personnel d'employés, il s'appliquait à s'enquérir de leurs besoins, de leur bien-être, exerçant dans cette tâche sa bienfaisance et sa serviabilité. Il voulait une France riche et grande par tous les côtés, sous tous les aspects, sur tous les terrains. Cette passion avait dominé sa vie et sur son lit de mort, c'est elle que trahissait encore sa bouche expirante.

Quand je le connus, il était dans tout l'éclat de sa jeunesse, animé des plus vastes espoirs ; nous fûmes promptement attirés l'un vers l'autre. Des liens se formèrent entre lui et moi qui n'ont été brisés que par son trépas. Il ne tarda pas à me demander ma collaboration. Il connaissait mes goûts d'historien et il me suggéra l'idée d'un roman populaire historique qu'il destinait à *la Petite Presse*. Il le voulut émouvant, dramatique, fécond en péripéties et conçu de telle sorte que les inventions de l'auteur côtoyassent l'histoire. Je lui proposai l'un des plus effroyables épisodes de la Terreur, celui dont le fameux Jourdan-coupe-tête fut, dans la ville d'Avignon, le sinistre héros. On sait que ce scélérat fit massacrer et précipiter vivantes dans une glacière du château des papes soixante et une personnes des deux sexes détenues dans les prisons avignonnaises comme aristocrates.

J'étais prévenu que dans les archives du musée Calvet, l'une des richesses du département du Vaucluse, existaient toutes les pièces relatives à cette boucherie que son auteur expia sur l'échafaud après Thermidor. Paul Dalloz, à qui j'avais fait part de cette circonstance, fut d'avis que je devais aller consulter ces précieux documents et parcourir le théâtre sur lequel tant de péripéties s'étaient déroulées. Je reviendrai plus loin sur ce voyage. Non seulement j'en rapportai une formidable documentation qui me permit d'imprimer aux pages qui, dans ma pensée, devaient constituer un roman à la Dumas, le caractère d'une ombre historique où la vérité n'a pas moins de part que l'imagination, mais c'est au cours de cette randonnée scientifique que je connus Frédéric Mistral et le groupe des Félibres, et ceci mérite que je m'y arrête en temps et lieu.

Pour en revenir à Paul Dalloz, je dois rappeler les deux luttes qu'il eut à soutenir comme journaliste, l'une contre *le Petit Journal*, l'autre contre le ministre d'État Rouher, lorsque, dans les dernières années du régime impérial, *le Moniteur* cessa d'être le journal officiel de l'Empire et fut remplacé sous ce titre par un organe dépendant entièrement du gouvernement, et dont le directeur était nommé par le ministère de l'Intérieur. Dans cette dernière lutte, Paul Dalloz ne pouvait pas ne pas être vaincu ; mais il le fut après une belle défense et loin d'avoir rien perdu à être dépouillé

de son caractère officiel, son journal trouva, dans sa liberté entièrement recouvrée, de nouveaux éléments de succès dont bénéficièrent les divers organes qui portaient son pavillon.

La lutte contre *le Petit Journal* commença dès la fondation de cette feuille qui prétendait, par la création d'une presse populaire, prendre la première place dans le journalisme français. Son fondateur, Polydore Millaud, avait lancé son journal à un sou avec un certain fracas. Les murs de Paris s'étaient un matin couverts d'affiches représentant le chroniqueur de la maison, Léo Lespès, dit Timothée Trimm, important par son obésité plus encore que par son talent, quoique rompu à toutes les ficelles du métier, et attirant l'attention par sa chevelure rousse, toute hérissée et sa moustache ébouriffée ; le personnage désignait d'une main le nouveau journal de format réduit et tenait de l'autre à hauteur de l'œil, entre le pouce et l'index, une pièce de cinq centimes, symbole de la presse à bon marché. Ce fut dès lors, entre cet organe et les feuilles de Dalloz, la concurrence poussée à ses dernières limites. Les deux concurrents se disputaient les romanciers à la mode, spécialistes du roman populaire, s'arrachaient celui qui faisait recette en tant que préféré du public, et capable de fournir sans défaillir une élucubration de cinquante mille, cent mille lignes. Pour tous, la partie était égale car le nombre des romanciers dits populaires, grassement payés, gros-

sissait tous les jours. Mais comme popularité, Timothée Trimm, leader du *Petit Journal*, dépassait tous ses confrères ; il le savait, le disait, le proclamait comme si pour justifier le traitement annuel de cinquante mille francs qu'il s'était fait attribuer, il trouvait habile de laisser entendre que s'il quittait sa place, la maison péricliterait. Dalloz en était convaincu et il conçut le projet d'enlever à l'adversaire la force redoutable que représentait Léo Lespès. Je n'ai pas gardé le souvenir de l'époque et des circonstances où s'engagea l'opération. Le chroniqueur du *Petit Journal* ne résista pas à l'offre d'un traitement supérieur et quitta pour passer à l'ennemi le poste dont il était la plus précieuse parure. Polydore Millaud n'eut pas le courage de surenchérir et, la mort dans l'âme, il laissa partir son collaborateur en se contentant de substituer le nom de Thomas Grimm à celui de Timothée Trimm au bas des chroniques de son journal. On doit croire que les lecteurs ne s'aperçurent pas de la substitution, car *le Petit Journal* ne perdit pas un lecteur et *le Petit Moniteur* n'en gagna pas un. Quelques semaines plus tard, Paul Dalloz rompait le traité en invoquant une clause résolutoire qu'il y avait introduite et Léo Lespès restait sur le carreau, la thèse du collaborateur indispensable étant condamnée dans sa personne au grand contentement de Polydore Millaud, qui riait de bon cœur sous ses lunettes d'or lorsqu'il contait cette aventure.

C'est vers le temps où s'était créé *le Petit Journal* que se fondait *le Français*, organe du groupe qui représentait les idées de Montalembert.

Il faut citer encore *le Charivari*. Celui-là, j'en peux parler en connaissance de cause, car les caricatures qu'il publiait quotidiennement ont bercé mon enfance. De cette volumineuse collection étaient restés huit volumes dans la bibliothèque de mes parents. Quand mon frère et moi avions été sages, on nous permettait de les feuilleter. La série des « Enfants terribles », imaginée par Gavarni, récréait mes yeux et se gravait dans ma mémoire en traits ineffaçables, avec ses légendes où se révélait la mentalité de cet artiste incomparable. Dans cette même collection, nous nous divertissions des dessins de Cham, de Traviès, de Daumier. C'est dans la politique que celui-ci cherchait ses inspirations ; il faisait campagne contre le gouvernement de Louis-Philippe en représentant la tête royale sous la forme d'une poire, à laquelle il avait donné une ressemblance extraordinaire avec ce qu'elle était réellement.

Je dois aussi une mention au journal *le Nord*, où siégeait un écrivain russe, Nicolas de Poggenpohl. Le personnage, d'ailleurs excellent homme, était aussi extraordinaire que son journal, entretenu par le gouvernement russe. Le principal caractère de la maison résultait du manque incessant de ressources pour payer les rédacteurs. Cette situation a duré aussi longtemps que le journal a

existé, et au delà du temps dans lequel sont enfermés les souvenirs que j'évoque. J'ai connu cette détresse et, après moi, d'autres de mes confrères en ont souffert aussi. Le regretté Robert Mitchell m'a raconté des faits qui en témoignent et qui lui étaient personnels. Poggenpohl avait toujours une bonne raison à donner pour expliquer le vide de sa caisse : d'ordinaire les subsides n'étaient pas arrivés de Saint-Pétersbourg et il s'indignait d'être à ce point négligé par le gouvernement dont il était l'organe ; mais cette situation ne pouvait se prolonger, disait-il d'un air de bravade, car il ne la tolérerait pas plus longtemps, et le tsar lui-même n'avait qu'à bien se tenir.

Un jour, devant l'insistance de son collaborateur qui réclamait son dû, il s'excusa humblement et lui offrit en paiement un magnifique chien danois qui ne le quittait jamais. Mitchell accepta, mais la bête lui causa de tels embarras qu'il préféra la rendre à son propriétaire. Quoique s'occupant tout particulièrement de la politique russe ou, pour mieux dire, des rapports de la France avec la Russie, le journal *le Nord* paraissait à Paris.

Il en était un autre rédigé en français qui occupait chez nous une grande place et qui se publiait à Bruxelles : c'était *l'Indépendance belge*, sous la direction de Léon Bérardi, Français de naissance, aimant passionnément son pays, mais rallié à l'opposition par les doctrines qu'il avait professées

toute sa vie. Cet organe, paraissant à Bruxelles, avait à Paris de nombreux correspondants, notamment Paul Foucher, le beau-frère de Victor Hugo. Pendant de longues années on a pu voir Paul Foucher se présenter tous les jours un carnet et un crayon à la main dans les bureaux de rédaction, dans les ambassades, dans les ministères, partout enfin où il pouvait recueillir des informations pour son journal. Il n'était pas le seul qui collaborât à la feuille de Bérardi, le marquis de Flers, conseiller à la Cour des comptes, y écrivait aussi ; il fut révoqué le jour où sa collaboration fut découverte, mais de tous les correspondants, Paul Foucher était le plus en vue.

Il y avait encore une feuille qui opérait dans les mêmes conditions : c'était *le Journal de Bruxelles*, organe catholique et passionnément conservateur, mais qui n'avait guère maille à partir avec la censure, n'étant pas rangé parmi les journaux dangereux. *L'Indépendance* était attendue chaque jour avec impatience à Paris, car c'est seulement par elle que pouvaient arriver certaines nouvelles ; mais avant d'être distribuée, elle était soumise à un examen méticuleux, et il arrivait très souvent que les abonnés ne la recevaient pas, ce qui était pour eux une déception.

Tous les journaux dont je viens de parler constituaient la presse quotidienne. Il y en avait d'autres qui ne paraissaient qu'hebdomadairement. A côté du *Figaro*, il y eut, à partir de 1860,

le Courrier du dimanche, dirigé par un Roumain, Grégory Ganesco, personnage aussi étrange que Poggenpohl, mais beaucoup plus versé que lui dans les questions de politique extérieure et qui, après avoir eu de violents démêlés avec le ministre Persigny, qui finit par l'expulser de France, y revint un peu plus tard et dirigeait, à la veille de la guerre de 1870, le journal *le Parlement*, alors aux ordres du ministre Rouher.

Pendant la guerre, Grégory Ganesco était à Tours et à Bordeaux, dirigeant, avec Léonce Détroyat, le journal *la Liberté*. J'aurai à reparler plus tard des choses sensationnelles auxquelles je fus mêlé comme correspondant de cette feuille en Belgique ; c'est alors que j'eus l'occasion d'apprécier toute la valeur professionnelle de Ganesco ; mais, lors de son apparition à Paris, en 1860, il m'inspirait à moi, comme à beaucoup d'autres, une certaine défiance par ses allures un peu étranges, sa haute taille indolente, son accent étranger et ses tours de phrases, toutes choses qui donnaient l'impression d'un personnage vendu à beaucoup de gouvernements. Il parlait peu de son origine : tantôt il se disait fils « du regretté comte de Ficquelmont », homme d'État et général autrichien ; d'autres fois il disait : « Je suis le dernier des Cantacuzène. » Mais en réalité, nous n'en savions rien. Après la fondation du *Courrier du dimanche*, il sut y grouper de très brillants collaborateurs et, dans les milieux politiques et diplo-

matiques, cette feuille jouissait du plus grand crédit.

Pour clore cette nomenclature des organes de publicité à l'époque dont je parle, il ne me reste qu'à mentionner les publications de quinzaine ou mensuelles, telles que *l'Artiste*, *la Mode*, *le Magasin pittoresque*, *le Musée pittoresque*, et enfin les grandes revues : *Revue des Deux Mondes*, *Correspondant*, *Revue française*, *Revue contemporaine*, *Revue de France*, *Revue de Paris*, *Revue britannique*, dont la renommée a été telle qu'il n'y a rien à en dire, tout ayant été dit. Au surplus, et si j'en oublie, on m'excusera de m'être borné à résumer dans ses grandes lignes le tableau de la presse française à l'époque où moi-même y prenais place.

CHAPITRE VII

LE THÉATRE ET LES LETTRES

Le superbe épanouissement des lettres françaises qui s'était produit aux entours de 1830, se continuait à l'époque de mes débuts, modifié, transformé, purifié de beaucoup de non-valeurs. Tous les genres y avaient leur place et tous étaient représentés par des écrivains qui sont l'honneur de notre pays ; Victor Hugo, Lamartine, Alfred de Musset, Alfred de Vigny, Victor de Laprade, Leconte de Lisle, Brizeux, Joséphin Soulary, Desbordes-Valmore formaient toujours une élite, ce qui ne les empêchait pas de s'aventurer, sauf exception, les uns dans le roman, les autres dans le drame et la comédie, et d'y faire une moisson de gloire. Les vers de la plupart d'entre eux — et sans que ceux de leurs successeurs aient pu les faire oublier — figurent dans les anthologies classiques ; nous aimons encore à les réciter ou à les entendre voltiger sur les lèvres des comédiens les plus fameux.

Les œuvres théâtrales, à la même époque, ne jouissaient pas d'un moindre prestige, mais ce qui différencie leur succès de celui des œuvres des

poètes, c'est sa fragilité. Les noms d'Alexandre Dumas fils, d'Émile Augier, de Victorien Sardou, d'Eugène Labiche, de Léon Laya, de Mario Uchard, de Théodore Barrière, de Ponsard, d'Édouard Foussier, de Vacquerie, de Louis Bouilhet, de Legouvé, dominent encore aujourd'hui notre histoire du théâtre, mais combien sont-ils sur l'œuvre desquels, en dépit de leur célébrité, n'a pas passé une vague d'oubli, ce coup de vent qui, en matière théâtrale, altère, démode, dénature des pièces, dont l'actualité a seule justifié la vogue. Je ne vois que les pièces historiques qui échappent à cette loi.

Cependant, en pensant à la plupart de nos auteurs dramatiques en renom, et ils sont légion, on peut dire qu'ils ont parcouru une grande carrière et goûté toutes les ivresses de la célébrité. A ne prendre que le répertoire du Théâtre-Français de 1858 à 1865, on y trouve des œuvres sensationnelles sur lesquelles la critique a longuement disserté, comme s'il s'agissait de chefs-d'œuvre de l'esprit humain, et sur lesquels depuis est tombé le silence. Aujourd'hui, on n'en parle guère si ce n'est pour en constater le déclin. A leur apparition, elles avaient excité de bruyants applaudissements, les spectateurs leur faisaient fête, leur prédisaient une fructueuse destinée ; elles sont aujourd'hui si lointaines, si cruellement désaffectées que, lorsque à des dates plus ou moins récentes, on a essayé de les reprendre, elles n'ont

pu rester sur l'affiche au delà de quelques jours.

Alexandre Dumas fils lui-même n'a pu se dérober à ce destin ; à l'exception de *la Dame aux camélias*, tous les efforts qui ont été faits pour infuser dans ses comédies une vie nouvelle sont restés vains, et encore le succès qu'a obtenu la reprise de la plus célèbre a-t-il eu pour cause moins encore son mérite que le désir du public de voir la grande comédienne Sarah Bernhardt y succéder à Mme Doche, créatrice du rôle. Inspiré par l'ardent désir de traiter sous la forme théâtrale des questions de haute moralité et d'ouvrir à ses contemporains des voies nouvelles pour assurer à l'humanité une existence meilleure : comédies de mœurs, tableaux de la société moderne, descriptions des milieux où pullulent les déclassés, discussions sur les agitations de la conscience aux prises avec des situations équivoques, il a tout essayé avec la prétention de donner à ses contemporains de grandes leçons. Que reste-t-il de ses enseignements?... Rien que le souvenir d'un professeur à qui ont manqué les premiers principes d'éducation morale et cette discipline de l'esprit et du cœur nécessaire à l'existence pour la rendre féconde. Il n'en a pas moins été, de son vivant, le maître de l'art dramatique et, en fait, presque sans rival.

Cependant si j'avais à désigner, à la lumière de mes souvenirs, l'auteur des trois ou quatre meilleures comédies du théâtre au temps de l'Empire,

c'est à Émile Augier que je donnerais la préférence, en me rappelant *le Gendre de M. Poirier*, *l'Aventurière*, *les Lionnes pauvres*, *Maître Guérin*, pièces qui ont aussi la portée d'une œuvre sociale mais où intervient, avec plus de logique que chez Dumas et avec non moins d'audace, une interprétation saine et robuste de la vie.

Je n'attache pas le même prix au *Fils de Giboyer*. C'est une comédie de circonstance et d'actualité destinée à servir la cause d'un parti violemment hostile aux catholiques. Ceux-ci étaient alors représentés et défendus dans la presse par Louis Veuillot qui avait déclaré aux doctrines de la libre-pensée une guerre sans merci ; les partisans de ces doctrines s'efforçaient de lui rendre coup pour coup, mais la partie n'était pas égale. Le talent de Veuillot écrasait ses adversaires, et ceux-ci n'avaient pour eux que le prestige qu'ils tenaient du gouvernement pour lequel ils prétendaient combattre. Émile Augier se prêta à partir en guerre avec eux : Giboyer, c'est Veuillot représenté couvert de vices et comme un tartufe. On avait voulu le déshonorer, mais on n'y parvint pas, et le seul résultat qu'Émile Augier tira de cette triste campagne fut d'avoir soulevé contre lui tout ce qui comptait dans la brillante opposition de l'Empire. Quant aux catholiques et aux libéraux, ils furent d'accord pour lui reprocher un acte indigne de lui. Victor de Laprade le lui reprocha en vers, Barbey d'Aurevilly en prose. Il ne

sortit pas à son honneur de cette aventure, qu'on voudrait effacer de sa carrière et dont ses admirateurs d'alors n'ont plus osé parler depuis ni pour l'en blâmer, ni pour lui en faire un mérite. Ceux qui se la rappellent la lui ont pardonnée en raison du talent, de la droiture et du bon sens qui caractérisent ses autres œuvres, auxquelles il dut de figurer dans le trio Dumas fils, Émile Augier, Victorien Sardou, en qui nous nous plaisons toujours à saluer, malgré la décadence qui l'a frappée, l'élite des auteurs dramatiques de la fin du dernier siècle.

A première vue, il ne semble pas que puisse venir à la pensée de comparer Victorien Sardou à ses deux émules. Celui-là est surtout un amuseur, doué d'une habileté supérieure pour faire naître les combinaisons scéniques, en tirer parti et passionner le spectateur par des coups de théâtre inattendus. *Les Pattes de mouche* ont été le chef-d'œuvre du genre et la réputation de l'auteur s'est faite surtout grâce à son art de metteur en scène dans lequel il fut sans rival. Je sais des gens qui lui refusent le privilège d'avoir cherché à faire jaillir de son théâtre une moralité et se plaisent à le reléguer parmi les auteurs dont l'effort se borne à divertir ceux qui viennent l'écouter. N'y a-t-il pas dans ce jugement une forte part d'injustice? *Madame Benoîton*, *Maison neuve*, *Divorçons* ne sont-elles pas au plus haut degré des comédies de mœurs dignes de figurer parmi

les plus moralisatrices, les plus riches en enseignements, les mieux faites pour mettre en lumière le ridicule de la mentalité contemporaine? Sur ce terrain, Sardou a été, le premier de tous, un pionnier qui a jalonné la route sur laquelle beaucoup d'autres ont passé depuis. On ne saurait d'ailleurs oublier que ce grand amuseur a été aussi un grand peintre du passé, d'une rare puissance d'imagination, un créateur de situations fortes qui ne dépareraient pas l'œuvre d'un Shakespeare. Grâce à lui, le répertoire français s'est enrichi de deux des plus beaux drames de ce temps : *Patrie* et *la Haine*.

Parmi ses pièces les plus retentissantes, il n'en est qu'une dans laquelle je ne trouve pas matière aux éloges ; c'est ce *Rabagas* où il ne craignit pas d'aborder la politique. Cette tentative ne fut pas plus heureuse pour lui que ne l'avait été pour Émile Augier celle où il avait pris pour cible Louis Veuillot et les hommes de son bord.

Le tableau de la vie théâtrale que je viens de faire revivre serait incomplet si je ne rappelais le répertoire des scènes populaires dont les auteurs s'étaient spécialisés pour se faire applaudir d'un public particulièrement avide d'émotions. Ils étaient les pourvoyeurs accoutumés de l'Ambigu, de la Gaîté, de la Porte-Saint-Martin. On désignait depuis longtemps sous le nom de boulevard du Crime celui sur lequel s'élevaient ces théâtres où la communication des spectateurs avec les

auteurs et leurs interprètes était plus étroite qu'ailleurs, plus complète et plus rapide. Les auteurs s'appelaient d'Ennery, Anicet Bourgeois, Maquet ; les acteurs Frédérick Lemaître, Laferrière, Mélingue, Lacressonnière, Taillade, Paulin Ménier, Dumaine, sans oublier la grande Marie Laurent ; je ne cite que les plus réputés. Dans ce genre de pièces il y avait toujours un traître sur lequel les injures des spectateurs indignés pleuvaient dru comme grêle, et il y avait toujours aussi une victime innocente et désarmée dont, au dénouement, ils applaudissaient avec frénésie la délivrance en même temps que la cessation de ses malheurs. A ces spectacles les larmes coulaient avec abondance et n'étaient calmées que par les rires et les acclamations de la fin, qui se continuaient dans la rue lorsque les spectateurs du paradis se groupaient à la sortie des artistes, pour acclamer les comédiens qui venaient de leur faire passer de si bons moments.

A la Porte-Saint-Martin, dont les planches glorieuses étaient encore toutes vibrantes des souvenirs scéniques les plus mémorables, le répertoire de mon temps restait plus relevé qu'à l'Ambigu. N'était-ce pas là qu'on avait joué *Antony* et qu'Alexandre Dumas le père avait vu se consacrer sa renommée?... Comme tous mes contemporains j'y ai applaudi ses successeurs, Paul Meurice notamment, dans *Benvenuto Cellini*, dans *les Beaux Messieurs de Bois-Doré*, tiré du délicieux

roman de George Sand, et les interprètes de ces œuvres : Mélingue, Adèle Page, Marie Laurent, et toujours et partout ce Frédérick Lemaître dont le nom reste inséparable de l'histoire de notre théâtre national, au même titre que l'incomparable Rose Chéri qui fit, durant si longtemps, la fortune du Gymnase, chaste figure de laquelle on a pu dire qu'elle a symbolisé l'alliance étroite de la vocation théâtrale, poussée au plus haut degré, avec les plus belles vertus de la chrétienne, de l'apôtre et de la mère. Quand je la connus, elle touchait à la fin de sa carrière, mais bien loin d'y croire. Elle mourut en 1862, presque foudroyée par une maladie contractée au chevet d'un de ses enfants dont la guérison lui coûta la vie.

Que de choses je dois passer sous silence, les féeries du Châtelet, les grands souvenirs du Théâtre-Lyrique : *Faust*, *Roméo et Juliette*, *Mireille*, *les Troyens*, *la Flûte enchantée*, les nerveuses manifestations de la princesse de Metternich, à l'Opéra, en faveur de Wagner, l'histoire de son éventail brisé, le récit qu'en fait Jules Janin, les triomphes de Pauline Viardot, de Mme Carvalho, de la Gueymard, de Marie Sasse, de Nilsson, de la Patti et, sur des scènes moins illustres, d'Hortense Schneider dans *la Belle Hélène*, de Zulma Bouffar dans le répertoire d'Offenbach, et les succès de Thérésa qui rendent populaire *la Femme à barbe*. Les comédiens et les chanteurs qui sur des scènes grandes et petites donnent la réplique à ces ensor-

celeuses, forment un groupe nombreux qui se grossira bientôt d'une légion féminine unique au monde par l'élégance et la beauté.

On vient de voir combien vif était l'éclat que le théâtre, le roman jetaient sur la littérature et l'abondance de leur production, sur laquelle se greffait celle des poètes ; mais celle des historiens n'était pas moins brillante. Les historiens de cette époque étaient légion et suivaient, au point de vue des méthodes, la voie ouverte par leurs prédécesseurs, et notamment par Augustin Thierry. On les lisait avec passion parce qu'ils semblaient apporter dans leurs récits un souci de vérité plus ardent que les historiens d'avant eux. Tocqueville nous parlait de l'ancien régime et nous conduisait en Amérique pour décrire l'image de celui de ce pays, où il trouvait des exemples qu'il nous conseillait d'imiter. Le baron de Barante, marchant sur les traces de Victor Cousin, nous parlait de Mathieu Molé et des agitations de la Fronde, tandis que ses confrères s'attachaient à nous faire connaître les femmes du dix-septième siècle qui avaient pris part à ces agitations. Le duc de Noailles, dans un ouvrage apologétique, vengeait Mme de Maintenon, trop longtemps victime des calomnies de Saint-Simon, et d'année en année ajoutait à son œuvre un volume nouveau. Mignet, après nous avoir conduits en Espagne à la suite du petit-fils de Louis XIV, quand ce prince allait y régner, nous racontait la vie de Charles-Quint

et sa retraite au monastère de Yuste. Thiers commençait son épopée du Consulat et de l'Empire, le comte d'Haussonville ressuscitait les grands épisodes de l'histoire de la Lorraine, Guizot parachevait ses mémoires dont la partie la plus intéressante était celle, assurément, où il défendait les intentions et les actes du gouvernement sous lequel il avait, pendant huit ans, occupé le pouvoir. Le prince de Broglie nous ramenait à des époques lointaines pour nous faire connaître le monde romain au quatrième siècle. Exilé en Angleterre, Louis Blanc écrivait l'*Histoire de la Révolution* et y rassemblait une abondance de documents qui font de son ouvrage — quoi qu'on pense de ses tendances à défendre Robespierre — un ouvrage précieux pour les chercheurs qui travaillent à se documenter. Déjà Michelet avait écrit sur le même sujet des pages qui constituent un triomphe pour l'écrivain, mais où la vérité reçoit à chaque page les plus outrageantes atteintes. Ainsi l'école historique prenait, de jour en jour, plus de place dans la littérature française et créait parmi les lecteurs un goût et des habitudes auxquels la génération d'historiens qui allait suivre serait tenue de répondre.

Parmi les œuvres historiques qui excitaient une admiration générale, il n'en est pas de plus remarquable que les magistrales études que Victor Cousin, philosophe au cœur sensible et historien à l'imagination impressionnable, consacrait aux

femmes qui, en bien ou en mal, avaient illuminé de leur beauté et de leur charme le dix-septième siècle. La chaire que, durant si longtemps, il avait occupée à la Sorbonne venait de lui être fermée en même temps qu'à Guizot et à Villemain. Sa carrière universitaire était terminée et comme, quoiqu'il atteignît la soixantaine, il se sentait jeune et en pleine activité intellectuelle, il s'était jeté dans la réalisation d'un projet qu'il caressait depuis plusieurs années et dont ses occupations professionnelles, ses fonctions de pair de France et de ministre, l'avaient empêché de poursuivre l'exécution.

Les noms de Jacqueline Pascal, de la duchesse de Longueville, de la duchesse de Chevreuse, de Mme de Sablé, de Mme de Hautefort, rappelaient les portraits de ces charmeuses pour lesquels, après les avoir achevés, il construisait une galerie avec *la Société française au dix-septième siècle.* En élevant ce superbe édifice, il n'avait pu taire l'admiration passionnée qu'il avait conçue pour ses héroïnes ; elles faisaient dire de lui qu'elles formaient son harem intellectuel et que dans ce harem il avait deux favorites : Mme de Chevreuse et Mme de Longueville. Mais ce n'était là qu'une plaisanterie justifiée peut-être par les complaisances très accentuées du peintre, par ses tendances à rendre plus séduisante la physionomie de ses modèles et en atténuer leurs plus scandaleuses aventures ou, pour mieux dire, à multiplier

les formules d'absolution. Ces entorses à la vérité ont été mises en lumière par un écrivain de nos jours, M. Louis Batiffol, moins sensible aux séductions féminines que son illustre prédécesseur, mais ces rectifications nécessaires ont été faites sans dommage pour les mérites de Victor Cousin et sans porter atteinte à sa probité littéraire.

Peut-être s'étonnera-t-on que ni Taine, ni Fustel de Coulanges ne figurent dans le groupe d'historiens dont je viens de rappeler les travaux. Ils n'y figurent pas parce qu'à l'époque dont je parle ils n'étaient pas encore sortis, Taine d'une obscurité relative et Fustel de Coulanges de la période du labeur préparatoire. Plusieurs années devaient s'écouler avant qu'ils ne fussent portés par leurs écrits sur les plus hauts sommets de la littérature française. Taine avait publié, en 1856, un volume sur *les Philosophes français*, et, en 1857, un second volume : *Essais de critique et d'histoire*, venait de paraître. Mais si méritoires que fussent ces études, elles ne laissaient pas soupçonner, si ce n'est pour quelques initiés, les vastes développements que l'auteur donnerait à sa pensée au cours de sa carrière, ni même les connaissances étendues et variées qui lui permettraient de parler en maître sur les sujets les plus divers, et d'imposer des jugements sur la Révolution, parfois discutables, mais qui n'ont été discutés avec passion que depuis sa mort. Quant à Fustel de Coulanges, il était destiné à attendre longtemps encore la renommée.

La sienne ne s'est universalisée et n'a acquis toute sa valeur que depuis qu'il n'est plus.

J'ai parlé des poètes et des gens de théâtre, il me faut parler maintenant des critiques. Ils sont innombrables, les écrivains qui s'étaient fait alors une spécialité de présenter au public, en de larges études, les œuvres de leurs confrères, historiens, romanciers, auteurs dramatiques, poètes, et de les juger avec assez de développement pour que le lecteur fût averti d'avance de ce qu'il trouverait dans les ouvrages qu'on signalait à son attention, avec plus ou moins de justice et de bienveillance. Jusque vers la guerre de 1870, la grande critique, dans le monde des lettres, a battu son plein ; elle est alors représentée par Sainte-Beuve, le plus illustre de tous, le maître des maîtres, qui a sur ses émules, grâce à sa vaste érudition, ce précieux avantage de pouvoir dresser, à côté des événements et des personnages tels que les a présentés l'auteur du livre dont il parle, une image très différente et que cet auteur semble n'avoir pas connue. On disait de ses jugements qu'ils n'allaient pas sans perfidie, et c'était vrai.

A côté de Sainte-Beuve venaient ensuite : Sacy, Gustave Planche, Émile Montégut, Saint-René Taillandier, Caro, Jules Simon, Blaze de Bury, Hippolyte Rigault, Armand de Pontmartin, Asselineau, Hippolyte Babou, d'autres encore qui, dans les grands périodiques ou dans les journaux quotidiens, sous la forme Variétés, rivalisaient

d'activité littéraire. Mais ces choses n'existent plus aujourd'hui. Sainte-Beuve lui-même serait empêché de trouver un débouché pour sa copie qui occupait le lundi, au *Constitutionnel*, quatre ou cinq colonnes du journal.

Je crois bien que le dernier variétiste a été notre regretté confrère Alfred Mézières. Jusque dans les années qui ont précédé sa mort, et où la brutalité germanique le tenait séparé de nous dans son pays de Lorraine, on voyait parfois encore sa signature au bas de comptes-rendus de livres d'histoire, dans le journal *le Temps* auquel l'attachait une ancienne et longue collaboration. Il présidait la société propriétaire de ce journal, fonction qui lui permettait d'y écrire plus librement que d'autres, et à propos de laquelle il disait : « Ils m'ont donné mes Invalides et je suis le dernier survivant d'un passé qu'on ne reverra pas. »

Il y avait aussi les critiques de théâtre, Jules Janin, Paul de Saint-Victor, Fiorentino, Saint-Valry, Théophile Gautier, et pour la musique Berlioz, Scudo, Sylvain Saint-Étienne. Entre ces juges, le plus redoutable et le plus redouté était Fiorentino, qui figurait dans les deux groupes et devant qui les artistes qui relevaient de lui ne se présentaient que respectueux et même tremblants. Encore jeune, ambitieux, avide d'argent et familiarisé avec notre langue, jusqu'à faire croire qu'il était Français, il nous était arrivé de Naples après avoir fait des débuts

plus brillants que lucratifs. A Paris, la fortune lui avait souri. Après s'être essayé dans divers journaux, il s'était assuré le feuilleton du *Constitutionnel* et celui du *Moniteur;* il accomplissait ce tour de force de rendre compte, toutes les semaines, dans l'un de ces journaux des drames et comédies, dans l'autre des œuvres musicales. Au *Constitutionnel*, il signait de son nom ; au *Moniteur*, il signait de Rovray, pseudonyme qui ne trompait personne et sous lequel il avait acquis la même notoriété que sous son nom. Si ce n'eût été son accent qui trahissait sa nationalité étrangère, personne n'eût deviné qu'il n'était pas de notre pays ; la plume à la main, il égalait nos écrivains les plus français par l'élégance de son style, la finesse de son jugement, dons précieux qui mettaient hebdomadairement en lumière sa science technique et sa connaissance profonde des choses de théâtre.

L'aspect du personnage était impressionnant : grand, large d'épaules, le visage pâle, un peu hautain, les cheveux très noirs, les yeux bruns et cernés de bistre, d'où une expression de raillerie le disputant à une bienveillance qu'on devinait plus affectée que sincère, on le voyait, les soirs de premières, circuler dans les couloirs de théâtres, très élégant de mise, appuyé sur une grosse canne à pommeau d'argent, acceuillant les hommages des compositeurs et des artistes et, avec une effusion condescendante, les sollicitations de ses confrères.

Au bout de quelques années il avait, comme on dit, ville gagnée, et son autorité n'était contestée par personne. Cependant, peu à peu, un soupçon qui ne lui faisait pas honneur s'était glissé dans l'esprit des gens de théâtre ; on commençait à suspecter son désintéressement et à prétendre qu'il avait apporté d'Italie des mœurs et des coutumes de maître chanteur. On racontait qu'une cantatrice italienne l'en accusait formellement. En montrant le carnet sur lequel elle inscrivait les dépenses de son ménage, elle y faisait voir cette ligne tracée à côté d'un chiffre élevé :

Por regalar il signor Fiorentino.

On racontait bien d'autres choses, tentatives d'intimidation auprès des directeurs de théâtres pour faire engager des artistes auxquels il s'intéressait. Le bruit qui l'accusait de vénalité prit assez de consistance pour que la Société des gens de lettres s'en émût, à la suite d'un article publié, je crois, dans *le Corsaire* par Alphonse de Calonne, directeur de la *Revue contemporaine;* elle l'invita à venir s'expliquer devant elle. Là, il allégua qu'il n'était pas seulement critique de théâtre, mais encore membre d'une agence de placement, et que les sommes qu'il pouvait avoir reçues n'étaient que le prix de son concours. Un duel fut la conséquence de cette enquête ; le romancier Amédée Achard, membre de la Société, ayant pris violemment parti contre lui, s'attira une réplique à la

suite de laquelle il lui envoya ses témoins. Achard fut blessé, resta plusieurs semaines entre la vie et la mort. Ce duel clôtura l'enquête, on n'en parla plus. Fiorentino a conservé jusqu'à sa mort, en 1860, ses deux feuilletons sans rien perdre de son autorité professionnelle.

En 1857, il y avait déjà sept ans qu'avait eu lieu ce duel où Amédée Achard avait failli périr ; ce n'était plus qu'un souvenir un peu oublié et d'autres duels, tels celui de Girardin avec Armand Carrel, celui de Beauvallon avec Dujarier, celui d'Aristide Ollivier avec Ginestous, remontant à des dates plus lointaines, n'étaient plus rappelés qu'accidentellement ou dans des notes biographiques ou des monographies. Et il ne semblait pas que ces dramatiques épisodes dussent se renouveler. Mais il en fut tout autrement en 1858, alors que je faisais partie de la rédaction de *l'Union*. A cette époque, Henry de Pène écrivait dans plusieurs feuilles et notamment au *Nord*. Je ne me souviens pas si c'est dans celle-là ou dans une autre qu'étant prié par le secrétaire de la rédaction d'ajouter quelques lignes à un article dont il corrigeait les épreuves, afin de remplir un blanc qui tombait en fin de colonne, il parla d'un bal qui avait eu lieu la veille ; et il eut la malencontreuse idée de faire remarquer qu'à ce bal on n'avait pas vu d'officiers, « ces officiers dont les épaulettes accrochaient et déchiraient les épaules des femmes ». Cette remarque fut considérée dans

le monde militaire comme une injure, et si vive y fut l'irritation que l'état-major d'un régiment prit fait et cause pour la corporation. Provoqué de toutes parts, Henry de Pène qui, d'ailleurs, était aussi susceptible que courageux, se mit à la disposition des provocateurs. On a raconté qu'ils tirèrent au sort pour désigner celui qui serait chargé de venger l'honneur de l'uniforme. La rencontre eut lieu dans les conditions les plus régulières et les plus loyales, et de Pène blessa son adversaire. L'un des témoins de celui-ci, qui se nommait Hyenne — nom prédestiné — sortit de son rôle de témoin, couvrit d'injures le journaliste, le contraignant ainsi à remettre l'épée à la main. On a également raconté que, sans lui donner le temps de se mettre en garde, ayant fondu sur lui, il l'avait en quelque sorte pris au dépourvu. Quoi qu'il en soit de ces détails, de Pène fut grièvement blessé, et durant plusieurs semaines on désespéra de sa vie. L'émotion fut à son comble et il fallut l'intervention des grands chefs pour empêcher que l'affaire eût des suites encore plus tragiques. L'officier coupable d'une incorrection sans excuse resta disqualifié, même aux yeux de ses pairs ; je crois même qu'il fut obligé de quitter l'armée. Quant à de Pène, il reçut de toutes parts des témoignages d'une sympathie dont, d'ailleurs, il était digne par sa modération naturelle et qui lui est restée fidèle jusqu'à la fin de sa vie.

A côté de la critique, le roman occupait aussi dans

les journaux le rez-de-chaussée, et de l'effet produit sur le lecteur par l'œuvre du romancier dépendait à ce point la vogue du journal que les directeurs ne reculaient devant aucun sacrifice pour s'assurer la collaboration des écrivains favoris du public. Des vides s'étaient faits parmi la génération qui avait jeté son plus grand éclat sous le règne de Louis-Philippe. En 1857, du groupe glorieux qui battait son plein vingt ans plus tôt et dont les journaux s'étaient disputé les œuvres à prix d'or, Alexandre Dumas, George Sand, Jules Sandeau restaient seuls debout. Frédéric Soulié était mort en 1847, Balzac en 1850 et Eugène Sue, dix ans plus tard, venait de disparaître. Parmi leurs contemporains et les émules qui n'avaient jamais pu les égaler, n'existaient plus que des imitateurs, autant dire des plagiaires et il en était bien peu dont les œuvres méritassent de retenir l'attention.

A la campagne, j'ai dans ma bibliothèque une collection de romans qui fut célèbre à son heure, sous ce titre : *l'Écho des feuilletons*. Elle dort là, l'œuvre de ces oubliés, je l'ai maintes fois parcourue et j'ai rarement trouvé dans cet écrin un peu grossier les perles fines et les joyaux révélateurs d'un véritable talent de ciseleur. Le plus souvent, lorsqu'on s'aventure à travers ces ouvrages si divers de valeur, arrive un moment où l'on croit parcourir une nécropole, tant tout y est en ruines, effrité, flétri ; c'est à peine si çà et là émerge quelque monument funéraire d'une archi-

tecture plus artiste mais qu'on devine condamné à la destruction. C'est ainsi que, dans les années dont j'évoque le souvenir, quelques auteurs bénéficiaient encore de leur réputation passée et semblaient défier le mauvais sort ; ils restaient encore à la mode, mais on sentait que l'ombre qui en enveloppait déjà tant d'autres, ne tarderait pas à les voiler eux aussi et que la génération qui les poussait les remplacerait dans le goût du public. Il en était tout autrement des auteurs qui venaient derrière eux et qui étaient alors si nombreux que je dois renoncer à les citer tous. Je ne retiens ici que les noms de ceux que, durant la période de mes débuts, leurs succès avaient déjà rendus familiers au public. Voici les aînés : Alfred de Vigny, Théophile Gautier, Méry, Léon Gozlan, Alphonse Karr, Champfleury, Barbey d'Aurevilly, Octave Feuillet, Amédée Achard, Edmond About, Alfred Assolant, Cherbuliez, Paul de Molènes, Henri et Jules de La Madeleine, Henri Mürger, Henri Rivière, Albéric Second, Jules Noriac, Paul Perret, Paul Deltuf, Mario Uchard, Adolphe Belot, Ernest Feydeau, Frédéric Béchard mon compatriote, et combien d'autres à qui la renommée semblait promise pour longtemps et dont le souvenir s'affaiblit de plus en plus, comme si la guerre de 1870 avait rétréci la voie qu'ils s'étaient ouverte et avait fini par la leur fermer en faveur de leurs successeurs ou d'un groupe privilégié de leurs contemporains : Flaubert, Goncourt, Alphonse Dau-

det, Émile Zola, dont d'ailleurs à l'heure actuelle il est singulièrement difficile de pronostiquer la destinée littéraire dans l'avenir.

A propos d'Ernest Feydeau, il faut rappeler le succès scandaleux qu'obtint son roman *Fanny*. C'était le premier de l'auteur, homme de finance et de Bourse, et en qui, jusqu'à ce jour, rien n'avait annoncé la vocation des lettres. Pour ses débuts et dans le but sans doute d'attirer l'attention, il avait — comme on dit vulgairement — mis les pieds dans le plat. Un réel talent de metteur en scène, l'audace des situations, la nouveauté du genre et surtout l'attirance du parfum corrupteur mêlé d'épices répandu dans ce roman, lui assurèrent un eclatant succès, et *Fanny* fut, durant quelques semaines, le livre à la mode, quoique les mondaines par les mains desquelles il passait n'avouassent pas toujours qu'elles avaient osé le lire. Ce fut un véritable feu d'artifice, mais comme les feux d'artifice il s'éteignit promptement. Les œuvres qui suivirent ne le ranimèrent pas et cette littérature au vitriol fut vite oubliée, aussi vite que l'ont été depuis les œuvres d'imitateurs qui n'avaient même pas l'excuse du talent et de la nouveauté.

Il est vrai que ceci se passait en 1858 ; qu'en penserait-on de nos jours !

Il convient aussi de rappeler que depuis 1852 les romanciers français trouvaient devant eux les concurrents redoutables arrivés de l'étranger, et

que les éditeurs Hachette avaient entrepris de nous faire connaître par des traductions de l'américain et de l'anglais. Ils venaient, pour les répandre, de créer un magazine, *le Journal pour tous*, sur le même modèle que ceux qui paraissaient en Angleterre et aux États-Unis. Alors que jusqu'à ce jour nous en étions réduits, en fait de littérature étrangère, pour le siècle en cours, à Walter Scott, à lord Byron, à Mayne Reid et à Fenimore Cooper, le domaine du roman s'enrichissait tout à coup de cette importation littéraire. Maintenant des œuvres délicieuses verront le jour, dont le succès résultera surtout de ce que, contrairement à la plupart des romans français, elles peuvent être mises dans toutes les mains ; l'Américaine Beecher Stowe, Charles Dickens, miss Cummings, miss Brontoe, Thackeray, Wilky Collins disputeront aux auteurs français la faveur du public, et *David Copperfield*, *la Petite Dorrit*, *l'Allumeur de réverbères*, *Jane Eyre*, pour ne citer que les plus célèbres, figureront aux vitrines des libraires sous des couvertures rouges, à côté de *M. de Camors*, du *Marquis de Villemer*, de *la Maison de Penarvan*, et de tant d'autres œuvres qui ont constitué le dessus du panier de notre littérature. Il n'était pas encore question d'ouvrir nos frontières à la littérature russe. Elle était un capital en réserve. Melchior de Vogüé n'avait pas encore présenté Tolstoï, Dostoïewski, Tourgueneff aux lecteurs français.

CHAPITRE VIII

PROPOS DE SALON ET HISTOIRES DE COUR

Dans les pages qui précèdent, je me suis efforcé, tout en dressant le tableau de ma vie à mon arrivée à Paris, de conduire mon lecteur dans les divers milieux par lesquels j'avais passé. Ce tableau eût manqué de couleur et de lumière si, pour compléter ce que j'avais déjà dit de la politique intérieure de l'Empire, je n'y avais fait une part à la politique extérieure qui avait, en ces moments, une répercussion bruyante à la cour des Tuileries. Mais cet exposé d'ordre historique, je ne pouvais y procéder qu'en ayant recours aux historiens dont les œuvres sont sous nos yeux et cette partie de mes souvenirs, sans caractère personnel, n'eût été que la reproduction de récits antérieurs. C'est alors que m'est échue cette bonne fortune de pouvoir parler de ces choses sur un mode nouveau, à la faveur des échos d'un salon qui me permettent de les présenter sous une forme à laquelle j'ai dû, je le crois, de rendre le tableau particulièrement révélateur et aussi vivant que si j'étais entré dans ce salon et avais entendu les propos qui s'y tenaient.

C'était celui de la duchesse douairière Decazes. Elle était veuve, commençait à vieillir, et n'allait plus guère dans le monde, mais elle conservait le prestige que lui avaient jadis assuré son mariage sous la Restauration et le grand rôle joué par son mari lorsque, de 1815 à 1820, la confiance de Louis XVIII avait fait de lui le favori du roi. Elle était la fille du comte de Sainte-Aulaire. Tous les jours, quelques fidèles amis venaient chez elle y parler librement des choses d'autrefois et plus volontiers des choses du jour. Ils n'étaient pas les premiers venus.

Parmi eux, je cite au hasard Thiers, Guizot, Piscatory, le roi Jérôme, le baron de Hubner, ambassadeur d'Autriche, le comte de Kisselef, ambassadeur de Russie, Mon, ambassadeur d'Espagne. Quand ils étaient partis, la maîtresse du logis résumait en des notes brèves et sans prétention les propos — j'allais dire les potins — qui l'avaient un moment amusée. Ce procès-verbal n'est peut-être pas toujours rigoureusement vrai ; nous sommes dans un salon d'opposition où la malice se donnait libre cours. Il se trouve cependant dans cette prose familière une part, une très grande part de vérité, surtout quand c'est le roi Jérôme qui parle ou le baron de Hubner, alors qu'il se défend contre la malveillance du gouvernement impérial, qui se prépare à attaquer l'Autriche.

C'était quelques mois après l'attentat d'Orsini

et à la veille de la guerre d'Italie. Le prince Napoléon, nommé ministre de l'Algérie, venait d'être associé à la direction du gouvernement et on sait que sa nomination fut bientôt suivie de son mariage avec la princesse Clotilde de Savoie. Lorsque au mois d'octobre 1858, le baron de Hubner se plaint avec vivacité de la façon dont, en sa qualité d'ambassadeur d'Autriche, il est traité à la cour et gémit des changements survenus dans ses rapports avec les Tuileries, c'est à l'influence du prince Napoléon qu'il les attribue. Il écrit à son gouvernement : « Avant une année, le prince sera en guerre avec toute l'Europe et l'empereur entièrement soumis, ou son cousin aura été renvoyé. » Lorsqu'on lui objecte qu'une brouille dans la famille impériale ne pourrait avoir que de fâcheuses conséquences, il déclare que l'empereur se trouvera mieux d'avoir son cousin comme ennemi hors des affaires que comme faux ami dans son conseil.

Le prince Napoléon fut-il un faux ami?... Peut-être serait-il injuste de l'affirmer, mais il n'est pas douteux, pour quiconque observe sa conduite avec impartialité, que, sauf durant la période où il poussait l'empereur à attaquer l'Autriche dans l'intérêt de l'Italie, il ne fut jamais satisfait de la politique impériale et ne perdit aucune occasion de manifester son mécontentement.

Durant la période où il n'a qu'à se féliciter du succès de ses efforts, c'est l'un de ses plus fidèles

amis, Bixio, qui est son agent en Italie et entretient entre le prince et le comte de Cavour les relations d'où sortira la guerre, tandis qu'à Paris le prince en démontre la nécessité dans les journaux qu'il inspire. C'est Bixio qui a eu l'idée du mariage du prince avec la fille du roi Victor-Emmanuel et qui a poussé si rapidement les choses que ce mariage — dont il semble avoir été question pour la première fois dans le courant de janvier 1859 — fut célébré le 30 du même mois.

Il n'était bruit alors que de la phrase adressée par l'empereur à Hubner à la réception du jour de l'An, compliment singulièrement étrange et qui paraît n'avoir été prononcé que pour déchirer tous les voiles : « Je regrette, monsieur l'ambassadeur, que nos relations politiques ne soient plus aussi bonnes que par le passé. Je vous prie de dire à Sa Majesté Impériale que mes sentiments pour elle sont toujours les mêmes. »

Hubner resta stupéfait ; il était si loin de s'attendre à pareille algarade qu'il avait avancé la main, croyant que l'empereur la lui serrerait comme de coutume. Quand celui-ci eut passé, Hubner se tourna vers Kisselef qui se trouvait à son côté, lui demanda s'il avait bien entendu et, pour s'en assurer, lui répéta la phrase : « Oui, oui, c'est cela, c'est bien cela, » répondit l'ambassadeur russe, avec un rire moqueur.

Ces incidents causaient en France les plus vives

alarmes, personne ne comprenait que Napoléon III voulût la guerre, alors qu'il avait promis la paix et qu'il devait à la paix la prospérité de son règne. Il en résultait à l'avance, pour le mariage annoncé, une impopularité qui se trahissait sous diverses formes et notamment par la critique acerbe des mœurs du prince qu'on déclarait incapable d'assurer le bonheur de sa femme.

On connaissait les grandes vertus de celle-ci ; on voyait en elle une victime de la raison d'État, mais elle n'inspirait que de la compassion. On racontait qu'au moment de se séparer de sa fille, Victor-Emmanuel, qui ne s'était jamais piqué de fidélité conjugale, avait cru devoir lui dire que son mari était jeune, qu'elle devrait être indulgente et fermer les yeux sur beaucoup de choses : « Oui, je comprends, avait répondu la princesse, je ferai comme ma mère. »

Les sentiments qu'inspirait aux Parisiens ce langage se manifesta sous la forme la plus blessante, lorsque, au mois de février, le prince ramena sa jeune femme dans la capitale. L'accueil fut glacial, on peut même dire qu'il n'y eut pas d'accueil. On n'avait jamais vu semblable chose. Pas un cri, pas un coup de chapeau. C'était de la part des Français un étrange manque de galanterie. Le prince Napoléon se plaignit amèrement à l'empereur de ce qu'il considérait comme un affront et un véritable guet-apens. Il en imputait la responsabilité au ministre de l'intérieur De-

langle. L'imputation ne se trompait pas d'adresse ; mais l'empereur avait été complice de l'événement. Le ministre avait mis sous ses yeux les rapports des préfets et des commandants de gendarmerie témoignant à l'unanimité de la terreur que provoquait en province l'imminence de la guerre.

— Peu importe, aurait alors répliqué l'empereur, la France c'est Paris, et Paris veut la guerre.

— Mais il n'en est rien, Sire, se serait écrié le ministre.

A l'appui de ces dires, il avait proposé à l'empereur, pour mettre à l'épreuve les sentiments des Parisiens, de ne pas donner d'ordres pour la réception de la princesse. L'empereur accorda l'autorisation demandée, et ainsi s'expliquait le silence injurieux constaté par le prince Napoléon dans les rues que la princesse et lui avaient traversées. Il resta ulcéré de cette aventure. A quelques jours de là, dans un conseil des ministres tenu sous la présidence de l'empereur, le ministre des affaires étrangères Walewski, ayant parlé en faveur de la paix, en motivant son opinion sur les dispositions des puissances, le prince Napoléon aurait dit : « Il n'y a qu'une bête qui puisse parler ainsi. »

Furieux, Walewski mit la main sur un encrier comme pour le jeter à la tête du prince ; arrêté par un de ses collègues, il s'assit en murmurant : « J'ai le plus grand respect pour le prince Napoléon, mais mon collègue de l'Algérie est un impertinent. »

Le prince leva les épaules et, par ordre de l'empereur, la délibération continua.

On racontait bien d'autres traits révélateurs de la brutalité du prince, de son scepticisme, de son sans-gêne, de sa mobilité qui faisaient de lui, pour tous ceux qui le connaissaient, un homme dangereux dont il fallait se défier. Il présidait alors əun commission chargée d'améliorer dans les colonies le sort des noirs. La première réunion avait eu lieu au Palais-Royal : il était entré dans la salle en redingote déboutonnée, sans gilet, cravate à la Colin, les pieds dans des pantoufles et, s'asseyant sur le bras d'un fauteuil, il avait ouvert la séance.

On racontait encore que la princesse Clotilde ayant exprimé le désir d'entendre la messe tous les jours sans quitter ses appartements, son mari avait fait arranger une chapelle dans le Palais-Royal et chargé l'aumônier du roi Jérôme du service religieux. En lui confiant cette mission, il aurait dit : « La princesse désire, monsieur, que vous lui disiez la messe tous les jours. Tous les jours aussi vous déjeunerez avec nous, *avant* ou *après*, comme vous voudrez. »

L'aumônier dut expliquer pourquoi ce ne pouvait être qu'*après*.

Le prince Napoléon, on le voit, ne professait que mépris pour les convenances sociales et l'influence de sa femme sur lui était nulle, encore qu'il lui témoignât les plus grands égards. Il se laissait aller à toutes les violences de ses pensées

et de ses propos. Parlait-il du conseil des ministres: « C'est une farce, déclarait-il. L'empereur le réunit deux fois par semaine, mais on n'y fait rien, absolument rien. Les questions même les plus graves ne sont jamais discutées en commun ; elles sont réservées pour le travail personnel de l'empereur avec le ministre compétent. »

Quand on cherche à s'expliquer pourquoi, tandis qu'il était en faveur au plus haut degré, il manifestait un si vif mécontentement, il faut se reporter à une confidence qu'après l'attentat d'Orsini l'empereur faisait à lord Cowley, l'ambassadeur d'Angleterre :

« Si j'étais mort, disait-il en parlant des ministres, des généraux, des sénateurs, des députés qui s'étaient empressés de lui porter aux Tuileries l'hommage de leur dévouement, tous ces gens-là se seraient empressés de proclamer un d'Orléans. »

C'était aussi l'opinion du prince Napoléon, mais la confidence impériale à lord Cowley nous en dit davantage :

« J'ai compris l'isolement dans lequel se trouverait mon fils si j'étais frappé mortellement et c'est tout ce qui m'a fait me rapprocher de mon cousin et l'associer au gouvernement ; mais je m'aperçois aujourd'hui des suites fâcheuses de ce rapprochement. Je suis entraîné beaucoup plus loin que je n'aurais voulu et cru pouvoir l'être. Tout ce qui s'est dit et fait en Italie l'a été par mon cousin en vue de son mariage et à mon insu.

Je dois et je veux apporter un remède à cette situation et je ne le puis faire qu'en me mariant. »

Jusqu'à ce jour, le prince Napoléon avait pu se croire l'héritier de la couronne, mais si l'empereur se mariait, il en serait tout autrement ; et de là toute l'irritation dont la conduite du prince nous fournit les preuves. Il ne respecte rien, ne ménage rien. Ainsi, lors de l'ouverture de la session de 1859, il fut très mécontent du message impérial et plus encore d'un discours que prononça Morny au Corps législatif, en montant au fauteuil de la présidence. Le prince adressa à l'empereur les plus vifs reproches, une querelle s'ensuivit à laquelle il coupa court en se retirant, après avoir déclaré qu'il n'irait pas à un bal qui avait lieu le même soir aux Tuileries. Il n'y parut pas en effet, et sa femme pas davantage, ce qui sembla bien étrange et fit jaser. On s'était attendu à une sorte de présentation de la princesse, dont on attribuait d'autre part l'absence à la douloureuse impression qu'elle avait ressentie en assistant à une scène des plus violentes survenue entre son mari et la princesse Mathilde. Si quelqu'un des membres de la famille de Napoléon Ier se fût permis les algarades que se permettait son neveu, il eût été brutalement rappelé à plus de docilité et de respect et, en une ou deux circonstances, si Napoléon III eût suivi les conseils qui lui étaient donnés, son cousin eût bel et bien couché à Vincennes. Mais il écartait toujours, vis-à-vis de cet

indiscipliné, les solutions violentes. Ils finissaient toujours, et même assez promptement, par se réconcilier.

Quant à l'impératrice, ce n'était un mystère pour personne qu'elle avait moins de patience que son mari, et que tout ce qui la représentait vivant bien avec l'époux de la princesse Clotilde n'était que la résultante de nécessités auxquelles, comme lui, mais non sans révolte, elle se résignait.

Dans le carnet qui me fournit l'occasion de mettre en lumière ces dissensions, déjà vieilles de quarante ans, on en retrouve de nombreuses traces. Le roi Jérôme, qu'une vieille amitié unissait à la duchesse Decazes et qui fréquentait son salon, se faisait volontiers l'écho des sentiments de son fils :

— L'empereur, disait-il, n'est entouré que d'incapables et de traîtres. Le conseil est composé de petits bourgeois orléanistes, et c'est même pour cela que mon fils n'a pas voulu y rester.

— Oh ! Sire, des orléanistes, lui objectait-on, même Walewski ?...

— Sans doute, celui-là n'est pas vendu, mais par bêtise il découvre l'empereur et laisse peser sur lui toutes les responsabilités.

— Mais ce n'est pas lui qui les conduit.

— Oh ! je sais bien, voulût-il faire croire qu'il les conduit, on ne le croirait pas, sa réputation de bêtise est trop solidement établie. Tout de même, son action est pernicieuse, parce que, je

le répète, il découvre l'empereur. Quant aux autres, sans doute je ne pense pas que personne ait songé à les acheter, mais c'est tout comme. Tenez, Fould, pour ne citer que celui-là, serait le premier à offrir ses services aux d'Orléans s'ils revenaient.

On peut voir par ces traits, et rien n'est plus vrai, que le péril orléaniste hantait la cour impériale et que si le prince Napoléon s'efforçait — quant à l'existence de ce péril — d'ouvrir les yeux de l'empereur, celui-ci, tout en le reconnaissant, s'était résigné à le subir.

On a pu depuis se rendre compte de ce qu'il y avait d'exagéré dans ces craintes. Le péril en question n'était pas, à cette époque, bien redoutable, mais la cour y croyait ou feignait d'y croire, et en tout cas c'est celui que redoutait par-dessus tout Napoléon III. On sait que, des négociations dont le prince Napoléon était l'âme, sortit le projet d'un congrès qui fut considéré à Turin comme une violation de toutes les promesses faites par le prince Napoléon, et sur la foi desquelles la main de la princesse Clotilde lui avait été accordée. Il y eut des protestations de la part du gouvernement piémontais, surtout lorsqu'il sut que l'Autriche ne voulait pas qu'il siégeât dans ce congrès, ni même que ce congrès eût lieu si préalablement le Piémont ne désarmait pas : « Nous ferons la guerre quand même, s'écria Cavour ; j'aime mieux tomber dans une mare de sang que sur du fumier. »

Dans les chancelleries européennes, on accusait

le prince Napoléon d'exciter en sous-main le Piémont et d'avoir mis le feu à toute l'Italie. Cette situation incendiaire s'aggravait encore des hésitations de l'empereur, en apparence plus favorable à l'Autriche qu'à l'Italie. A la même époque, son ambassadeur alla à Londres pour faire connaître verbalement aux ministres les dispositions de la France et les solutions qu'elle proposerait au congrès. Mais le voyage de ce diplomate se prolongea, donnant lieu aux rumeurs les plus alarmantes. L'empereur recevait une lettre privée de la reine Victoria qui, tout en lui prodiguant personnellement des témoignages affectueux, lui déclarait tout net qu'en cette affaire elle pensait comme ses ministres.

Le 8 mars 1858, eut lieu un bal aux Tuileries. Le prince Napoléon avait commencé par refuser d'y assister pour n'y pas rencontrer l'ambassadeur autrichien et, en consentant à y revenir, il s'était réservé de dire à ce diplomate, s'il le voyait, ce qu'il pensait de son gouvernement. Il n'exécuta cependant pas cette menace, à laquelle l'ambassadeur averti n'aurait pas manqué de répondre. Il resta longtemps dans une galerie voisine de la salle de bal avec deux ou trois de ses familiers et n'entra dans cette salle que quelques minutes avant le souper. A ce souper, il y avait trois tables d'honneur : l'une présidée par l'impératrice, ayant l'ambassadeur d'Autriche à sa droite et l'ambassadeur d'Espagne à sa gauche ; l'autre présidée

par l'empereur placé entre la duchesse d'Hamilton et Mme Walewska, avec le prince Napoléon en face de lui ; la troisième enfin, présidée par la princesse Clotilde, ayant pour voisins le général Niel et le prince Murat. Grâce à ces arrangements, on évita de mettre à la même table le prince Napoléon et Hubner, ce qu'on ne voulait à aucun prix par crainte d'une algarade.

A Paris, les alarmes étaient vives ; on constatait cependant que le prince Napoléon affectait le plus grand calme et admettait volontiers qu'on pouvait faire la guerre à l'Autriche en ayant l'Angleterre contre soi ; mais des hommes, notoirement connus pour être ses amis, tenaient un langage bien autrement excité et que sous son influence contradictoire l'empereur s'exaspérait. On lui attribuait ces mots significatifs : « On croit que je veux reculer, mais on verra bientôt que je ne recule pas. »

Le 10 avril, la duchesse Decazes écrit sur son petit carnet :

« Le prince Jérôme est venu me voir. Je l'ai trouvé extrêmement changé, d'une maigreur effrayante, le teint très jaune et d'une tristesse morne. Il ne croit pas à la réunion du congrès. Du reste, il est très mal informé, dit le pour et le contre. Il assure que l'empereur ne veut pas la guerre et ne fait pas de préparatifs ; puis il ajoute qu'on a fait revenir des divisions de dix mille hommes chacune et qu'on va établir près de Lyon un camp de

soixante mille hommes. Évidemment, il se coupe. Est-ce pour cacher la vérité ou qu'il ne la sait pas?... Je n'ai pu deviner qu'une chose, c'est que maintenant il paraît désirer la guerre. Son humeur contre les ministres est toujours extrême ! »

A cette date, il y eut une partie de chasse à Rambouillet ; le prince Napoléon n'y alla pas, se contentant d'alléguer qu'il avait à faire et que, d'ailleurs, il n'aimait pas « ces enfantillages ». Suit la description de la toilette qu'avait revêtue l'impératrice pour aller courre le cerf : chapeau en feutre rond avec une plume de paon, robe noire, relevée de chaque côté sur un jupon à bandes rouges et noires, le jupon court laissant voir un pantalon de drap gris à sous-pieds. Sur les épaules, un petit manteau en caoutchouc. Les dames qui l'accompagnaient portaient, comme les hommes, le costume ordinaire de la vénerie impériale.

Tout le monde fut frappé par l'énervement de l'empereur, l'altération de ses traits, sa fatigue, son humeur de dogue et on les attribue aux soucis que lui donnaient les affaires d'Italie. Pendant la chasse, les souverains furent presque toujours seuls, allant au petit trot. A un moment, l'empereur héla un employé et lui dit avec vivacité que la chasse était mal conduite, qu'on ne suivait pas la bête : « Ce n'était pas étonnant, ajoutait l'employé en racontant ce détail, l'empereur n'y était plus et ne pouvait plus avancer. » Au lendemain de cette chasse, les souverains se rendent à Ville-

neuve-l'Étang avec le prince impérial pour y rester jusqu'à Pâques ; ils annoncent qu'ils y passeront ce temps en retraite. Autour d'eux, on disait malicieusement « qu'ils y prieraient Dieu contre le Saint-Père ». Ils n'avaient emmené avec eux qu'une femme de chambre, deux ou trois domestiques, et personne du service impérial.

Nul n'ignore que la guerre éclata peu après, alors qu'on espérait la conjurer, et que ce fut l'attitude du gouvernement autrichien et sa brusque entrée en campagne, après un foudroyant ultimatum, qui la rendit inévitable ; mais elle l'eût été quand même, les gouvernements français et piémontais étant d'accord pour la vouloir.

Le malheur est qu'on n'y était pas plus préparé qu'on ne devait l'être, onze ans plus tard, alors qu'il s'engageait des combats bien autrement redoutables. On se racontait avec effroi qu'aucun préparatif n'était fait, pas un officier, pas un général, pas un maréchal n'était prêt à entrer en campagne. Les divisions désignées pour partir étaient encore dispersées sur divers points. Tout attestait l'imprévoyance la plus complète. Le général Trochu racontait que le jeudi soir, en rentrant chez lui, il avait trouvé une lettre du ministre de la guerre l'invitant à le venir voir le lendemain de bonne heure ; puis, à minuit, alors qu'il dormait déjà, on vint le quérir d'urgence. Il se rendit à l'ordre du ministre et fut officiellement averti qu'il devait partir dès le matin pour Briançon et passer

le mont Genèvre. Pris au dépourvu, sans équipement, il protesta, demandant un délai, et finalement il ne partit que le soir ; mais dans la première lettre que sa femme reçut de lui, il se plaignait du déplorable état dans lequel il avait trouvé les troupes qu'il devait commander sous les ordres de Bourbaki. En quittant Briançon, pour continuer sa route, il n'avait pu en emmener qu'une petite partie. Aucun général n'était plus prêt que lui. Parmi ceux que le ministre de la guerre appelait pour ainsi les prévenir, plusieurs se plaignaient de n'avoir pas d'argent pour entrer en campagne ; afin de gagner du temps, le ministre leur donnait directement et sur-le-champ, de la main à la main, la somme nécessaire à leurs premières dépenses. Ces menus détails ne laissent pas de révéler beaucoup d'incurie.

Vers le même temps, le duc d'Aumale s'adressait au roi du Piémont pour lui exprimer le désir de la famille d'Orléans de voir le duc de Chartres entrer à l'École militaire de Turin. Le comte de Cavour écrivit à Paris pour pressentir l'effet que produirait le consentement de son souverain à cette proposition. Napoléon III répondit qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que les écoles de Turin fussent ouvertes au prince français exilé. Victor-Emmanuel informa donc le duc d'Aumale qu'il serait heureux de voir le duc de Chartres dans son armée. Mais lorsque éclatèrent les bruits de guerre, on se demanda dans les salons de Paris

ce que ferait le duc de Chartres si les hostilités éclataient entre l'Autriche et l'Italie appuyée par la France. On s'étonnait qu'une telle hypothèse n'eût pas été prévue. Il est vrai que le duc d'Aumale ne croyait pas à la guerre, bien que le roi Victor-Emmanuel affirmât qu'il avait la parole de l'empereur.

Pour en revenir au cercle intime où se déroulaient ces entretiens, il est à remarquer qu'on y parlait fréquemment d'autre chose que de la guerre. Le comte de Persigny, qui venait de passer quelque temps à Londres comme ambassadeur de France, quittant volontairement son poste, arrivait à Paris ; il se plaignait de la politique qu'on semblait vouloir adopter envers l'Angleterre et qu'il jugeait de nature à compromettre l'alliance anglaise qui, selon lui, devait être conservée à tout prix. Il ajoutait : « On ne peut la conserver qu'au prix de bassesses que je ne veux pas faire. Envoyez pour cela un maréchal. »

Le gouvernement français présenta trois personnages comme candidats à l'ambassade et, parmi eux, le maréchal Pélissier, duc de Malakoff. C'est celui-ci que choisit la reine Victoria. Guizot, dans le salon de la duchesse Decazes, critiquait vivement ce choix : « Le maréchal, disait-il, sera pendant quelques semaines le lion de la société de Londres ; puis il s'ennuiera mortellement et reviendra, d'autant que les dames anglaises ne supporteront ni son langage ni ses manières. »

Il est certain qu'au point de vue des manières et même des paroles, la réputation du maréchal était détestable. On allait jusqu'à raconter qu'à un déjeuner chez lui, ayant à son côté une belle et jeune femme récemment mariée, il se plaisait à promener les mains sur les genoux de sa voisine qui rougissait et pâlissait tour à tour, ne sachant quelle attitude prendre pour se soustraire à ces manifestations. Mais était-ce bien vrai?

On constate, d'autre part, que, durant son ambassade, le maréchal ne cessa pas d'être extrêmement correct et qu'en Angleterre on n'eut rien à lui reprocher quant à ce défaut d'éducation que certaines gens lui reprochaient en France. A tout instant, d'ailleurs, dans les conversations dont je rapporte les échos, se faisaient jour les détails les plus piquants et les plus inattendus sur les personnages, princes et autres, mêlés alors aux affaires publiques, et dont quelques-uns passaient pour les plus excentriques du siècle. C'est dans une de ces circonstances que la princesse de Liéven, l'Égérie de Guizot, étant présente, se mit à parler du roi d'Angleterre George IV auprès duquel, pendant vingt ans, son mari avait été ambassadeur de Russie. Elle raconta que ce souverain, à force d'entendre parler de la bataille de Waterloo qui avait eu lieu au début de son règne, avait fini par être convaincu qu'il y assistait et que c'était lui qui l'avait gagnée. Il disait à tout instant : « J'étais là, j'ai fait cela, je donnais tel

ordre. » A cette époque, la duchesse d'Orléans venait de mourir et on s'étonnait que Guizot ne fût pas allé en Angleterre pour assister à son enterrement. Il expliqua alors qu'il ne le pouvait pas ; il eût été contraint de parler au comte de Paris et au duc de Chartres de leur position, de leurs devoirs vis-à-vis du duc de Bordeaux, de la nécessité pour les deux branches de la maison de Bourbon de se réconcilier, toutes choses sur lesquelles ils n'avaient jamais pu se mettre d'accord avec leur mère. Se montrer, à un tel moment, contraire aux idées de celle-ci, c'eût été manquer de respect à ses fils, et garder le silence, c'eût été paraître adhérer à ce qu'il désapprouvait. Il avait préféré s'abstenir.

L'ambassadeur d'Espagne, Mon, apportait aussi dans ce salon son lot de confidences. D'après lui, la reine d'Espagne et l'impératrice Eugénie, quoique appliquées à paraître bien l'une vis-à-vis de l'autre, ne pouvaient se souffrir ; la reine reprochait à l'impératrice de s'être opposée à l'envoi au prince des Asturies du grand cordon de la Légion d'honneur. Du reste, à cette époque (automne de 1858), entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol, tout n'allait pas comme sur des roulettes. Mon se plaignait des procédés de la cour impériale à son égard, mais sur ce point il n'y avait que des questions d'étiquette qui furent rapidement réglées. La cause des difficultés était tout autre. Le comte de Paris était attendu en

Espagne chez sa tante la duchesse de Montpensier, et la reine avait résolu de le recevoir avec de grandes démonstrations d'amitié. Mais elle dut y renoncer, la cour des Tuileries ayant pris ombrage de ce projet et menacé, s'il y était donné suite, de recevoir à Paris, avec de grands honneurs, le fils de don Carlos. Il fut donc décidé que le comte de Paris ne passerait pas par Madrid, et le général qui commandait à Séville, où restait la duchesse de Montpensier, eut l'ordre de veiller à ce qu'aucune réception officielle ne fût faite au prince. Mais la duchesse de Montpensier s'était mis en tête de recevoir royalement son neveu et voici comment elle s'y prit. Comme infante d'Espagne, elle avait droit, quand elle sortait, à une escorte. Le jour où le comte de Paris était attendu à Séville, le duc de Montpensier partit de bonne heure pour aller au-devant de lui ; quelques instants après, la princesse demandait une escorte pour sa promenade quotidienne ; on ne put la lui refuser et elle se fit accompagner en se portant à la rencontre de son neveu, qu'elle ramena triomphalement dans Séville. Le capitaine général fut destitué, le gouvernement espagnol n'ayant pas voulu refuser cette satisfaction au gouvernement français, mais on fit dire à ce haut fonctionnaire qu'il serait bientôt replacé.

Tels sont les incidents qui défraient alors, dans le monde politique français, la curiosité publique, ou, pour mieux dire, celle des personnages que

leurs fonctions ou leur position sociale tiennent à l'affût de toutes les nouvelles. La critique des actes du gouvernement impérial ne chômait pas, mais personne n'osait dire que la confiance populaire dont il avait joui jusque-là fût ébranlée. C'est à cette occasion que le roi Jérôme, se trouvant seul avec la duchesse Decazes, se demande s'il est besoin de telles craintes pour que l'affection soit perdue : « Qui peut se flatter de la conserver longtemps dans son pays?... demande-t-il. Un gouvernement qui comptera bientôt huit ou dix ans d'existence ne doit-il pas croire que ce qu'il durera au delà n'est dû qu'au hasard?... » Et marchant de long en large dans le salon, il poursuit : « Il est vrai que mon neveu a chance de durer ; il ne se laissera pas tomber ; il ne fera pas comme Louis-Philippe. Pauvre Louis-Philippe !... Quand il est parti, j'étais sur la terrasse près de l'Orangerie ; je l'ai vu partir, lui et les siens, et j'en avais les larmes aux yeux. Je les estimais, j'étais leur obligé. Le roi avait été très bon pour moi. Pourquoi s'est-il abandonné sans résistance?... Il lui était si facile de rester ; la France l'aimait, le pays n'était pas encore bonapartiste. C'est Thiers qui a refait le bonapartisme, mais avant que le prince de Joinville allât chercher à Sainte-Hélène les cendres de mon frère, il n'y avait pas dix mille bonapartistes dans le pays. Il y eut beaucoup d'enthousiasme au retour, mais deux ans après, personne ne pensait plus à nous, et la France, quoi qu'on en dise,

n'est pas plus bonapartiste aujourd'hui qu'alors. Seulement, elle aime l'autorité, l'ordre, et elle sait gré à mon neveu de les lui avoir donnés. N'empêche qu'avec un peu d'énergie, Louis-Philippe aurait conjuré sa chute ; on l'aimait parce qu'il était bon et on respectait la reine, qui méritait bien qu'on la respectât. Leurs fils étaient charmants et avaient su plaire à la nation. »

Le voilà s'arrêtant un moment, puis d'un accent mélancolique il reprend : « Oh ! mon Dieu, c'est si facile quand on est roi de se faire aimer : on n'a qu'à ne pas faire de mal ; on estime les princes dès qu'ils ne font rien pour être méprisés. » Tout cela était dit avec lenteur, comme si, dans cette âme, se fût fait un double travail. Celui qui parlait disait le passé, celle qui l'écoutait semblait prédire l'avenir, mais tout autre devait être l'avenir qu'elle prévoyait.

Je laisse à mes lecteurs le soin de décider ce que valent les propos que je viens de reproduire, mais ils tirent leur principal intérêt de la preuve qui s'y trouve que la révolution de 1848, non moins fatale à la France que celle de 1830, n'avait pas été désirée par le pays. On pourra du reste en dire autant de presque toutes celles qui, depuis plus d'un siècle, l'ont ensanglantée et ont troublé son repos.

Puisque, dans les pages qui précèdent, j'ai parlé de la princesse Clotilde, je voudrais, avant de quitter la famille impériale, dresser la silhouette de

cette noble créature qui, dans les temps pathétiques où nous allons entrer, personnifie le devoir sous sa forme la plus noble et la plus digne d'admiration et de respect.

Elle avait seize ans lorsque son mariage la fit Française. Elle en avait trente quand la révolution qui renversa l'Empire la renvoya à son berceau : elle y a vécu depuis dans une retraite quasi monacale où la mort, en 1911, est allée la chercher. Sur les marches du trône impérial et dans l'exil où elle a terminé sa vie, dans la bonne fortune et dans l'adversité, elle fut toujours semblable à elle-même, pénétrée des grands devoirs que lui commandait sa naissance et passionnément attachée à les remplir. Elle y eut d'autant plus de mérite que sa vie conjugale ne fut pas toujours heureuse, non que son mari ait jamais cessé de lui prodiguer les attentions auxquelles elle avait droit, mais parce que jamais deux êtres unis pour la vie n'ont été au même degré différents de caractère, d'opinions, de sentiments et si peu faits l'un pour l'autre. Leur mariage avait été un mariage politique, un de ces mariages comme il s'en contractait autrefois entre les maisons régnantes. La princesse Clotilde fut un des trophées que valut à la famille impériale la guerre d'Italie ; elle paya de sa personne l'appui que Napoléon III donna à Victor-Emmanuel dans sa lutte contre l'Autriche.

Napoléon III, pour son propre compte, n'avait

songé en se mariant qu'à se donner une compagne à son goût, et son mariage avait été un mariage d'amour. Son cousin obéit à des mobiles très différents : se considérant comme plus Bonaparte que l'empereur dont il raillait volontiers la sentimentalité, il avait toujours devant les yeux l'exemple de l'illustre fondateur de la dynastie. Il se rappelait que l'oncle s'était allié à la fille des Césars et il voulut lui aussi s'allier à une famille régnante. Son alliance avec la maison de Savoie fut la réalisation de ses rêves ambitieux ; il ne regarda pas à la femme, il l'épousa telle qu'elle était. Eût-elle été différente, il l'eût épousée quand même. Un destin favorable fit asseoir une sainte à son foyer ; mais de tous les privilèges et de tous les mérites qu'il pouvait souhaiter chez la compagne qu'il se donnait, c'est à ce caractère de sainte qu'il devait être le moins sensible. Ardemment catholique, croyante, pieuse, élevée dans les sentiments les plus chrétiens, la princesse Clotilde se trouvait de la sorte unie à un homme qui, sans faire profession d'athéisme, se montrait favorable à toutes les manifestations de la libre-pensée et ne perdait aucune occasion de témoigner de son hostilité contre l'Église et contre la papauté.

Sans doute, il ne tenta jamais de détourner sa femme des croyances qu'elle professait, mais il ne les partagea pas et cette dissemblance, non moins que de très nombreuses fantaisies de vie privée,

eut pour effet d'entretenir constamment entre les époux un fossé qui ne fut jamais comblé. Un jour où, devant le pape Pie IX, on exprimait le regret que les allures du prince eussent créé cette situation douloureuse :

— Elle méritait mieux, dit quelqu'un, car c'est une sainte.

— Une sainte, oui, s'écria le pape en un français teinté d'italien, mais une sainte ne convenait pas à Jupiter.

Rien de plus vrai, et c'est pour avoir dû épouser Jupiter que la sainte ne connut jamais le bonheur conjugal, même lorsque Jupiter n'affichait pas publiquement ses liaisons. Dans une note en date du mois de novembre 1858, on peut lire ce qui suit : « Le prince Napoléon a loué au Théâtre-Italien la loge d'avant-scène qui fait face à celle de l'empereur. Il s'y montra avec Mlle Anna Deslions, sa maîtresse ; je l'y ai vu avec elle et une autre personne de même catégorie. Ostensiblement, il les a quittées pour aller faire une visite à la princesse Mathilde qui occupait ce soir-là l'avant-scène impériale. »

On pourrait rappeler beaucoup d'autres traits analogues, qui témoignent du dédain de Jupiter pour les convenances sociales, mais ils n'ajouteraient rien à l'intérêt de mes récits. En ce qui touche la princesse Clotilde, constatons qu'on ne l'entendit jamais se plaindre. C'est par ce qu'on voyait, et non par ce qu'elle disait, que la situa-

tion intime du ménage n'était un secret pour personne. Quant à elle, elle était toute à ses devoirs, devoirs de princesse, devoirs de mère, accomplis les uns et les autres sans préjudice d'une pratique constante de bienfaisance et de charité.

Cette dévotion, dépourvue de bigoterie, ce dévouement au malheur qui la conduisait dans les hôpitaux et dans les orphelinats, ne l'empêchaient pas de porter très haut le noble orgueil de sa race et l'honneur d'avoir dans les veines le sang de cette maison de Savoie qui, de son berceau à son apogée, a semé sa route de tant de gloire. A ce point de vue, elle a été princesse jusqu'au bout des ongles, possédant l'instinct royal dans sa plénitude, et animée de la volonté de ne pas déchoir. On saisit sur le vif ce double sentiment dans l'admirable lettre qu'elle écrivit à son père, le 25 août 1870, et que depuis ont publiée les journaux. Redoutant pour sa fille, restée à Paris, la répercussion que menaçait d'avoir dans la capitale la défaite des armées impériales, Victor-Emmanuel la suppliait de partir et son mari de son côté le lui ordonnait ; mais elle refusa d'obéir, déclarant que sa place était à Paris : « Je ne suis pas pour rien une princesse de la maison de Savoie », disait-elle à son père, et en fait, elle ne partit qu'après la chute de l'Empire, ouvertement, sans se cacher, après avoir dit adieu à ses malades et à ses pauvres, et si grande dans la simplicité de son départ que, jusqu'à la frontière,

elle fut entourée de respect et d'hommages. Soixante-quinze ans avant, Madame Royale, fille de Marie-Antoinette, sortie de captivité et remise à la maison d'Autriche, écrivait à son oncle, Louis XVIII : « Ma position est bien difficile et délicate, mais j'ai confiance en ce Dieu qui, déjà, m'a secourue et fait sortir de tant de périls. Il ne me fera jamais démentir le sang illustre dont je sors. »

Elle avait quinze ans quand elle parlait ainsi, témoignant de cet instinct royal qui faisait dire en 1870 à la princesse Clotilde qu'elle n'était pas pour rien, fille de la maison de Savoie.

CHAPITRE IX

ALENÇON ET BLOIS

La bienveillance des procédés dont on usait envers moi au journal *l'Union* était bien faite pour justifier l'intérêt que je prenais aux travaux dont j'étais chargé. Peu à peu ils affectaient plus d'importance, et ma collaboration s'exerçait au dehors autant qu'au dedans.

Au printemps de 1858, un concours régional étant annoncé dans le département de l'Orne, on me demanda d'aller y représenter le journal. D'autres grandes feuilles ayant confié une mission analogue à des collaborateurs pour qui un déplacement était une partie de plaisir, je me joignis à un petit groupe d'entre eux dont faisait partie un rédacteur du *Constitutionnel*, l'un des deux frères Boniface, un doyen pour qui j'étais un Éliacin. Il me prit ouvertement sous sa protection, en laissant entendre qu'il voulait me guider non seulement dans l'exercice du métier mais encore à travers les aventures que ma jeunesse et ma bonne mine me réservaient dans une petite ville de province où des journalistes pari-

siens étaient assurés de trouver dans tous les mondes un accueil particulièrement bienveillant. Boniface, qui tournait tout à la blague, allait jusqu'à me prédire de flatteuses bonnes fortunes ; mais l'un de mes compagnons de voyage déclara qu'il serait mon ange gardien et me garantirait contre tous les périls. C'était le feuilletoniste dramatique du *Pays*, Gaston de Saint-Valry. Il avait de nombreux amis à Alençon et c'est attiré par eux qu'à l'occasion du concours régional il s'était joint à nous. Au moment du départ nous ne nous connaissions pas ; au retour je comptais un ami de plus avec qui, tant qu'il a vécu, j'ai entretenu les relations les plus cordiales.

Appartenant à la meilleure société, il avait été admirablement élevé et apportait dans l'existence une correction et une dignité qui imposaient le respect et attiraient la sympathie. Ses feuilletons dramatiques affectaient au plus haut degré le même caractère, et si sa critique restait toujours indépendante, sans se laisser influencer par la camaraderie, elle s'efforçait d'être juste et ne manquait jamais de bienveillance. Il m'a toujours donné l'impression d'un grand bourgeois égaré dans les lettres.

Grâce à lui, mon séjour à Alençon fut agréable et divertissant sans excès. J'y connus Poulet-Malassis qui venait de fonder une maison d'édition à Paris. Il descendait d'une vieille famille d'imprimeurs presque contemporaine de Gutenberg.

L'imprimerie fondée à Alençon par ses aïeux existait encore et avec De Broise, son beau-frère et associé, il la dirigeait avec le souci de ne laisser sortir de ses ateliers que des éditions élégantes et artistiques dignes de sa renommée.

L'homme était charmant, rompu corporellement et intellectuellement à toutes les élégances. Il attirait l'attention par sa taille svelte, serrée dans une redingote noire comme dans un uniforme, par ses yeux bleus et railleurs, ses cheveux roux, rejetés en arrière, son masque sardonique qui trahissait son scepticisme. Comme compagnon, il eût été délicieux, si le charme qui se dégageait de toute sa personne n'eût été gâté par une intellectualité de libre-penseur et de franc-maçon d'où la haine était absente mais qui se manifestait en des railleries implacables.

Il a été l'une des personnalités les plus curieuses et les plus intéressantes que j'aie connues. A ce titre, elle mérite que j'arrête un moment mon lecteur devant elle. Ce qui ne laisse pas d'être particulièrement intéressant, en même temps que déplaisant, dans l'activité intellectuelle de Poulet-Malassis, c'est qu'elle s'inspire de ses opinions politiques et sociales et répond à un plan raisonné de propagande révolutionnaire. Le 21 juin 1859, à propos du *Robespierre* d'Ernest Hamel, le futur historien de Saint-Just, il m'écrit, en réponse aux reproches que m'inspirait son parti pris d'apologiste de ces démolisseurs : « Oui, Hamel

et moi sommes des corvéables de la Révolution, qui aimons les émancipés de l'ancien régime quand ils sont aussi aimables que vous. Éreintez-moi, mon ami l'ennemi, et prenez un bâton de chêne bien noueux. Je vous prépare Desmoulins, Condorcet, Grégoire, Garat, Sieyès, Saint-Just. »

Du reste, il parle librement des ouvrages qu'il édite et des malfaiteurs intellectuels auxquels ils sont consacrés : « Il faut lire le livre de Hamel, non pas pour le livre lui-même qui est diffus et médiocre, mais pour l'homme en l'honneur de qui il a été fabriqué. C'en est un et il faut lever la tête pour le mesurer. Les conclusions du livre sont d'ailleurs, à mon avis, contraires aux données de la vie de Saint-Just. Garat a parfaitement observé que Saint-Just tendait de plus en plus à devenir un niveleur. Je doute pour ma part que je n'eusse pas été de ceux qu'il eût réduits *au niveau*. Mais il n'importe, j'ai toujours eu de la tendresse pour cette ombre. Vingt-sept ans et pas de corset, cela fait rêver. »

La lettre d'où sont extraites les lignes qu'on vient de lire fut écrite en prison où il purgeait une condamnation pour je ne sais quel délit de presse, et la date en est formulée comme suit : « Des tours d'Alençon, de l'an dix-huit cent cinquante-neuvième de l'imposture du Nazaréen. »

Entre le sectaire que révèle cette correspondance et le conservateur libéral que j'étais, l'abîme était trop profond pour être comblé et pour que nos

relations fussent durables. Elles cessèrent à peine commencées. Je n'aurai à y revenir qu'accidentellement. Cependant, je ne pouvais me dissimuler que ma situation présentait des chances d'avenir bien précaires. Le parti légitimiste n'existait plus qu'honorifiquement, et les plus dévoués de ses partisans n'entrevoyaient pas le rétablissement des Bourbons dont le souvenir, sans être aussi éteint qu'il l'avait été sous le premier Empire, n'exerçait plus aucune influence politique; ils en accusaient d'ailleurs le comte de Chambord lui-même. Au lendemain de la proclamation de l'Empire, il avait exigé de ceux d'entre eux qui occupaient des fonctions publiques obligeant au serment, de ne pas le prêter, ce qui les avait acculés à la démission.

Au banquet de la Saint-Henri, qui réunit le 15 juillet 1858, au café Corazza, le personnel de *l'Union* et les sommités du parti, les commentaires que je pus recueillir parmi les convives ne prouvaient que trop que la vie publique serait désormais — et pour longtemps — fermée aux fidèles de la royauté, et que, si jamais elle devait revenir, ce serait avec la dynastie d'Orléans. Cette perspective faisait supposer un avenir de guerre civile, un souvenir de divisions funestes entre les royalistes. De plus en plus, le régime impérial gagnait du terrain et ses partisans laissaient entendre que peu à peu, lorsque les oppositions seraient définitivement désarmées, un régime libé-

ral succéderait au régime autoritaire dont les libéraux se plaignaient.

A cette époque, je fréquentais le salon d'Alphonse de Calonne qui, depuis trois ans, avait acheté et dirigeait la *Revue contemporaine*. J'y rencontrais quelquefois un jeune homme, Ferdinand Giraudeau, qui, dévoué au gouvernement impérial, s'était donné pour mission de lui recruter des partisans parmi les écrivains de son âge qu'il supposait capables de l'imiter. A plusieurs reprises, il m'avait entretenu des chances d'avenir qui s'ouvriraient à moi si je me ralliais à la cause qu'il défendait ; dans nos entretiens, je ne laissais rien paraître de mes dispositions à cet égard, mais je ne pouvais entendre, sans en être frappé, le langage qu'il me tenait pour me prouver que le gouvernement impérial représentait l'avenir. Il disait, comme jadis Bonaparte aux émigrés et aux chefs chouans : « Nous sommes la jeunesse, nous sommes l'avenir ; il n'y a que nous de vivants, tout le passé est mort et bien mort. Venez à nous ; travaillez avec nous à la grandeur de la France et à l'avenir d'une sage liberté étayée sur l'ordre et sur la prospérité nationale. »

Si j'eusse été riche, indépendant, maître de mes mouvements, peut-être eussé-je décliné définitivement ses offres ; mais j'avais vingt et un ans, de lourdes charges matérielles pesant sur moi et quelle que fût ma fidélité aux opinions de ma famille, je ne pouvais me considérer comme à ja-

mais lié à un cadavre. Ce que je voyais et j'entendais à *l'Union* n'était pas pour me faire espérer qu'il ressusciterait.

J'en étais là de mes anxiétés, lorsqu'un incident inattendu vint y faire diversion. Il y avait alors à Blois un journal quotidien, *la France centrale*, qui s'était fait remarquer à Paris par l'éclat de sa rédaction. Il avait pour rédacteur en chef un de mes confrères, Léon Lavedan, avec qui je me suis lié plus tard. Il allait en abandonner la direction pour venir prendre à Paris celle de *l'Ami de la religion* et il me faisait demander si je voulais le remplacer à Blois comme intérimaire, en attendant que son successeur fût définitivement désigné.

Henry de Riancey m'ayant transmis cette requête, ma réponse fut conditionnelle : j'acceptais volontiers la proposition qui m'était faite, mais il serait bien entendu que, lorsque l'intérim aurait pris fin, je retrouverais à *l'Union* le poste que j'occupais. Cette réponse parut faire plaisir à mon interlocuteur ; il me félicita de ne vouloir pas abandonner la vieille maison qui m'avait accueilli et je compris alors qu'on tenait à me garder et qu'on préférait que je répondisse par un refus.

Après cet entretien, je devais croire qu'il ne serait plus question de cette offre flatteuse ; mais le lendemain, le vicomte Walsh qui, le premier, paraît-il, avait songé à moi, revint au nom des propriétaires de *la France centrale* et formula la

demande avec plus d'insistance. Comme le gérant de *l'Union*, le colonel Mac Sheehy, il appartenait à une famille irlandaise, et c'est à ce titre qu'il le sollicita d'exercer son influence sur moi dans le sens qu'il désirait : « Nous sommes de vieux jacobites, lui dit-il, et vous ne pouvez pas me refuser un service. » La question se posant en ces termes, la solution ne dépendait plus que de moi et quoi qu'il m'en coûtât de quitter Paris, convaincu que ce n'était que pour quelques mois, je cédai.

Le secrétaire de la rédaction, Neychens, me le reprocha très vivement : « Une fois qu'on vous tiendra là-bas, on ne voudra plus vous lâcher et vous êtes perdu pour nous. » Je ne le croyais pas encore, mais finalement je n'étais pas fâché d'aller vivre un certain temps dans ce beau pays de Touraine et d'attendre là que les événements m'ouvrissent une voie nouvelle.

Pendant mon séjour à Blois, je connus quelques Parisiens natifs de la Touraine et notamment Hippolyte de Villemessant, propriétaire du *Figaro* hebdomadaire. Il possédait une propriété charmante à Chambon, petit village des environs de la ville. Il y venait souvent. Cette année-là, s'y trouvant au cours de l'été à l'occasion du concours régional du Loir-et-Cher, il aida la municipalité à organiser un concert et un bal qui eurent lieu dans le vieux château des Valois, et fit venir de Paris, à cet effet, quelques-uns des plus grands artistes de l'Opéra. La fête fut splendide. On y

entendit le vieux chanteur Duprez, déjà retiré du théâtre et dont la voix expirante causa sans doute à ses auditeurs des émotions non moins impressionnantes que toutes celles qu'il avait déchaînées au cours de sa longue et glorieuse carrière. Une impression analogue m'a été donnée quelques années plus tard dans je ne sais quel opéra de Gluck, redonné dans l'intimité devant ses élèves, par le professeur Delsarte. Il n'avait plus d'organe vocal, mais il le remplaçait par d'incomparables jeux de physionomie, par des accents déchirants et brisés qui nous pénétraient jusqu'à l'âme. Chez ces grands artistes, il y a toujours eu jusqu'à la fin des restes de la plus rare beauté ; on comprenait en les écoutant que l'art chez le chanteur n'a pas moins de prix que la plus belle voix.

Au lendemain de ce concert, où j'avais goûté de si vives jouissances, le directeur du *Figaro* réunit ses invités dans sa villa de Chambon et avec eux les personnalités les plus éminentes de l'aristocratie blaisoise. Il leur fit les honneurs de sa maison avec une grâce et un esprit que le plus galant châtelain n'eût pas désavoués. Comme il n'avait rien oublié pour plaire à ses invités, sa réception — je l'écrivais le lendemain à un ami — fut véritablement féerique. Je retrouve dans cette ancienne lettre des traits qui méritent d'être rappelés ici. Villemessant avait offert son bras à une femme dont le nom et l'âge commandaient le respect ; il la promenait dans sa villa en lui

montrant des dessins accrochés aux murs. L'un d'eux, un fusain, représentait la tragédienne Rachel, morte récemment ; Villemessant le montra à son invitée : « Ce portrait, lui dit-il, a été fait au Canet au moment où elle venait de mourir et où sa famille lui rendait les derniers devoirs. » La vieille dame semblant ne pas comprendre, il ajouta en guise d'explication et d'un accent légèrement goguenard : « Oui, ils venaient de lui prendre ses bijoux. » Ce n'était qu'une malice, mais l'effet fut irrésistible et quelque légitime que fût l'acte des parents de Rachel, héritiers naturels de leur fille, il parut être une monstruosité.

Quelques instants après, une autre personne prononça un nom universellement respecté dans le Blaisois, mais qu'on pouvait croire bien oublié puisque le personnage qui le portait était mort depuis dix ans ; c'était le nom de Sallaberry, député sous la Restauration et dont le souvenir est resté dans l'histoire comme celui de l'un des membres les plus violents de l'ultra-royalisme et de la Chambre de 1815. La personne qui venait de parler de lui raconta le petit épisode qui suit : après la révolution de 1830, quelques membres du parti légitimiste s'étaient réunis pour se concerter, à l'effet de se procurer des ressources afin de venir en aide aux fonctionnaires que la révolution avait privés de leur emploi et qu'il était urgent de secourir. M. de Sallaberry assistait à cette réunion et avec lui un des plus illustres gentilshommes de

France, très grand seigneur connu pour son immense fortune et pour son avarice sordide. Chacun ayant indiqué pour quelle somme il souscrivait, il prit à son tour la parole mais ce fut pour prêcher misère. Il avait subi, à l'en croire, des revers ruineux ; depuis plusieurs années, il ne touchait plus ses fermages, ses revenus ne suffisaient plus à ses dépenses et, en résumé, il ne pouvait prendre part à la souscription qui se préparait ou tout au moins n'apporter qu'une obole : « J'espère, messieurs, continua-t-il, que le roi ne me tiendra pas rigueur de mon impuissance. Il sait que je donnerais ma vie pour lui et que ma chair et mon sang lui appartiennent. » Et comme ces mots « chair et sang » revenaient sans cesse dans son discours, Sallaberry impatienté s'écria : « Eh !... monsieur le duc, Sa Majesté ne vous demande pas du boudin. »

Parmi les confrères que je connus chez Villemessant, se trouvait Armand Baschet. A Blois il était chez lui ; sa famille y résidait, il y faisait de longs séjours. Il y resta durant quelques semaines après la clôture des fêtes de Chambon, et nos relations devinrent rapidement fréquentes et cordiales. Il avait publié déjà plusieurs livres auxquels il devait la notoriété et notamment une attachante étude sur Louis XIII : *le Roi chez la reine.* Il venait d'être chargé par le ministère de l'Instruction publique d'une mission dans les archives italiennes, pour y réunir les documents

relatifs aux relations diplomatiques du gouvernement italien avec la France. Cette mission a été suivie de plusieurs autres, et notamment dans les archives vénitiennes d'où il a su tirer des documents du plus grand prix. Il était à la fois savant et spirituel, et doué d'autant d'originalité dans la parole que d'intelligence pour commenter les événements, ceux du passé surtout qu'il préférait à ceux du présent. Quoique devenu vénitien jusqu'au bout des ongles à force de rester à Venise, il affectait beaucoup d'anglomanie et faisait profession d'élégance dans la mise et dans les manières.

Il avait eu dans sa prime jeunesse des aventures qu'il se plaisait à raconter, et notamment celle-ci : résidant à Paris comme étudiant, il y avait mené une vie assez dispendieuse à laquelle ses parents avaient mis un terme en lui coupant les vivres. Lassé du régime de la portion congrue, et ses parents lui refusant les ressources qui lui étaient nécessaires pour rentrer à Blois, il intéressa à sa situation un cocher de fiacre qui, sur la promesse d'être payé à destination, consentit à le ramener à petites journées dans sa ville natale. Il avait trente ans quand il me racontait cet épisode et il en riait aux éclats comme un gamin, enchanté d'avoir joué ce tour pendable à un grand-père irascible. Le vicomte Walsh, qui me savait gré d'avoir cédé à sa prière, venait me voir quelquefois. Il avait épousé la veuve du marquis d'Aramon, propriétaire du château de Chaumont.

et, à deux reprises, il m'invita à aller visiter cette splendide demeure. D'aimables relations nouées dans la ville achevèrent d'embellir mon existence blaisoise et, lorsque prit fin mon intérim, je n'avais pas à regretter mon séjour dans le pays charmant qui a inspiré à Meyerbeer, dans *les Huguenots*, l'une de ses plus délicieuses mélodies.

Je dois ajouter à ces vieux souvenirs que durant mon séjour à Blois, j'écrivis mon premier roman, *Thérèse*, une de ces œuvres de jeunesse qui dénote l'ignorance de la vie et l'audace juvénile avec laquelle, sans en rien connaître encore, on aborde, sous l'empire de la vocation, l'étude des passions dans ce qu'elles ont de plus violent et de plus tragique, œuvre que plus tard on ne peut relire sans éprouver pour soi-même quelque pitié. Lorsque j'écrivis ce roman, je n'habitais plus la demeure hospitalière où j'avais reçu à mon arrivée à Blois un accueil presque paternel. J'avais loué en ville une petite chambre meublée et je prenais mes repas à l'hôtel. Là, j'avais rencontré un aimable garçon attaché à l'administration des haras. Il se nommait Léonce de Saint-Germain. Son père était sénateur et sa sœur, son aînée, avait épousé le baron Nivière, propriétaire d'une écurie de courses, et l'une des célébrités du monde pour qui l'élevage du cheval est l'objet d'un véritable culte. Léonce de Saint-Germain marchait sur ses traces. Déjà il avait pris part à des épreuves hippiques et se préparait sans cesse à en courir

de nouvelles. Il était, lui aussi, et au plus haut degré, un homme de cheval, et je crois bien qu'en dehors de cette préoccupation, il ne s'intéressait pas à grand'chose. En plein été, à la veille d'une course où il devait figurer, je l'ai vu, couvert de ses vêtements les plus chauds, galoper sur les routes brûlées de soleil, pour se faire maigrir et lorsque à midi j'arrivais à l'hôtel où nous mangions à la même table, je l'y trouvais tout en nage, fourbu, brisé de fatigue, plus disposé à dormir qu'à causer et se félicitant d'avoir perdu un peu de son poids.

Il fut le premier auditeur de mon roman, bien que je n'attendisse pas de lui une appréciation raisonnée, mais je n'avais pas le choix ; je ne sais d'ailleurs si je me rendais compte de son insuffisance comme juge littéraire, c'était déjà beaucoup qu'il eût mis la plus entière bonne grâce à écouter la lecture de ce que j'appelais mon chef-d'œuvre, et dont je lui parlais avec un enthousiasme auquel il s'associa avant même de m'avoir entendu. Convoqué par moi, il m'écouta avec complaisance et je reçus ses éloges, convaincu qu'ils étaient le prologue de ceux que me réservaient mes futurs lecteurs.

Si je me suis attaché à ce souvenir, c'est afin de faire comprendre pourquoi, bien que séparés par des mentalités différentes, nous nous liâmes étroitement et vécûmes comme deux frères jusqu'à la fin de mon séjour à Blois. Mais mon retour

à Paris coupa court à nos relations. Je ne me souviens pas que nous nous soyons jamais écrit. Est-ce aux jours si lointains de notre intimité, que sa présence évoquait dans ma mémoire ces vers de Théodore de Banville, est-ce depuis? Je ne saurais le dire, mais il me semble bien que déjà je les lui appliquais :

Jeune homme sans mélancolie,
Blond comme un soleil d'Italie,
Garde bien ta belle folie,
C'est la jeunesse... Aimer le vin,
Les femmes, le printemps divin,
Tout est là, le reste est vain.
Souris même au destin sévère,
Et quand fleurit la primevère
Jettes-en les fleurs dans ton verre.

Je doute que Léonce de Saint-Germain eût jamais lu ces vers. Mais s'il les avait lus, il se fût assurément refusé de sourire au *destin sévère*, s'il avait pu prévoir ce que serait le sien, car le sien devait être de périr quelques années plus tard aux courses de Bade, écrasé sous son cheval aux pieds duquel une chute terrible l'avait précipité. Quant à mon roman, on verra un peu plus loin comment et dans quelles circonstances il fut publié chez l'éditeur Dentu auquel je l'avais présenté.

A Paris, une déconvenue m'attendait ou, pour parler plus exactement, je la voyais venir depuis quelques jours. Quoique, ainsi que je l'ai dit, je fusse convaincu qu'à *l'Union* mon avenir serait bien précaire, je souhaitais y conserver ma place

en attendant de trouver mieux. Or, pendant mon absence, la situation financière du journal ne s'était pas améliorée ; la cause impériale faisait plus de progrès de jour en jour et la fusion ayant définitivemen échoué, le parti royaliste semblait condamné pour longtemps. Il en résultait dans la maison et parmi les commanditaires un désir d'économie de plus en plus vif, et, puisqu'on s'était passé de moi pendant plusieurs semaines, on trouvait tout naturel de ne pas me reprendre.

On ne voulait pas, cependant, me laisser sur le pavé, on s'était enquis de ce qui pourrait être dans mon intérêt et, finalement, on me proposa d'aller diriger le journal que de grands propriétaires de l'île Bourbon venaient d'y fonder. On fit luire à mes yeux le brillant avenir qui attendait dans cette colonie un jeune homme de famille honorable et un écrivain de talent. Le tableau était enchanteur et, durant quelques jours, je me vis, journaliste et planteur, passer de mon cabinet de rédacteur en chef dans des champs de canne à sucre qui seraient ma propriété et où toute une population de noirs s'occuperait de mes récoltes. Mais l'impression que me causait cette perspective se dissipa bien vite : trop d'affections de famille me retenaient en France et je refusai de passer les mers.

La décision prise par *l'Union* en ce qui me concernait, ma conviction désormais acquise que le parti légitimiste était sans avenir, et enfin la néces-

sité dans laquelle je me trouvais d'assurer mon existence, ne me disposaient que trop à me souvenir des conseils que m'avaient donnés diverses personnes qui s'intéressaient à moi. Puisque je n'étais inféodé à aucun parti, n'en devais-je pas profiter, au moment de choisir la voie que je devais suivre, pour ne consulter que mon intérêt? Depuis mon entrée dans la presse, je n'avais collaboré qu'à des feuilles royalistes. Mais nulle part je n'avais écrit d'articles politiques. Personne ne pourrait m'accuser de désavouer mon passé.

J'ai déjà dit qu'Arthur de La Guéronnière, après avoir fait partie de l'opposition contre l'Empire, était maintenant directeur des services de la presse au ministère de l'intérieur. Je crois bien que je lui fus présenté par l'un de ses collaborateurs qui, à la recommandation d'un ami commun, m'avait pris sous son patronage ; La Guéronnière n'eut aucune peine à me convaincre de la sagesse de mes résolutions ; il me promit son concours le plus dévoué. « Mais, me dit-il, il faudra commencer par aller en province. C'est de là que nous viennent le plus fréquemment des demandes de propriétaires de journaux en quête de rédacteurs. » Quitter Paris n'était pas pour me plaire, mais quand on a pris un parti il faut aller jusqu'au bout, et je déclarai que j'irais là où l'on voudrait m'envoyer. Maintenant, je n'étais plus utile à mon frère ; il volait de ses propres ailes, il collaborait au *Figaro* où Villemessant, séduit par sa grâce

juvénile et par ses premières fantaisies littéraires, avait ouvert largement son journal à ses chroniques rimées, à ses scènes dialoguées, mi-vers, mi-prose et, pour tout dire, aux fruits exquis de son imagination méridionale, tout illuminée de soleil. Quelques jours plus tard, le bureau de la presse où l'on m'avait fait une petite place, en attendant mieux, m'apprenait que l'emploi de rédacteur en chef de *l'Echo de l'Ardèche* était à prendre et que, si je ne m'effrayais pas d'un séjour plus ou moins long à Privas, je pouvais graisser mes bottes et me mettre en route.

Privas, après Paris et Blois, c'était dur, mais j'étais assuré de compensations : outre que le Vivarais était le pays de ma famille maternelle, je m'y trouvais à proximité de Nîmes, et à Nîmes résidait ma fiancée. Il me semblait que dans son voisinage je prendrais plus aisément patience et j'y supporterais mieux les tristesses de l'exil ; tout fut réglé en quelques jours et je me préparai à partir.

La période qui venait de s'écouler depuis mon retour de Blois avait été pour moi celle des jours difficiles. Abandonné par *l'Union*, privé d'un traitement fixe, j'avais dû me contenter de peu et chercher, sous mon nom ou sous des pseudonymes, des moyens d'existence dans des collaborations accidentelles à des journaux où, en dépit de la bienveillance dont j'étais l'objet, on me traitait comme un débutant. Cette vie d'homme de lettres

n'était pas dépourvue de charmes ; bien qu'elle présentât beaucoup de déception et d'imprévu, elle offrait de sérieux avantages. Elle me faisait connaître et ouvrait à mes travaux des recueils périodiques. Divers récits publiés plus tard en volumes ont été écrits à cette époque et, de ce même temps, datent mes premières relations avec Paul Dalloz et mes démarches pour faire partie de la Société des gens de lettres.

Elles avaient été encouragées par Édouard Fournier. Nous nous étions connus chez l'éditeur Dentu et nous nous rencontrions assez fréquemment à la bibliothèque impériale qui n'était pas encore organisée comme l'est aujourd'hui la bibliothèque nationale. La grande salle de travail où trois cents personnes autorisées peuvent trouver place en dehors de la salle publique dite salle de lecture, ouverte à tout le monde, n'existait qu'en des proportions très réduites. Pour y accéder, il fallait traverser cette salle de lecture, la seule où je fusse admis. Réputé dans le monde des lettres et du journalisme, Édouard Fournier avait sa place réservée dans l'autre, mais s'il m'apercevait avant d'y entrer, il venait me serrer la main, échanger quelques mots avec moi et c'est ainsi que peu à peu nous nous étions liés. Il avait derrière lui une carrière aussi variée que laborieuse. Journalisme politique et littéraire, roman, théâtre, chronique, il s'était fait remarquer dans tous les genres. Maintenant, il se cantonnait dans la chro-

nique historique, dans des études sur les monuments des dix-septième et dix-huitième siècles, sur le mobilier des mêmes époques, sur le commerce des antiquités dont il dénonçait les supercheries. Tous ces ouvrages, à l'exception d'un livre intitulé *le Vieux-Neuf*, sont bien oubliés. Mais en ces temps lointains, ils assuraient à son nom la notoriété.

Quand je lui parlai de la Société des gens de lettres, il m'offrit spontanément d'être l'un de mes parrains et, comme il m'en fallait deux, de m'en procurer un autre. Il me proposa le romancier Alfred des Essarts dont le principal titre à la notoriété a été son fils le poète Emmanuel des Essarts, professeur de littérature à la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand. C'est ainsi que fut posée ma candidature à la Société des gens de lettres. Elle était présidée alors par Francis Wey, qui n'est pas le moins oublié des écrivains de son temps, mais qui, en 1860, occupait parmi eux une place enviable. Il la devait moins à ses œuvres qu'à sa courtoisie, sa serviabilité, sa tenue morale. Né en 1812, compatriote de Charles Nodier, il en a écrit la vie. C'est le plus important de ses ouvrages. Quelques romans, des commentaires sur la langue française, des souvenirs du siège de Paris, des récits de voyage, constituent un bagage littéraire qui n'est pas sans valeur mais dont le temps, en s'écoulant, a singulièrement diminué l'intérêt. Je doute fort que, parmi mes contemporains, aient

été nombreux ceux qui, dans les années qui ont précédé la mort de Francis Wey, survenue en 1882, avaient conservé le souvenir de ses œuvres et les lisaient encore.

J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer, en racontant mes débuts dans la presse, combien sont rares les romanciers et auteurs dramatiques alors à la mode qui ont échappé à l'oubli ; on dirait d'une loi qui, sauf de rares exceptions, s'exerce impitoyablement sur chaque génération d'écrivains quand ils ne sont défendus devant la postérité que par des œuvres d'imagination. Je suis consterné lorsque je dresse la liste de ceux que j'ai connus au pinacle, et dont on ne parle plus que comme d'une curiosité propre à caractériser une époque qui semble déjà perdue dans la nuit des temps.

Certain de mon admission à la Société des gens de lettres, j'adressai ma demande au comité la veille de mon départ pour Privas. La réponse m'arriva quelques semaines plus tard, à *l'Echo de l'Ardèche*, m'annonçant que j'avais été admis comme sociétaire le 30 janvier 1860. Cette date fait de moi aujourd'hui d'une manière irréfragable le doyen de présence de la Société. Il est assez piquant que ce titre m'ait été contesté dans les circonstances que voici. Il y avait huit ans que j'étais sociétaire, lorsque, en 1868, au mois de février, à la suite de je ne sais quel incident totalement effacé de ma mémoire aujourd'hui, je don-

nai ma démission. Ce fut un coup de tête — je ne suis pas du Midi pour rien, — dont la cause ne devait pas être bien grave puisque au mois de novembre de la même année, le comité, sur ma demande, vota à l'unanimité ma réintégration sans exiger un nouveau parrainage ni le versement de l'allocation d'entrée à laquelle est soumis tout sociétaire. Il donnait ainsi à mon absence de huit mois le caractère d'un congé temporaire qui ne m'obligeait à aucune réparation. En tout cas, cette absence ne pouvait effacer de mon dossier les huit années durant lesquelles j'avais déjà fait partie de la Société ; elles me restent acquises et, à la suite de ces explications données par moi dans une assemblée générale, le titre de doyen ne m'a plus été contesté, ce qui m'a valu un jour cette question un peu ironique du pince-sans-rire qu'est parfois mon confrère Alfred Capus : « Ça vous fait-il plaisir d'être doyen? » Mes lecteurs n'attendent pas de moi que je leur confesse ce que j'en pense, et ils me pardonneront d'avoir fait place dans mes souvenirs à ce mince incident de ma vie d'homme de lettres.

CHAPITRE X

A « L'ÉCHO DE L'ARDÈCHE »

Je n'avais pas encore quitté Paris quand se produisit un incident qui, durant quelques semaines, allait faire couler beaucoup d'encre. L'Angleterre venait, dans ses possessions hindoues, de passer par une dure épreuve : la révolte des cipayes. L'insurrection était écrasée, et le vice-roi, pour assurer sa victoire dans les contrées insurgées, avait confisqué des territoires voisins sur lesquels la Grande-Bretagne n'avait aucun droit. Ce fut l'occasion, à la Chambre des communes, d'un débat retentissant qui atteignit jusqu'à la violence. Montalembert, qui se trouvait alors en Angleterre, avait assisté à ces discussions ; elles l'avaient profondément impressionné et il en avait apprécié surtout la grandeur ; il y avait vu un hommage au régime parlementaire.

Peut-être eût-il gardé pour lui ses impressions et, rentré en France, n'eût-il pas songé à les rendre publiques, si Louis Veuillot, dans *l'Univers*, où ce qui venait de se passer à la Chambre des communes était considéré « comme une farce, une de ces farces comme on en trouve beaucoup

dans l'histoire des assemblées délibérantes », ne l'avait décidé à répondre, ce qu'il fit dans un article que publia *le Correspondant*, le 25 octobre 1858, les membres du conseil de rédaction étant d'avis que, quoique dangereux, il devait être publié. Le résultat ne se fit pas attendre et Montalembert, ainsi que le gérant du *Correspondant*, furent traduits devant le tribunal correctionnel pour délit de presse. Il était visible que le gouvernement avait voulu effrayer l'opposition et empêcher que de telles attaques se renouvelassent.

Le 24 novembre, les inculpés comparurent devant la sixième chambre du tribunal de la Seine, à laquelle étaient déférés tous les procès de presse, et dont, quelques années plus tard, lorsque Berryer venait d'être élu au Corps législatif, je l'ai entendu dénoncer les complaisances et constater que tous les magistrats qui avaient passé par cette chambre étaient l'objet d'un rapide avancement ; affirmation audacieuse mais juste qui, dans la bouche de l'illustre orateur, fut comme le dernier rugissement d'un lion devenu vieux.

J'étais encore trop ignoré et trop obscur pour prétendre à une place de faveur dans l'auditoire où une élite intellectuelle s'était donné rendez-vous, pour assister à ce procès. C'est perdu dans la foule, dans un coin de la salle d'où j'entendais sans voir, que je pus suivre ces débats retentis-

sants. Quand j'entrai, ils étaient déjà commencés. L'interrogatoire avait eu lieu ; l'avocat Dufaure, dont la voix nasillarde est encore dans mon oreille, avait la parole. Berryer avait déjà parlé et son confrère achevait de détruire la thèse monstrueuse de l'accusation. Quand il eut fini, l'audience fut suspendue ; les juges se retirèrent pour délibérer. Ils revinrent au bout d'une heure et Montalembert s'entendit condamner à six mois de prison et trois mille francs d'amende, c'est-à-dire au maximum de la peine, et, par un rappel de la loi des suspects de 1848, rendu passible d'expulsion ou de déportation en Algérie. Mais, ce qui était plus grave encore, c'est que les considérants de la sentence étaient injurieux ; c'était plus que l'empereur n'avait voulu.

L'indignation fut générale et se manifesta en France et à l'étranger d'une manière si vive que Napoléon III, à l'occasion du 2 Décembre, fit grâce à Montalembert de la peine prononcée contre lui. Mais celui-ci protesta contre cet acte par lequel le souverain dépassait ses pouvoirs. Montalembert, en effet, avait déjà interjeté appel. L'affaire allait revenir devant la Cour et il n'était au pouvoir de personne d'annuler cet appel à une juridiction supérieure. Le procès recommença donc quelques jours plus tard, le 21 décembre, et de nouveau l'éloquence des avocats se donna librement carrière. La décision des juges s'inspira cette fois, non de plus de justice, car tout dans cette

action judiciaire était illégal, mais de plus de modération et du désir de ne pas offenser personnellement un homme dont les talents honoraient la France.

L'arrêt de la Cour tel qu'il fut rendu était une victoire pour le condamné et acheva de convaincre l'empereur que la grande majorité de l'opinion dans cette circonstance trouvait que ce procès avait été à la fois une maladresse et une iniquité. Le 28 décembre, exerçant son droit de grâce, il libéra Montalembert de la condamnation prononcée contre lui et cette fois celui-ci ne put que se soumettre.

Je manquerais de franchise si je n'avouais pas que, quelles que fussent les raisons qui m'avaient décidé à me rallier au seul régime qui, dans l'état des partis d'opposition, semblait le seul viable, je fus plus malheureux, à la suite de cette affaire, d'avoir dû prendre cette décision ou, pour mieux dire, d'avoir été contraint de déserter le parti des derniers défenseurs de la liberté. J'avais cependant, je le répète, une excuse : j'étais convaincu que la liberté n'était que suspendue et que, fatalement, ses plus ardents ennemis seraient obligés d'y revenir.

Devenu rédacteur en chef de *l'Echo de l'Ardèche*, j'arrivai à Privas au mois de décembre. Le voyage avait été long et difficile. Le chemin de fer n'existait pas encore sur la rive droite du Rhône ; on le quittait à Loriol sur la rive gauche

de la Drôme et, à partir de là, il fallait avoir recours à la diligence, véhicule fort peu confortable où, à certains jours, les voyageurs étaient en quelque sorte empilés les uns sur les autres. Pour gagner le chef-lieu de l'Ardèche, il fallait plusieurs heures à travers la montagne ; les routes, dans cette saison, étaient couvertes de neige. J'avais vu l'aristocratique Touraine et l'élégante ville de Blois. Ce que je voyais maintenant ne me permettait pas d'espérer que la contrée où je m'aventurais m'offrirait les mêmes distractions et les mêmes agréments que le chef-lieu du Loir-et-Cher. La diligence, à travers ces chemins neigeux et cahoteux, avançait lentement par ces montées rudes, où à tout instant les chevaux glissaient. Enfin, nous arrivâmes et l'équipage s'arrêta à la porte d'un petit hôtel, le meilleur de la ville où ma chambre était retenue.

Sur le seuil se tenait un jeune homme couvert d'un lourd manteau, coiffé d'une casquette en fourrure et chaussé d'énormes sabots où ses pieds s'enfonçaient dans la paille. Il se présenta à moi comme chef du cabinet du préfet, lequel me faisait prier de venir dîner sans cérémonie à la préfecture. Ce préfet, dans l'intimité duquel j'allais vivre durant plusieurs mois, se nommait Charles Géry. Protégé du prince Napoléon, qui le fit nommer plus tard préfet de la Corse, il avait pâti des coups de tête et des bouderies du prince, et ce maussade poste de l'Ardèche était le seul profit

qu'il eût tiré de la protection du cousin de l'empereur. Pour un Parisien comme lui, élégant, mondain, distingué, la déception était profonde, et d'autant plus cruelle qu'ayant perdu sa femme l'année précédente il se serait trouvé réduit à la plus grande solitude s'il n'avait eu deux enfants pour égayer un peu sa maison.

Son invitation ne m'étonna pas ; je m'y attendais, car je lui avais été chaudement recommandé de Paris. Son accueil fut celui d'un homme du monde qui tient son convive en haute estime. C'était pour me rassurer sur le sort qui allait être le mien, et qui n'eût pas été tolérable si mon mariage, décidé pour l'année suivante, n'eût donné le plus grand prix au voisinage de Nîmes. A ce dîner n'assistaient que les enfants, deux petits êtres délicieux qui semblaient conspirer pour charmer la solitude de leur père, leur vieille institutrice et Marie Lefebvre, son chef de cabinet, qui était venu me recevoir à ma descente de voiture. Une surprise m'était réservée : après l'échange de quelques propos courtois, je découvris que le préfet et son chef de cabinet étaient poètes. Ils me récitèrent des vers, et moi-même je leur donnai quelques échantillons des inspirations de ma Muse. La soirée fut charmante et se renouvela fréquemment pendant la durée de mon séjour.

Chez l'imprimeur, propriétaire du journal que j'allais diriger, l'accueil ne fut pas moins bienveillant, mais entre les deux milieux la différence était

grande et quelque souvenir que je garde de ces heures lointaines, souvenir qui a laissé dans mon cœur beaucoup de gratitude, je dois confesser que j'attachais plus de prix à mes soirées à la préfecture qu'à celles où le propriétaire de *l'Echo de l'Ardèche* me recevait dans sa famille.

Mon existence fut rapidement organisée. Je décidai de rester à l'hôtel et d'y prendre mes repas en compagnie de Marie Lefebvre et des deux substituts du procureur impérial, dont l'un était mon compatriote et mon parent. Dans ce milieu de magistrats, j'avais tous les échos du monde judiciaire de cette petite ville et je recueillais tous les potins du Palais. Ce fut encore un avantage d'où plus tard j'ai tiré profit pour plaider, dans la presse parisienne, la nécessité de la réforme du code d'instruction criminelle, qui fut réalisée ultérieurement sous la haute direction du juge d'instruction Adolphe Guillot, juriste remarquable, qui a grandement honoré la profession et, dans ces circonstances, fut mon inspirateur.

Peu de temps après mon arrivée eut lieu la session annuelle des assises ; c'était un conseiller de la Cour de Nîmes qui, depuis plusieurs années, venait la présider. Je n'en perdis pas un épisode, le président m'ayant autorisé à assister aux huis clos, et c'est là que je pus constater combien les intérêts des accusés étaient mal défendus. Ce président, très brave homme, avait hérité des anciens préjugés de la magistrature. Pour lui,

tout homme traduit aux assises était un coupable, et, avant même que les preuves de sa culpabilité eussent été établies, il le traitait comme tel.

Quant à la politique que j'étais chargé de défendre, elle ne me contraignit jamais à des déclarations trop contraires aux opinions dans lesquelles j'avais été élevé ; dans ce pays un peu perdu et comme au bout du monde, elle laissait indifférente cette population de montagnards. Qu'on leur assurât l'ordre et qu'on facilitât leurs affaires en vue de leur prospérité, ils ne demandaient rien de plus et ne s'intéressaient guère qu'aux questions locales.

Pendant ce séjour à Privas, qui dura plusieurs mois, je n'eus qu'à me louer de toutes les personnes avec qui je fus en rapports et la bonne grâce de Charles Géry contribua à me faire une existence très douce. Quand vint la belle saison, et devant la beauté de ce pays où la nature semblait avoir voulu rassembler les sites agrestes, les sommets majestueux, les bois de châtaigniers, les vastes solitudes et tout ce qui donne à la campagne le charme le plus reposant, j'en arrivai à me demander si la sagesse ne me commandait pas de fixer là ma tente, d'y rester une fois marié et d'y voir grandir mes enfants, si le ciel me donnait une famille, dans un air plus salubre que celui de Paris. Paul Deltuf, qui se débattait dans la capitale contre les difficultés de la vie littéraire, m'écrivait : « Ne revenez pas ici, mon cher ami.

Qu'y feriez-vous?... Vous êtes bien mieux là où vous êtes, je vous envie d'y être et pour un rien j'irais vous y rejoindre. »

Mais si je pouvais être enclin à suivre ces conseils quand, sur la splendeur des champs et des cimes boisées, brillait le soleil, il n'en serait plus de même au retour de l'hiver. J'avais refusé d'aller à Saint-Denis-de-la-Réunion pour ne pas quitter la France, je pris la résolution de quitter Privas le plus tôt possible et de ne pas abandonner Paris. Au printemps, ma décision était prise, et peut-être le fut-elle plus vite que je n'aurais cru par la présence inattendue d'un homme avec qui je me liai en quelques jours. C'était le lieutenant-colonel Alfred Bocher, arrivé à Privas pour représenter l'autorité militaire dans le conseil de revision.

Il était le frère cadet de cet inoubliable Édouard Bocher, membre de l'Assemblée nationale de 1871, l'un des chefs du centre droit et, en même temps que l'ami dévoué des princes d'Orléans, l'une des plus précieuses parures de la société parisienne. Son frère Alfred, plus jeune que lui, avait à peine quarante ans lors de notre première rencontre. Il avait embrassé la carrière dans laquelle il devait faire un brillant chemin, et devenir général de division. Il y avait débuté en sortant de Saint-Cyr comme sous-lieutenant aux chasseurs à pied, désignés alors sous le nom de chasseurs d'Orléans; le 10e bataillon, dont il faisait partie, était com-

mandé par le futur maréchal de France Mac-Mahon ; il combattait en Afrique contre les Arabes, aux confins du Maroc : le jeune sous-lieutenant y fut blessé. Son commandant voulut lui-même rassurer la famille : « Je veux me hâter, écrivait-il au père, de vous ôter toute espèce d'inquiétude. Les docteurs qui ont vu la plaie de monsieur votre fils m'ont assuré qu'elle n'avait aucune espèce de gravité. Ce sera l'affaire de trois semaines avant qu'il puisse reprendre son service habituel. » Mais ce qui valait mieux encore que ces nouvelles rassurantes, c'est la suite de cette lettre et l'éloge que faisait le commandant de Mac-Mahon de la conduite de son subordonné : « Il s'est toujours bien montré et, dans trois affaires où il s'est trouvé depuis son arrivée en Afrique, il a su se faire remarquer par son élan, sa bravoure et j'ajouterai même son sang-froid. J'ai été heureux de pouvoir le signaler à l'inspection comme un officier distingué et comme un méritant. »

Cet hommage du chef au sous-lieutenant Bocher était une prédiction qui, dans les années suivantes, s'étaient réalisées. Lorsque Alfred Bocher arrivait à Privas comme lieutenant-colonel, pour faire partie du conseil de revision que présidait le préfet, il pouvait se flatter de devoir tout à ses mérites et rien à la faveur. Sa mine charmante, son esprit, ses habitudes mondaines, son élégance native eurent vite fait de lui conquérir toutes les sympathies du milieu dans lequel la mission dont

il était investi venait de le jeter. Ce fut une bonne fortune pour moi d'exciter sa bienveillance et de mériter qu'il s'intéressât au jeune débutant de lettres venu de Paris, et pour qui ce séjour à Privas ne pouvait être qu'un exil momentané.

Cette tournée de revision ramenait presque chaque soir le conseil à Privas. On dînait chez le préfet et j'étais toujours de ces agapes. Je fus vite en confidence avec le lieutenant-colonel. Ayant eu l'occasion d'exprimer devant lui le vague désir de me fixer dans le pays où le destin m'avait conduit et qui me rapprochait du berceau de ma famille, il protesta comme s'il eût entendu une énormité et, avec un extraordinaire brio, il me vanta les avantages de ma rentrée à Paris où, m'affirma-t-il, un brillant avenir m'attendait. Je le revis quelques années plus tard et il se félicita de m'avoir détourné d'un dessein si contraire à mes intérêts.

Il n'était pas le seul qui m'en eût détourné ; Charles Géry était du même avis et s'occupait activement pour lui-même de sortir de cet exil. Tout changerait bien pour moi quand il ne serait plus là, et cette pensée me fit considérer mon prochain départ comme une nécessité. J'avais maintenant acquis une expérience professionnelle propre à me donner confiance ; la Société des gens de lettres, je l'ai dit, m'avait ouvert ses rangs, mon nom figurait déjà sur deux catalogues d'éditeurs et je recevais tous les jours des encouragements

à rentrer à Paris. Je dois rappeler en passant que le propriétaire de *l'Echo de l'Ardèche* se dépensa en efforts pour me retenir et n'y renonça qu'à regret.

Cependant, je ne voulais pas quitter le pays sans faire un pèlerinage à la maison de mes grands-parents maternels. C'est une gentilhommière dans les environs d'Aubenas ; elle est dans notre famille depuis 1640, et la descendance des premiers propriétaires y habite encore. Je vécus durant plusieurs jours dans cette atmosphère où tout me parlait d'un passé et d'ancêtres que je n'avais pas connus et qui ont donné les plus nobles exemples de la fidélité au devoir.

Peu de temps avant que j'eusse décidé de rentrer à Paris, mon frère, au retour d'un voyage qu'il avait fait à Nîmes pour embrasser nos parents, était venu me voir. Sa présence n'avait pas peu contribué à me confirmer dans ma résolution de mettre fin à mon exil et d'aller de nouveau tenter la fortune dans le monde littéraire. Depuis que nous nous étions séparés, elle lui avait souri en des conditions inespérées. Mis par le hasard en présence du duc de Morny, président du Corps législatif, celui-ci l'avait fixé auprès de lui en qualité de secrétaire particulier, procédé de bienveillance digne du grand seigneur qu'il était et qui avait eu pour but d'assurer au jeune poète des moyens d'existence qui lui permettraient d'utiliser les ressources de sa plume sans l'obligation pour lui d'en faire un gagne-pain.

Bien qu'il n'eût que des raisons d'être heureux, je fus péniblement impressionné par son état moral, constaté par notre mère durant le séjour qu'il venait de faire auprès d'elle, et dont elle s'était inquiétée. J'écrivais à ma fiancée, ma confidente de tous les jours :

Comme tu l'as bien pensé, j'ai eu un grand bonheur à revoir Alphonse, et les quelques jours que nous passons ensemble sont exquis. Je ne sais ce qu'ils dureront ; il n'a rien fixé quant à la date de son départ. En attendant, il travaille et, en dehors de son travail, nous avons des conversations qui nous font du bien à l'un et à l'autre. Seulement, tu te méprends bien étrangement quant à l'influence que je puis exercer sur lui ; mon influence en ce qui touche les choses usuelles de la vie est à peine bonne : comment le serait celle qui touche à des affaires de tempérament? Alphonse est une nature très rêveuse, excessivement délicate et, de plus que moi, très portée à vivre en dehors des voies ordinaires. C'est un poète païen dans toute l'acception du mot, un charmant païen, mais il l'est. Au nom de quoi veux-tu que je lui demande de renoncer à telle ou telle jouissance? Il faut laisser la nature faire son œuvre en lui jusqu'au jour où Dieu mettra la main à l'ouvrage.

Alphonse est beau, trop beau même, il a de l'esprit, du génie. Que faut-il de plus pour lui assurer tous les succès? Il les a, il en jouit à sa manière ; mais quel vide se fait en lui, lorsque la nature rêveuse reprend le dessus ; le poète d'hier, si brillant, est plongé dans des réflexions douloureuses. C'est l'histoire de tous les génies ; il a l'âme malade et surtout le cœur. Ce qui l'a blessé, c'est le doute, et ce qui lui a donné le doute, c'est surtout les femmes. Un jour, je l'espère, une autre femme viendra qui fera refleurir dans cette riche intelligence la croyance éteinte et réparera le mal. Sois convaincue que sous ce masque gai, joli, fin, spirituel, il y a des pensées à troubler le monde. Le génie est un rude fardeau, voilà ce qu'il faut com-

prendre ; et puis il y a des fleurs qui ont besoin de tel ou tel climat pour vivre : Alphonse est de celles-là.

C'est vers le même temps que je reçus, d'Alençon, avant mon départ de Privas, une lettre de Poulet-Malassis. C'est la seconde qu'il m'écrivait et ce fut la dernière ; elle constitue un véritable chapitre de l'histoire littéraire de 1860 :

Mon cher ami,

Vous êtes à ce que je vois chez les Sarmates, mais comme votre exil n'a pas les mêmes causes que celui d'Ovide, sans doute il sera beaucoup moins long, vous reverrez Rome que vous n'avez pas emportée avec vous. En attendant, vous ne pouvez ne rien faire pour occuper votre vie de province. Je ne sais ce que je deviendrais ici si je n'étais accablé de travail, de tourments, harcelé de besognes bonnes et mauvaises, enfin toujours en coup de vent. Je travaille comme un manouvrier et je m'ensevelis le soir dans un sommeil de plomb jusqu'à cinq heures du matin où je me remets à la meule. Faites-en autant ou vous rentrerez comme un jeune poitrinaire. La province, c'est la malaria de la volonté et de l'esprit. Il faut résister à son air léthargique par un travail absorbant et un mépris complet de l'opinion. La dernière de ces conditions n'est pas la plus difficile à remplir.

Après cette sortie contre la vie de province, il me faisait part du mouvement de sa librairie, de ses projets d'éditeur et du commencement de leur réalisation. A ce moment, — c'était peu de temps après la mort d'Alfred de Musset, — le public avait pris parti dans le différend auquel donnait lieu le souvenir de l'orageuse liaison du poète avec George Sand. Celle-ci avait aggravé la que-

relle en publiant un volume intitulé : *Elle et Lui*. Paul de Musset avait pris la défense de son frère dans *Lui et Elle* et Louise Colet s'était jetée dans le débat avec *Eux*. Un jeune écrivain connu surtout par des travaux d'érudition sur le dix-huitième siècle, M. de Lescure, avait — dans un pamphlet nerveux et pénétrant — présenté sous ce titre : *Eux et Elles*, une critique railleuse à l'emporte-pièce des trois volumes précédents. Poulet-Malassis était l'éditeur de cet ouvrage :

Nous sommes à la deuxième édition, m'écrivait-il, et elle s'écoule assez rapidement pour mener une troisième. Je crois que vous connaissez l'auteur. Il est fort de mes amis. Je constate de plus en plus que la vie n'est absolument douce et les relations tout à fait charmantes qu'avec les gens bien élevés qui ne pensent pas comme nous. Je l'attends à Alençon ces jours-ci et nous allons battre le fer de sa réputation pendant qu'il est chaud avec un autre petit livre, *Trompette*.

Je viens d'en publier un de Baudelaire : *les Paradis artificiels, Opium et haschish*. C'est une étude très curieuse des effets de ces excitants, écrite comme on pouvait l'attendre du traducteur d'Edgard Poë. Cela a paru il y a huit jours seulement. Je n'en ai encore aucune nouvelle comme effet.

Je suis aussi en affaire avec Philoxène Boyer et même une grosse affaire. Il ne s'agit de rien moins que de la traduction du livre de Carlyle sur *la Révolution française*, énorme besogne dont tout le monde a essayé de le détourner tant elle paraît impossible, même à ceux qui savent le mieux la langue anglaise et qui seraient les plus aptes par la nature de leur esprit à comprendre et à traduire cet auteur. Mais Boyer est un brave ; il part d'un élan magnifique et s'il va ainsi jusqu'au bout, il aura rendu un vrai service à nos historiens futurs.

A cette nomenclature de ses publications, Poulet-Malassis aurait pu en ajouter beaucoup d'autres, car il a mis au jour des livres longtemps interdits ou qui n'avaient été édités qu'avec des suppressions, entre autres, les *Mémoires de Lauzun*, en les rétablissant dans leur intégralité avec leurs infâmes mensonges sur Marie-Antoinette, et les fameuses *Philippiques* de Lagrange-Chancel contre le Régent, commentées par Lescure.

Peu à peu et à la suite de démêlés assez obscurs avec la justice qui le poursuivait pour ses publications, il disparut de la scène. Il avait transporté son commerce à Bruxelles. Je l'y rencontrai pendant la guerre en 1871, mais je ne fis que l'entrevoir. Il est mort en 1878.

Dans les fonctions qu'il avait acceptées, mon frère pouvait assurément m'être utile en saisissant l'occasion d'utiliser à mon profit l'influence de son éminent patron. Bientôt après que j'eus quitté Privas, l'occasion que nous cherchions se présenta.

Le gouvernement impérial préparait les grandes réformes qui reçurent leur application au commencement de 1861 : aux termes d'un décret en date du 21 novembre, une liberté relative allait être rendue aux Chambres. M. de Morny, comme président du Corps législatif, s'occupait d'augmenter le personnel des secrétaires chargés de la rédaction du compte-rendu des débats. Il y avait deux emplois à donner. Pour l'un, il avait

déjà fait choix de Ludovic Halévy, qui préludait, par de modestes essais, à sa carrière d'auteur dramatique ; mon frère me proposa pour l'autre et me fit accepter, au moment où, sans attendre qu'il m'appelât, je venais d'arriver, poussé par le pressentiment de ma bonne fortune.

CHAPITRE XI

MA GALERIE DES BUSTES

Me voici maintenant au seuil d'une vie nouvelle. Je vais connaître d'autres milieux, voir se multiplier mes relations et, en un mot, par un bond aussi prodigieux qu'inespéré, faire peau neuve, entrer de plain-pied dans les coulisses politiques et littéraires de mon temps. Avant de les ouvrir à mes lecteurs, je voudrais leur présenter les principaux des personnages que j'allais y rencontrer ou y retrouver. Les uns deviendront les compagnons de ma vie ; les autres ne feront qu'y passer. Mais les uns et les autres ont constitué mes premières rencontres sensationnelles, celles dont ma mémoire a conservé le plus vivant souvenir et ils ont leur place dans ce que j'appelle ma galerie des bustes où figurent déjà tant de personnages que les quatre années antérieures avaient mêlés à ma vie.

C'est par Villemessant que je commencerai. Une grande partie de ma vie de journaliste s'est passée dans la maison qu'il avait fondée et dont les rédacteurs, pour la plupart, n'ont pas eu à se plaindre du séjour qu'ils y ont fait. Mais tant

qu'il la dirigea, nos relations, contrariées par les circonstances, furent assez espacées et n'eurent d'autre résultat que la publication dans le journal de deux romans : *la Vénus de Gordes*, en collaboration avec Adolphe Belot, et *la Succession Chavanet*. C'est seulement après sa mort, sous la direction de Frencis Magnard, que *le Figaro* me fut largement ouvert et que ma collaboration se développa pour se continuer jusqu'à ce jour de façon à faire de moi un des doyens de la rédaction.

Lorsque, à Blois, je connus Villemessant, les écrivains lui devaient une grande reconnaissance pour son application à relever le prix de leur copie, à le mesurer à la valeur qu'il leur attribuait et au talent dont ils faisaient preuve. Il imitait en cela l'exemple des journaux anglais, tandis qu'au contraire, Girardin justifiant ses tendances par ce fait que, comme il le disait, il était le seul ténor de sa feuille, avait réduit ses collaborateurs à la portion congrue. Dans les milieux spéciaux, on le désignait sous le nom de « Monsieur trois sous la ligne », car le traitement qu'il imposait à ses collaborateurs dépassait rarement ce prix.

D'habitude, Villemessant ne liardait pas avec les siens. Souvent même, il leur faisait des surprises. Voici à cet égard un trait singulièrement significatif sur sa manière de procéder quand il s'agissait de les encourager.

Ce trait date de l'époque où, son journal étant devenu quotidien, il avait pris comme associé

Dumont, qui dirigea plus tard *Gil-Blas*, et avec qui il cessa bientôt de s'entendre. Leur mésintelligence était déjà visible. Un jour où avait paru dans le journal un article d'Albert Wolff, celui-ci étant entré dans la salle de rédaction, le patron lui dit : « Vous avez fait un bien bon article aujourd'hui, j'ai dit à Legendre — c'était le caissier, le petit père Legendre — de vous donner cent francs de plus que d'habitude. »

Dumont était là et, se redressant : « Mais, Villemessant, vous n'y pensez pas ! » Villemessant s'abstint de lui répondre ; il continua en parlant à Wolff : « Legendre vous donnera deux cents francs. » Et comme Dumont essayait de protester : « N'ajoutez pas un mot, lui cria-t-il, ou je lui f... mille francs !... » Albert Wolff regretta que Dumont n'eût pas insisté...

Villemessant n'était pas toujours aussi agréable pour ses collaborateurs, ainsi qu'on pourra le constater quand je rappellerai la fondation, en 1876, de *l'Estafette*, journal du soir dont il avait eu le premier l'idée et m'avait confié la direction politique. Son impulsivité s'y révéla à mes dépens.

Au reste, ce n'était pas la première preuve qu'il en donnait. Voici un épisode qui démontre sa facilité à obéir à ses inspirations sans en envisager les conséquences.

C'était à l'apogée du retentissant succès du *Figaro* et de la toute-puissance de son directeur. Il n'était alors question que d'un meurtre accom-

pli dans des circonstances mystérieuses et qui surexcitait l'opinion, un assassinat commis en wagon sur la personne d'un magistrat. La police recherchait de tous côtés l'assassin présumé, un nommé Jud, mais ne le trouvait pas, si bien que l'on s'était accoutumé à penser qu'elle ne voulait pas le trouver, en raison même des causes du meurtre, lesquelles, affirmait-on, devaient, pour l'honneur de la victime, rester cachées.

Le duc de Morny était alors le plus haut personnage de l'Empire et le plus influent ; personne n'ignorait qu'il était le fils du comte de Flahaut et de la reine Hortense et, par conséquent, le frère de Napoléon III. L'eût-on ignoré que lui-même l'eût fait savoir, car il se plaisait à se prévaloir de ce lien familial et, peut-être, lorsqu'il en parlait, n'usait-il pas toujours — c'est du moins ce qu'on lui reprochait — de toute la discrétion, la retenue et la prudence que commandait une situation anormale. Il est de notoriété publique qu'un incident se produisit où l'empereur s'impatienta d'un langage dans lequel il voyait une atteinte à l'honneur de sa mère. Néanmoins, comme il aimait ce frère qui, maintes fois, lui avait prouvé son dévouement, il ne voulut pas lui faire part de son impatience, et c'est l'impératrice qu'il chargea de la commission. Elle s'en acquitta avec toute l'habileté nécessaire pour que Morny ne s'offensât pas du désir qui lui était exprimé et, grâce à elle, l'incident s'apaisa sans laisser de

traces. L'influence de Morny ne fut pas atteinte ; on continua à le considérer non seulement comme l'inspirateur des grandes mesures politiques, mais encore comme le protecteur des grandes mesures financières. C'était presque un lieu commun de dire que, lorsqu'il entrait dans une affaire, le succès en était assuré parce qu'il y apportait l'appui du gouvernement. Aussi, quand il était question de quelque entreprise importante, les inventeurs et leurs associés — désireux de la faire aboutir — répétaient à tout venant : « Morny est dans l'affaire. » Ils usaient et abusaient de ce mode de recommandation, souvent même à l'insu de Morny, qui ne savait pas toujours quel usage on faisait de son nom.

Une nuit, au bal de l'Opéra, dans une loge où se trouvait Augustine Brohan, la malicieuse et spirituelle sociétaire du Théâtre-Français, quelqu'un ayant mis l'entretien sur l'impuissance de la police à retrouver Jud, la comédienne s'écria, en manière de plaisanterie : « On ne le retrouvera pas, Morny est dans l'affaire. » Le mot était drôle, mais non destiné à sortir du cercle intime dans lequel il avait été prononcé. Malheureusement, quelqu'un le répéta à Villemessant qui en rit aux larmes. Le directeur du *Figaro* ne sut jamais résister au désir de répéter dans son journal une drôlerie ; les considérations les plus graves, les convenances les plus respectables disparaissaient à ses yeux devant la nécessité d'amuser ses lecteurs. Il vou-

lut leur raconter le trait qui l'avait diverti. En vain, on s'efforça, autour de lui, de lui faire comprendre combien il était périlleux de les égayer aux dépens de la plus puissante personnalité de la cause impériale. Il resta sourd à tous les conseils, persista dans son idée et l'anecdote eut les honneurs de la publicité.

Mais, dès le même jour, les conséquences de cet acte de légèreté éclatèrent. Au premier de ses secrétaires qui entra le matin dans sa chambre, le duc de Morny dit, d'un ton irrité, en lui montrant qu'il avait déjà lu : « Enlevez-moi cette ordure. » Et il ajouta qu'il allait provoquer, contre la feuille mondaine, une répression sévère. La presse vivait alors sous l'empire de lois arbitraires, sous le régime du bon plaisir. La menace arrachée à un mouvement de colère pouvait être suivie d'effet. Pour en prévenir l'exécution, le secrétaire courut chez Villemessant, qui maintenant ne riait plus, et l'engagea à aller présenter lui-même ses excuses à Morny. Villemessant y alla. Et c'est ici qu'apparaissent le sang-froid et l'esprit dont il a donné dans sa vie tant de preuves. En se présentant au président du Corps législatif, il se composa un visage joyeux et dit gaiement : « Quand j'ai appris que Votre Excellence désirait me voir, j'ai pensé qu'Elle voulait me nommer chevalier de la Légion d'honneur. » M. de Morny ne put se défendre de rire et fut désarmé. *Le Figaro* était sauvé.

En une autre circonstance, la gaminerie de Villemessant avait mis son journal en fâcheuse posture et en péril de mort ; c'est grâce à son ingéniosité qu'il put en opérer le sauvetage en faisant déposer une pétition sur le berceau du prince impérial. Elle fut mise sous les yeux de l'empereur, et *le Figaro* échappa au destin rigoureux qui le menaçait.

Après Villemessant, voici Girardin.

Quelques années après la mort de sa première femme, durant un séjour qu'il faisait dans une station balnéaire d'Allemagne, il y rencontra une jeune personne élégante, distinguée et d'une rare beauté. Elle appartenait à une famille de l'aristocratie cosmopolite. Ne s'étant pas mariée, elle vivait avec sa mère qui, dans le monde où elles s'efforçaient de faire brillante figure, la chaperonnait. Girardin fut séduit et le charme opéra sur lui avec une soudaineté qui ne lui permit pas de se rendre compte du péril que pouvait offrir à un barbon de son âge une alliance avec une jeune femme belle, mais sans dot, entourée d'une cour d'admirateurs, parmi lesquels elle cherchait un mari sans le trouver. Girardin était l'homme des résolutions promptes. Il l'avait maintes fois prouvé et notamment lorsque, à peine majeur, il allait trouver son père naturel, le marquis de Girardin, le sommer de le reconnaître ou tout au moins de l'autoriser à porter son nom. Il épousa donc la sirène en lui assurant un sort qui la dédom-

mageait de s'être donnée en pleine jeunesse et en pleine beauté à un vieux mari. Il l'installa dans le superbe hôtel qu'il habitait, près de l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

Les premiers temps du mariage furent heureux. La naissance d'une fille ne tarda pas à embellir le foyer. Mais l'enfant mourut prématurément. A cette occasion, la situation que s'était faite Mme de Girardin lui valut des sympathies qui traduisaient la compassion qu'excitait son malheur. Pendant la maladie de l'enfant, on avait vu l'impératrice s'asseoir à son chevet, lui prodiguer ses soins et recevoir son dernier soupir.

Ce fut la fin de ce qu'on pouvait appeler la période heureuse de la vie des époux. Bientôt après, le mari et la femme, quoique vivant sous le même toit, étaient virtuellement séparés. En apparence, rien n'était changé dans les relations conjugales ; en réalité, elles n'existaient plus. Girardin avait pris son parti de cette rupture et continuant à tenir ses salons ouverts, il laissait à sa femme toute la liberté compatible avec les convenances.

Pour montrer ce que fut alors la vie commune dans le palais de la rue Pauquet, je dois rappeler un fait qui a été raconté devant moi par Girardin lui-même. Au déclin du jour, il remontait pédestrement l'avenue des Champs-Élysées pour rentrer chez lui où il offrait à dîner à quelques-uns des admirateurs de sa femme. A la hauteur

de la rue Marbeuf, il aperçut de loin, venant à sa rencontre, Alphonse de Lamartine. L'illustre poète, à qui la Ville de Paris avait offert une villa au bois de Boulogne, souffrait déjà de la misère qui l'a suivi jusqu'à sa mort. Ses vêtements en portaient la trace et c'était pitié de constater leur usure, sa redingote râpée et le peu de soin qu'il prenait de sa personne. Girardin l'arrêta avec la déférence qu'un homme comme lui ne pouvait pas ne pas professer pour un écrivain de génie. Il l'interrogea :

— Où allez-vous à cette heure, cher maître?...

— Ma femme est absente, ma marmite est renversée et je vais dîner au restaurant.

— Ah ! mais non, vous allez venir dîner chez moi ; nous avons ce soir quelques amis qui seront enchantés de l'honneur que vous leur ferez.

Lamartine commença par refuser ; il n'était pas habillé et n'avait plus le temps d'aller changer de toilette. Girardin insista :

— Ça ne fait rien, je vous excuserai.

Lamartine se laissa convaincre et, quelques instants après, les deux amis entraient dans les salons où les convives étaient déjà réunis.

— Ma chère amie, dit Girardin à sa femme, je vous amène M. de Lamartine, qui veut bien nous faire le grand plaisir de dîner avec nous.

Mme de Girardin, hautaine, et subitement renfrognée, s'inclina avec mauvaise grâce et se tournant vers un groupe de jeunes gens dont l'élé-

gance faisait un singulier contraste avec la tenue négligée du poète, murmura à voix basse : « Je vous demande pardon, messieurs, mon mari ne m'avait pas prévenue. »

Il est probable que Lamartine n'entendit pas cette phrase désobligeante, car rien dans son attitude ne marqua qu'elle l'avait offensée, mais elle vint aux oreilles de Girardin. Il contint à grand' peine son indignation, tout en se promettant de ne pas perdre l'occasion de la manifester. On passa à table où, pendant le repas, Lamartine, assis à la droite de la maîtresse du logis, fut si brillant dans sa conversation qu'en rentrant au salon, certains convives remercièrent l'amphytrion de la bonne fortune qui leur était échue.

Huit jours plus tard, dans la même salle à manger, le prince Napoléon occupait la place que Lamartine avait occupée la semaine précédente. Voilà que Girardin, à travers le surtout de roses dressé entre lui et son invité, l'interpelle et, sans désigner sa femme, raconte à haute voix ce qui s'était passé avec Lamartine :

— Que pensez-vous, Monseigneur, de la personne qui a commis cette inconvenance?... fait-il en terminant.

— Mais c'est une grue ! s'écrie le cousin de l'empereur et, se penchant vers sa voisine, gracieux, le sourire aux lèvres, il ajoute : N'est-ce pas, madame?...

Ce piquant épisode n'améliora pas, comme on

peut le penser, les relations des époux ; elles devinrent de plus en plus lamentables. Sur ces entrefaites, éclata la guerre de 1870 ; Girardin envoya sa femme en Angleterre, où elle vécut durant près d'une année. A son retour, ce fut la tempête dans le ménage : l'époux apprenait à l'improviste qu'à Londres, l'épouse avait mis au monde une fille qui avait été faussement déclarée à l'état civil comme fille d'Émile de Girardin : séparation judiciaire, procès en désaveu de paternité, rumeurs scandaleuses furent les suites de cette rupture qui devint dès lors définitive et officielle.

De ses aventures de jeunesse était resté à Girardin un fils dont il avait confié l'éducation à la mère. Il l'appela auprès de lui, le maria et, un héritier étant né au jeune ménage, le foyer de Girardin, menacé de devenir désert, eut une parure consolatrice qui lui fut conservée jusqu'à sa mort.

Mes relations avec lui dataient de mon entrée comme secrétaire-rédacteur au Corps législatif de l'Empire. Pendant de longues années, sa maison me fut ouverte et le jeune homme que j'étais alors y trouva, de sa part, le charme et l'agrément d'une amitié protectrice. De ce temps lointain, rendu plus lointain encore par la multiplicité des événements qui nous en séparent, je garde des souvenirs d'autant plus sûrs qu'ils se lient dans ma mémoire à ceux d'une amie commune chez qui je l'avais connu. Je revois et reverrai toujours la maison

hospitalière et accueillante d'Émile de Girardin, le vaste salon où, sur le fond des tentures rouges en drap de soldat, relevé par quatre gigantesques toiles de Delacroix, éclatait, dans la verdure des plantes exotiques, la blancheur des marbres ; la galerie au long de laquelle se déroulait, jusqu'à mi-hauteur du mur, la bibliothèque surmontée de statuettes, de tableaux de maîtres ; la salle à manger avec ses revêtements mobiles en bois d'acajou où, chaque jour, le déjeuner réunissait une douzaine de convives.

Je revois encore le maître du logis descendant à midi de son cabinet de travail par le monumental escalier, au pied duquel on pouvait admirer une statue en marbre, *Andromède enchaînée*, plus grande que nature. Enveloppé dans une robe de chambre brune, dont les replis en s'ouvrant laissaient voir un pantalon de molleton blanc, Girardin entrait dans le salon, serrait la main à tous ses convives et on passait à table.

Fatigué par le labeur de sa matinée, il écoutait plus qu'il ne parlait, laissant même passer sans y contredire des opinions qu'il ne partageait pas et que souvent il avait réfutées dans l'article qu'il venait d'écrire et d'envoyer à son journal. Mais s'il parlait peu, il faisait son profit de tout, et de ce qu'il entendait, rien d'essentiel ne lui échappait.

La chère exquise, mais dépourvue de toute recherche, témoignait d'une gourmandise excessive :

« Je suis le monsieur de peu de plats », disait-il. Il mangeait légèrement mais avec appétit, tout en picorant des grappes de raisin, étalées en toute saison devant son couvert.

Le trait dominant de sa vie de publiciste a été la vivacité de ses polémiques, l'audace de ses conceptions, l'implacable logique de ses raisonnements, qu'ils fussent fondés ou non, et l'influence qu'il exerça parfois sur l'opinion.

Durant les plus sombres jours de la République de 1848, un article de lui, publié par *la Presse*, transforma en confiance le découragement et les craintes qu'inspirait au pays la révolution menaçante. En 1870, convaincu que la France serait victorieuse de la Prusse, personne plus que lui, quand la guerre eut été déclarée, ne s'en montra le partisan. On se souvient encore de son attitude à cette époque et de la soirée où, à l'Opéra, dominant, de sa voix aiguë, les clameurs de la foule qui exigeait que les artistes chantassent le *Rhin* de Musset, et ceux-ci alléguant qu'ils ne le savaient pas, il s'écriait :

« Il faudra donc plus de temps pour l'apprendre que pour le prendre !... »

Enfin, en 1877, s'étant prononcé contre l'entreprise du 16 Mai, il fut un des généraux les plus ardents et les plus habiles de la bataille mémorable que se livrèrent les républicains et les conservateurs. Son influence contribua si largement à la défaite de ces derniers qu'on peut se demander

si, en combattant de leur côté, il ne leur eût pas assuré la victoire. Il s'en fallut d'ailleurs de bien peu qu'il ne prît les armes en leur faveur. Aimant l'audace et les audacieux, son premier mouvement avait été pour approuver ce qu'on a appelé le coup d'État du maréchal de Mac-Mahon. J'en peux rendre témoignage : je l'ai entendu raconter qu'au début de la crise, il était sans préférence.

J'ajouterai qu'à l'exception de la première Mme de Girardin, aucune des femmes qui ont été mêlées à sa vie ne réussit à modifier ses vues politiques. Sauf une seule qui lui avait voué une amitié passionnée, dont je puis attester le désintéressement et qu'il paya d'ailleurs de la plus touchante réciprocité, toutes, plus ou moins, cherchèrent, mais sans succès, à tirer parti du prestige et du crédit que lui donnait la grande situation qu'il a occupée dans la société de son temps.

Une princesse russe, que de mauvais plaisants avaient surnommée l'Égérie de M. Thiers, s'agita longtemps autour de Girardin pour le rallier à ses opinions sur la politique internationale. Une sémillante Anglaise, mariée à un Français, de qui elle s'était séparée pour être entièrement à un politicien, son compatriote, s'efforça aussi de remplir le même rôle. L'amabilité naturelle de Girardin, son goût pour les jolies femmes, quand elles étaient élégantes et fleuraient bon, purent faire croire à l'une et à l'autre qu'elles avaient mis la main sur lui. Mais quand il avait l'air de faire ce

qu'elles souhaitaient, il ne faisait rien qu'il n'eût fait sans leur intervention, et si l'une d'elles, la Russe ou l'Anglaise, avait eu le mauvais goût de le presser trop vivement, il l'eût galamment éconduite.

J'ai dit plus haut qu'il était l'homme des résolutions promptes, énergiques, radicales. En voici une preuve : en 1865, le prince Napoléon étant allé à Ajaccio pour inaugurer un monument élevé à Napoléon Ier et à ses frères, y prononça un discours où, sous forme d'une attaque virulente contre le pouvoir temporel du pape, la politique générale du gouvernement impérial était très durement critiquée. Le prince était depuis peu vice-président du conseil privé. L'empereur l'avait appelé à ces hautes fonctions pour lui prouver et prouver publiquement qu'il passait l'éponge sur ses incartades antérieures. C'était un témoignage de confiance dont il parut à Napoléon III que son cousin, par son discours, s'était rendu indigne. Il le lui écrivit dans une lettre très dure, où il lui reprochait moins encore ses opinions que sa façon de les rendre publiques, lui signifiant qu'il entendait que désormais régnât dans sa famille une discipline sévère, analogue à celle qu'avait établie dans la sienne et dans son gouvernement l'illustre fondateur de la dynastie napoléonienne.

Cette lettre ne surprit pas le prince Napoléon qui s'y attendait, mais elle fut insérée dans le *Journal officiel* et il s'irrita de cette publicité dont il

rendit responsable le ministre de l'intérieur, marquis de La Valette. Une discussion s'engagea, dans son entourage, sur le point de savoir dans quelle mesure il devait subir cet affront. Les uns conseillaient la soumission ou tout au moins d'éviter tout éclat. Girardin se prononça pour une attitude de protestation, ainsi que l'atteste la lettre suivante qu'il adressait au prince le 29 mai 1865, et qui est publiée pour la première fois :

MON CHER PRINCE,

Tout ce que je conseille me confirme dans ma première impression, combattue par le général Franconnière ; mon avis est qu'en toute circonstance, il faut jouer le jeu, tout le jeu, rien que le jeu. Je crois que le jouant ainsi, le temps finit toujours par faire gagner la partie. Or, voici le jeu : demander à qui de droit l'autorisation de partir pour Prangins. Après l'autorisation obtenue, écrire de Prangins à l'empereur qu'il dispose du Palais-Royal et du palais de Meudon. Ne garder que ce que vous tenez de votre naissance et de l'État. Et voir venir les événements ou la réparation. A vous de cœur.

E. DE GIRARDIN.

Le prince ne poussa pas aussi loin que le lui conseillait son ami l'esprit de sacrifice. Il ne se dessaisit pas des palais qui lui étaient attribués en sa qualité de prince du sang. Il réduisit ostensiblement son train de maison et s'installa à Prangins avec sa femme et ses enfants, en déclarant qu'il y resterait tant que La Valette serait ministre. Du reste, les esprits s'apaisèrent ; l'affaire

n'eut pas de suite. L'empereur finissait toujours par octroyer son pardon à cet indiscipliné.

Pour en revenir à Girardin, on ne saurait méconnaître qu'instinctivement, il tournait toujours les yeux vers le soleil levant et s'enflammait aisément pour les causes et pour les hommes au succès desquels il croyait. Ce n'est pas qu'il méprisât les humbles, les obscurs, les faibles ; il y en avait de nombreux autour de lui, « ses parents pauvres », comme il les appelait, et sa main gauche a toujours ignoré les bienfaits que leur prodiguait sa main droite. Mais il les traitait comme des non-valeurs.

Ce qui ne peut être contesté, c'est qu'il aimait les affaires ; il les aima toujours. A une époque lointaine, un procès retentissant, relatif à une entreprise dite des Mines de Saint-Bérain, avait laissé planer un soupçon sur le rôle qu'il y avait tenu. En 1869, lorsque les négociations entre l'empereur et Émile Ollivier allaient aboutir au ministère du 2 janvier, un quatrain courut sous le manteau qui rappelait méchamment cette aventure :

L'homme de Saint-Bérain, ce marchand de la veille,
Sait changer de comptoir sans changer de métier :
Il vend des terrains à Marseille,
A Compiègne, il vend l'olivier.

L'accusation était sans fondement. Assurément, Girardin souhaitait la formation d'un ministère Ollivier dans lequel il espérait avoir un porte-

feuille. Mais ce n'est pas par des intrigues à la cour qu'il travaillait au succès, c'est par la campagne de plume qu'il poursuivait dans *la Liberté*. Quant à ses ambitions ministérielles, elles n'avaient pas été découragées, et bien qu'Émile Ollivier ne lui eût rien promis, il ne lui pardonna jamais de ne les avoir pas réalisées. J'en trouve la preuve dans la lettre que l'ancien ministre m'écrivait le 21 novembre 1872 de Pollone, petite bourgade des environs de Turin, où il s'était retiré après sa chute :

Mon cher ami,

Je ne m'étonne pas de ce que vous dites de la personne sur laquelle je vous consultais ; je savais que, pendant mon ministère, il avait fait contre moi tout ce que la haine la plus implacable peut conseiller. Il est naturel qu'il persiste dans des sentiments hostiles. il me suffit de ne pas les mériter : le reste est son affaire.

J'ai fait tout ce qu'il est humainement possible pour le faire entrer dans le ministère, ainsi que La Guéronnière ; les obstacles ont été invincibles et cependant, en ce qui concerne celui-ci, l'empereur s'unissait à moi. Si Girardin avait eu le moindre sang-froid, il aurait compris que je ne pouvais à aucun titre l'introduire de force dans un ministère parlementaire et que ce n'était que dans des circonstances extra-parlementaires qu'il pouvait être employé. Ces circonstances sont venues ; est-ce que Thiers l'a fait ministre?... Malgré tout, je n'oublierai jamais l'assistance passionnée qu'il m'a prêtée, quoique la suite m'ait prouvé qu'il m'aidait pour m'exploiter et non par dévouement, je ne dis pas à ma personne, mais à nos idées alors semblables. Je souris quand je pense à la naïveté consciencieuse de ma conduite de 1857 à 1870. Thiers — je le sais — en a beaucoup ri : « Il croit tout ce qu'on lui dit, » a-t-il dit de moi dans son voyage. Je suis bien guéri de ce mal.

Je n'ajouterai rien ici sur Girardin, voulant réserver pour plus tard le récit des incidents qui ont précédé sa ruine, consommée déjà au moment où il est mort et sans qu'il s'en fût douté.

Il est un autre personnage que je me reprocherais de ne pas faire figurer dans ma galerie, c'est une femme : Anne-Marie de Cisterne de Courtiras, par son mariage marquise de Saint-Mars, qui a tenu une place importante dans le groupe des bas bleus d'alors ; elle a eu son heure de célébrité sous le nom de comtesse Dash.

Élevée dans une atmosphère patriarcale par des femmes qui avaient connu la cour de Marie-Antoinette et en conservaient pieusement les souvenirs et les traditions, elle y avait puisé un goût marqué pour les hommes et les choses de ce temps évanoui.

« On s'étonne, disait-elle quelquefois, que je les mette souvent en scène, préférablement aux hommes et aux choses du siècle actuel. C'est que j'ai vécu dans le passé beaucoup plus que dans le présent, et que je trouve, à remonter l'échelle de mes souvenirs, une douceur que ne saurait me donner au même degré ce que je vois autour de moi. »

C'est par suite de ce raisonnement que la plupart de ses romans se passent au dix-huitième siècle. Elle épousa, jeune encore, un officier de cavalerie, le marquis de Saint-Mars, qui fut plus tard général. Elle était encore si petite fille que

le jour de ses noces elle demanda à son mari de faire raccommoder la jambe d'une de ses poupées. Le mariage ne fut pas heureux. Après une courte cohabitation, les époux se séparèrent pour vivre chacun de son côté.

C'est alors que la marquise de Saint-Mars qui, jusqu'à ce jour, avait vécu en province, se décida à venir à Paris. Elle possédait le goût instinctif des choses de l'esprit, et se trouvant sans fortune, elle estima que rien ne serait plus honorable que de demander à sa plume les moyens de vivre qui lui manquaient.

Son oncle, le colonel Huber-Saladin, Suisse d'origine, Français par le cœur, filleul de Mme de Staël, ami de Lamartine, habitait alors Paris. Elle se présenta à l'improviste chez lui en disant :

« Mon oncle, je viens faire de la littérature. »

Loin de décourager cette vocation, il groupa autour de sa nièce quelques écrivains de marque : Alfred de Musset, Émile Deschamps, Soumet, Jules de Saint-Félix, Horace de Viel-Castel, Roger de Beauvoir.

La vogue ne tarda pas à lui venir ; elle eut un salon et, durant plusieurs années, l'existence la plus brillante, en dépit de déceptions qui assombrissaient sa vie. Elle atteignit ainsi la maturité de l'âge, la vieillesse, mais elle travaillait encore, quoique de santé fragile, et accablée d'infirmités. L'article que j'écrivis sur un de ses romans nous

mit en rapports ; elle m'accorda sa confiance, elle m'appelait « son petit dernier ».

Tandis qu'elle se donnait au travail, sa vie privée était remplie d'émotions et d'aventures. Il faudrait un Sainte-Beuve pour retracer, d'une plume délicate et discrète, cette existence si pleine et tout accidentée qui nous la montre exaltée, romanesque, passionnée, mais ne cessant jamais d'être grande dame, déployant envers ses amis une fidélité de chien, et arrivant à dominer par l'excès même du travail, la mauvaise fortune acharnée après elle.

C'est de sa bouche même que je tiens qu'un jour, accablée de douleur, en proie au désespoir, oubliant des croyances qu'elle avait sucées avec le lait, elle résolut d'en finir avec la vie.

« Je voulais me noyer, racontait-elle, et, à cet effet, je me dirigeai un soir d'hiver du côté du pont de la Concorde. J'avais ouï dire qu'il n'y avait qu'à franchir le parapet et se précipiter pour être assurée de périr. Toutefois, paraît-il, on avait une chance d'être sauvée, si parmi les témoins du suicide il y avait un bon nageur. Or, je ne voulais pas être repêchée et, afin d'éviter les regards indiscrets, je descendis sur la berge avec le dessein de m'avancer dans l'eau jusqu'au moment où je perdrais pied et de m'abandonner alors au courant. Si elle eût été taillée à pic, j'étais perdue. Mais elle allait en déclivité ; je dus mon salut à cette circonstance. Quand je fus au niveau de cette eau

noire et glacée, je fus prise d'un horrible frisson. Quelle affreuse mort !... Néanmoins, je fis quelques pas dans la Seine, en relevant mes jupes... ; puis, tout à coup, je me surpris à rire aux éclats et je revins, résolue à vivre et convaincue qu'aucun homme au monde n'était digne de la folie que j'avais été sur le point d'accomplir. »

A travers les aventures qui caractérisent son existence et qui se déroulent dans le silence de la vie privée, elle dut à son éducation familiale, dont elle subissait l'influence, de n'avoir jamais rien écrit que ses croyances religieuses l'eussent obligée à regretter. Ce n'est pas que ses livres soient pour les jeunes filles, mais, quoiqu'elle ne reculât pas devant les situations audacieuses, on n'y trouve pas de pages qui permettent de reprocher à l'auteur, comme on a pu le faire à d'autres, d'avoir perdu le respect de soi-même. Son œuvre figure toujours sur le catalogue de ses éditeurs, et quelques-uns des livres qui la composent ne laissent pas de se lire encore avec plaisir, J'avais connu chez elle le caricaturiste Cham, de son vrai nom comte de Noé, dont l'amitié dévouée lui fut fidèle jusqu'à la tombe.

Pendant la guerre de 1870, je retrouvai cette excellente femme à Bruxelles où elle s'était réfugiée. Elle y vivait de son travail, donnant des articles à des journaux belges, écrivant des romans qui furent publiés à son retour en France, après la conclusion de la paix. Elle est morte à Paris

en 1872 à l'âge de soixante-sept ans, entourée de tendres soins et d'affection.

Mes premières relations avec Frédéric Mistral datent de ce moment. En 1859, il était venu à Paris pour la première fois, au moment de l'apparition de *Mirèio*. Au sujet de ce voyage, il m'écrivait plus tard : « Je reçus la visite de ton cher Alphonse qui m'exprima son admiration pour mon poème et le plaisir qu'il avait eu d'y trouver (au deuxième chant) le nom d'un *mas* de Beaucaire, la *Font dou Rei*, qui avait appartenu à votre famille. » De là date notre amitié.

A cette époque, j'étais absent de Paris et je ne pus connaître Mistral, mais, l'année suivante, me trouvant dans le Midi, j'allai le voir. Des quelques heures passées alors auprès de lui, j'ai gardé un souvenir inoubliable. Je me rappelle notamment une visite que nous fîmes ensemble à l'abbaye de Frigolet, ce couvent de prémontrés qu'illustra, en 1880, un siège que les moines soutinrent sans coup férir, et qui ridiculisa quelque peu les autorités de ce temps. La beauté du monastère, le paysage qui l'environne, la splendeur de son église, la pompe des cérémonies religieuses qu'on y célébrait, la physionomie suggestive du fondateur, le père Edmond, qu'on disait être le frère du comte de Chambord, toutes ces choses sont restées dans ma mémoire avec un relief qui me les fait revoir aujourd'hui telles que je les vis alors.

Mais ce qui m'impressionna encore davantage, c'est une rencontre que nous fîmes au retour de cette visite, sur la route qui me ramenait à Tarascon où je devais prendre le train de Paris. Le jour touchait à son déclin. Les derniers feux du soleil s'estompaient en lignes violacées sur la crête des Alpilles et le silence auguste qui annonçait la nuit n'était troublé que par le cri strident et monotone des cigales et des grillons. Impressionnés par cette splendeur de nature, nous marchions, Frédéric et moi, sans rien nous dire. Brusquement, une voix mâle monta dans l'air ; elle chantait un cantique à la Vierge, et quand venait le refrain, une autre voix s'unissait à celle-ci. Nous nous demandions qui étaient ces chanteurs, lorsque, au détour du chemin, nous les vîmes apparaître : deux moines qui conduisaient des chars de foin, attelés de mules. En nous voyant, ils cessèrent de chanter, et en passant près de nous, tel un tableau de Léopold Robert, ils nous saluèrent d'un « Bonsoir, messieurs. Que Dieu vous garde ! » Ce n'était rien, cette image ; mais, depuis, je n'ai pu l'oublier tant elle était évocatrice des mœurs d'autrefois.

Je fus longtemps ensuite sans revoir Mistral. Mais le souvenir que nous gardions l'un de l'autre et le lien affectueux qui s'était formé entre nous trouvaient un aliment fortifiant dans les séjours que mon frère faisait en Provence.

En 1864, les représentations de *Mireille* le ramenèrent à Paris. Nous nous revîmes ; il me

conduisit un après-midi chez Charles Gounod, qui nous charma durant deux heures en chantonnant, assis devant son piano, la partition du drame admirable en répétition au Théâtre-Lyrique. J'avais présenté notre poète à François Bravay, le fameux nabab. Le soir de la seconde représentation, pendant un entr'acte, celui-ci nous conduisit dans la loge d'une jeune femme dont l'amitié devait être, pendant quarante années, une des joies de ma vie. Elle admirait Frédéric Mistral et lui témoigna son admiration par la sollicitude affectueuse dont elle ne cessa de l'entourer pour le mettre en garde contre les pièges de Paris.

A ce moment, de nombreuses influences s'exerçaient pour le convaincre qu'il devait quitter son village et, dans l'intérêt de sa gloire, se fixer dans la capitale, laquelle, je le note en passant, s'attribue bien à tort le privilège d'être l'unique dispensatrice de la renommée. Je ne crois pas que Mistral ait jamais été tenté de céder à ces sollicitations et d'être infidèle à sa chère Provence. Mais, si je me trompe et si vraiment il a subi cette tentation, c'est au moment dont je parle. La délicieuse personne, dont je ne veux évoquer ici que très discrètement l'image séduisante, resta cependant convaincue que le poète devait à ses conseils d'avoir compris qu'à Paris, ville de snobisme et de cabotinage, il se diminuerait et qu'il ne deviendrait ce qu'il a été que dans son cadre provençal, sans lequel on ne le comprendrait pas.

Elle en resta convaincue, et peut-être, comme je le lui disais à elle-même, avait-il voulu lui rendre hommage en lui laissant croire que sans elle il eût été la victime de ses irrésolutions. Quoi qu'il en soit, il rentra à Maillane chargé de lauriers et avec la volonté d'y rester. Nous nous retrouvâmes l'année suivante au château de Belleau, près de Montélimar, propriété de François Bravay, où le nabab avait convié quelques amis et où, durant une semaine, et Mistral présent, nous pûmes nous croire revenus au temps des troubadours.

En suivant, à travers les lettres que je possède de Frédéric Mistral, l'histoire de mes relations avec lui, j'arrive à l'année 1867, où le mariage de mon frère, dont il devait être le témoin, le ramena à Paris. Il m'écrivait :

Je suis à Paris depuis deux jours, tout effrayé du bruit qui m'entoure. J'ai mis, à cause des neiges, huit jours pour arriver. Je reçois ta lettre et celle d'Alphonse : je serai très heureux de signer à son mariage. A quelle heure pourrai-je te trouver chez toi?

En finissant, après m'avoir donné l'adresse de la pension de famille où il était descendu, il ajoutait :

Tu me dis, mon cher ami, qu'une femme t'a déjà questionné à mon encontre. Rends-moi le service de ne donner mon adresse à personne.

Son séjour à Paris fut cette fois de courte durée. Peu de temps après, je dus me rendre à Avignon,

pour y procéder au musée Calvet à des recherches documentaires relatives au sinistre Jourdan-coupe-tête. J'y trouvais pour m'accueillir les félibres Roumanille et Théodore Aubanel. Ayant appris mon arrivée, Mistral accourut et, pendant trois fois vingt-quatre heures, il me fut donné de jouir de la douceur de son intimité. Nos dîners à l'île de Barthelasse, notre excursion à Villeneuve, notre visite au château des Angles, chez Armand de Pontmartin, tout cela revit pour moi ; mais comme c'est loin !

Depuis, je n'ai revu Mistral qu'une seule fois, lorsque, après son mariage, il conduisit sa jeune femme à Paris. La vie est ainsi, et l'on ne s'explique pas comment et pourquoi, fréquemment, elle sépare pour longtemps, ou même pour toujours, des amis qui avaient été si heureux de se trouver ensemble. Mais nous nous écrivions, et si, peu à peu, nos lettres s'espaçaient, celles qui me restent contiennent la preuve que nos sentiments réciproques n'avaient pas changé. J'en retrouve l'écho dans la dédicace toute fraternelle de son dernier volume : *les Olivades*, daté de 1912.

Dans une lettre écrite en 1880, à l'époque des lois antilibérales et persécutrices qui dispersaient les congrégations, je relève ce passage qui témoigne de son libéralisme et de l'ardeur de sa foi religieuse :

Les prémontrés attendent comme les autres la signification de vider les lieux. Dimanche, je veux aller entendre

la dernière messe qui sera célébrée publiquement dans cette abbaye. On est généralement indigné de cet attentat à la liberté et bien certainement la République n'y gagnera pas... Mais ce n'est pas mon affaire.

A Avignon, on s'amuse à faire enrager la police en écrivant sur la façade des monuments publics : *Vive le roi! Vive Henri V!* Hier, on parlait même d'un drapeau fleurdelisé qui serait resté plusieurs heures sur le balcon de la préfecture. Les éléments du camp de Jalès n'ont pas encore disparu de cette région.

Je rappellerai aussi qu'au mois de décembre 1906, après la mort de Ferdinand Brunetière, l'Académie française songea à lui donner Frédéric Mistral pour successeur. Commentant dans un journal cette nouvelle, je faisais pressentir que le patriarche de Maillane n'accepterait pas l'honneur qu'on voulait fui laire : « Il faudrait venir à Paris, disais-je, ce Paris qui lui a fait toujours un peu peur, où il a toujours redouté de laisser quelque chose du meilleur de soi et d'où il a toujours été heureux de partir pour aller retrouver la demeure patriarcale où s'écoula sa vie ; il faudrait revêtir un uniforme, prononcer un discours, s'offrir en spectacle, et toutes ces perspectives ne peuvent que lui déplaire ou tout au moins l'effaroucher, encore qu'il soit homme à porter les honneurs sans en être écrasé ni même amoindri. Peut-être aussi pensera-t-il ce que pensent assurément ceux qui les lui offrent, c'est qu'ils ne pourront rien ajouter à sa gloire. »

Mes pressentiments ne me trompaient pas et, tout en remerciant ses amis de l'Académie d'avoir

pensé à lui, Frédéric Mistral leur répondit par un refus.

Ce refus symbolise toute sa vie et témoigne de sa fidélité au pays natal, à laquelle il doit de laisser, dans la mémoire des hommes, un souvenir que son génie ne lui eût peut-être pas assuré, s'il ne se fût doublé et embelli de la merveilleuse parure que furent, pour ce grand poète, le respect et l'amour de la langue et des coutumes de sa province et le culte passionné des traditions ancestrales.

CHAPITRE XII

AU SEUIL DU DÉSASTRE

Après Villemessant, après Girardin, après la comtesse Dash, après Frédéric Mistral, c'est Barbey d'Aurevilly que ma mémoire met sur mon chemin ; mais tout ce que l'on a écrit sur lui depuis sa mort ne me laisse que bien peu de chose à dire. Parmi ceux qui lui survivent, nous sommes encore nombreux à nous rappeler sa redingote boutonnée et sanglée à la polonaise, le jabot et les dentelles de ses chemises, le manteau gris en étoffe de bouracan, doublé de velours, attaché à ses épaules comme un manteau d'hidalgo, ses cravates en satin rouge et tout enfin ce qui, dans la rue, faisait derrière lui se retourner les passants.

Souvent, le soir, on le rencontrait près de l'Odéon, au café Tabouret, qui n'existe plus aujourd'hui et qui était alors un rendez-vous de gens de lettres. Charles Baudelaire y venait quelquefois ; les entretiens qui s'échangeaient entre lui et Barbey étaient toujours attachants, pittoresques, marqués au coin de l'excentricité volontaire qu'ils affectaient dans leurs paroles. Un soir, la conversation étant tombée sur Louis Veuil-

lot, son émule dans la défense du catholicisme, et Baudelaire ayant fait remarquer que le rédacteur en chef de *l'Univers* était le rival de Barbey, l'auteur des *Prophètes du passé* s'écriait d'un accent de mépris : « Veuillot, ce n'est qu'un bedeau, tandis que moi, je suis un cardinal. »

Une autre fois, Baudelaire ayant déclaré, comme pour provoquer son interlocuteur, qu'il ne croyait pas en Dieu : « C'est dommage, lui répondit Barbey d'Aurevilly, il vous eût bien aimé. » Il était ce jour-là tout miel et tout sucre, mais il savait au besoin montrer les griffes, témoin cette réplique hautaine que Baudelaire s'attira un soir où, pour agacer son confrère, il s'était plu à dresser le tableau des désordres et des crimes du pape Alexandre VI. Barbey haussa les épaules, sourit dédaigneusement et toisant son interlocuteur : « On voit bien, mon cher, que vous ne sortez jamais de vos ornières bourgeoises. Sachez donc que les papes sont grands jusque dans leurs vices. » C'était cinglant comme un coup de fouet. Un murmure d'approbation s'éleva autour de la table. Pour un rien, on eût applaudi. Baudelaire ne répondit pas.

En une autre circonstance, dans un salon ami, une jeune femme ayant demandé à Barbey d'embellir de quelques lignes son album d'autographes : « Veuillez me l'envoyer, madame, et je me ferai un plaisir de vous satisfaire. » Et le lendemain il le lui retournait, avec ces mots écrits

à l'encre rouge : « Les femmes s'attachent comme des draperies, avec des clous et un marteau. »

Avant de quitter le café Tabouret, je veux rappeler que, parmi les écrivains qui le fréquentaient, s'y trouvait un confrère moins jeune que moi de quelques années. Il se nommait Paul Perret. Il commençait à marquer sa place parmi les littérateurs pour qui le succès s'était déjà prononcé. Il allait entrer à la *Revue des Deux Mondes*, dont il devint par la suite un des plus actifs collaborateurs. Il était encore célibataire mais peu après il se maria avec la fille de l'illustre philosophe Jouffroy, délicieuse personne blonde dont il était ardemment épris. Ce mariage semblait devoir ne lui donner que du bonheur, mais la mort y passa et le malheureux resta seul dans son foyer ravagé et qui eût été désert sans la présence d'une fillette qui devint sa seule raison de vivre. Il ne se consola jamais de ce coup ; son caractère s'assombrit et nous l'avons tous vu jusqu'à la fin de sa vie traîner comme un boulet ses regrets et sa douleur.

Je passerai rapidement sur d'autres écrivains qui étaient alors dans tout l'éclat de leur renommée. Les uns, comme Théophile Gautier, Paul de Saint-Victor, Frédéric Mistral et au premier rang, l'inimitable Sainte-Beuve, la devaient à leur talent, les autres, comme Ponson du Terrail, Xavier de Montépin, le marquis de Foudras, au caractère effarant de leurs conceptions.

Entre temps, mes relations avec la maison du *Moniteur* se développaient, et j'y faisais fréquemment d'intéressantes rencontres, celle notamment de Ponson du Terrail. Il était alors le plus célèbre et le plus achalandé des conteurs populaires. Si ses romans n'ont pu, au même degré que ceux d'Alexandre Dumas et d'Eugène Sue, résister à l'action du temps, et si personne ne les lit plus, ils jouirent alors qu'il les publiait d'une vogue retentissante, due à l'ingéniosité d'un esprit inventif qui ne reculait devant aucune fantaisie. C'est dans *les Exploits de Rocambole* qu'il a donné toute sa mesure.

On a raconté que pour éviter d'utiliser des personnages qu'il avait tués, il se créait, en commençant un roman, une collection de poupées représentant ceux qui devaient figurer dans son récit. Quand l'un d'eux était mort, il abattait la poupée et, dès lors, il savait qu'il n'avait plus à s'en servir. Je n'ai pu vérifier l'exactitude de ce détail et peut-être faut-il le ranger parmi les innombrables légendes qu'on a créées autour du nom du romancier.

Mais ce qui est plus certain, c'est qu'il se ménageait autant de locaux de travail qu'il avait de romans en publication. En passant d'un de ces locaux dans l'autre, il se dépaysait et se remettait dans l'air ambiant des personnages et de l'action. On peut dire que jamais il ne confondit les uns avec les autres. Du reste, je l'ai entendu déclarer

qu'il n'y pensait jamais à l'avance et qu'en s'asseyant à sa table il ne savait pas toujours ce qu'il allait écrire. L'inspiration lui venait en écrivant et il y cédait sans se préoccuper de ce qu'il aurait à écrire le lendemain.

Je tiens du metteur en pages d'un journal qui a publié plusieurs de ses romans qu'un jour, en recevant la copie du romancier, il s'aperçut avec effroi que le feuilleton était occupé tout entier par un personnage tué la veille. Il s'empressa d'avertir l'auteur. Tout autre que Ponson du Terrail eût été déconcerté, mais il n'était pas homme à se troubler pour si peu : « Qu'à cela ne tienne », répondit-il. Et, séance tenante, il écrivit cinquante lignes pour expliquer comment le mort de la veille était vivant le lendemain. Les lecteurs n'y virent que du feu et nulle réclamation ne parvint au journal.

On s'arrachait chaque jour les feuilles qui publiaient ces insanités, et telle était, au point de vue de la publicité, l'influence du romancier sur le public, qu'indépendamment du prix fixe auquel ses romans lui étaient payés, ce prix s'augmentait d'une prime pour chaque mille exemplaires dont son nom faisait monter le tirage. En plusieurs circonstances, le montant de cette prime tripla le prix d'achat qui lui était attribué.

Son plus grand succès fut celui des *Exploits de Rocambole*. Il mit ce personnage à toutes sauces, sans que le public se lassât jamais des incidents

extravagants à l'aide desquels il lui faisait avaler cette opération, tant il apportait d'ingéniosité dans ses conceptions, auxquelles l'art de l'écrivain restait complètement étranger, mais qui n'en passionnaient pas moins le lecteur. Sa puissance de travail tenait du prodige. Il n'achevait jamais un roman avant d'en commencer la publication. Il écrivait la veille le feuilleton qui devait paraître le lendemain, et ce qui a fait de lui un type inoubliable de travailleur et d'imaginatif, c'est que dans ces conditions il lui arriva de publier trois romans à la fois. C'était donc trois feuilletons qu'il était tenu d'écrire chaque jour.

C'est encore chez Dalloz, au guichet du caissier du *Moniteur*, que je me trouvai en présence d'Henri Mürger. Il était venu toucher le prix d'un roman intitulé, je crois, *le Sabot rouge*. Dans la somme qui lui fut comptée se trouvait un billet de banque de mille francs. Il le palpa avec complaisance, en disant : « J'en avais vu quelquefois, mais je n'en avais jamais touché. » Était-ce bien vrai?... Déjà, à cette époque, il devait à la carrière des lettres des ressources qui suffisaient à sa vie. Ses habitudes d'existence ne rappelaient que de loin l'homme désordonné qu'il avait été jadis, le dieu de cette bohème qui s'épanouissait à Paris vers 1850, et qui s'était fait une loi de violer toutes les règles d'une vie correcte. Ce qu'étaient les membres de ce petit cénacle, Mürger lui-même l'a raconté ; il nous a décrit leurs mœurs, leurs

coutumes, leurs goûts, leur indolence, leur paresse, leur aversion pour toute tâche suivie, leur égoïsme inconscient, leur indifférence pour les problèmes dont l'humanité, toujours en quête du mieux, poursuit incessamment la solution. De tels êtres, encore qu'ils ne fassent de mal qu'à eux-mêmes, ne sont tolérables dans un état social qu'autant qu'ils y sont une exception. Si, d'aventure, il pouvait arriver qu'une génération leur ressemblât, ce serait un état de démoralisation et de décadence qui se trouverait substitué au sain régime des pays appelés à de glorieuses destinées.

Et puis si ces aventures de la bohème, cet oubli volontaire et persistant de tous les devoirs, cet avachissement de l'âme qui en est la suite, méritent quelque indulgence et font sourire quand les acteurs ont vingt ans, il n'en est plus de même lorsque la jeunesse a cessé d'en être la justification et l'excuse. Essayez de relire aujourd'hui les *Scènes de la vie de bohème* : l'impression que l'on garde de cette lecture est lugubre. A travers ces récits vieillis, démodés et surannés, nos bohèmes n'apparaissent plus que comme de sinistres farceurs. On sent bien que de leurs lourdes fumisteries, de leurs faciles amours, de leur systématique apathie, de leur révolte contre les dures lois de la vie, rien de bon, de grand, d'utile ne pouvait sortir.

Ce fut l'histoire de la plupart d'entre eux. Mür-

ger lui-même, quoique mieux doué que d'autres, ne put échapper aux conséquences des étranges débuts qu'il avait eus. Il fut long à retrouver la pleine possession de son être moral, ce don de se diriger et de s'orienter qui est le complément indispensable de toute existence correcte et féconde.

Dans les dernières années de l'Empire, il était visible qu'il n'y aurait plus eu place pour la bohème telle qu'elle avait existé au temps où Henri Mürger en était le héros. La vie de luxe et d'élégance triomphait partout et, après la première guerre franco-allemande, les jeunes, dans toutes les professions libérales, poursuivaient depuis quelque temps déjà d'autres visées. Le souvenir de Schaunard et de ses compagnons écœurait quelque peu, et volontiers, s'ils eussent prétendu tenir la même place que par le passé, eussions-nous dit en parlant d'eux : « Débarrassez-nous de ces magots. » Les revers et les désastres de 1871 accusèrent ces dispositions et on en eut la preuve lorsque, vingt-quatre ans plus tard — trente-quatre ans après la mort du poète — la municipalité de Paris décida de lui élever un monument dans le jardin du Luxembourg, non loin de celui de Théodore de Banville. A ce propos, un débat s'engagea dans la presse. On se demandait s'il convenait d'élever un monument, si modeste qu'il fût, à l'écrivain dont la vie à ses débuts symbolise au plus haut degré le désordre

matériel, l'indiscipline morale et une sorte de bravade contre les règles de l'existence et les conventions sociales. Il se trouva des publicistes pour soutenir le contraire, pour proclamer qu'on ne doit un souvenir, taillé dans le marbre ou coulé en bronze, qu'à ceux dont les œuvres soulagèrent ou charmèrent l'humanité, et dont la vie fut un exemple. Partant de là, d'austères juges s'évertuèrent à démontrer que Mürger ne méritait point pareil hommage. De ce que son nom rappelait, rien n'était bon à glorifier. Or, lui ériger un buste dans un jardin public, c'était glorifier la paresse et l'inconduite. Pas plus dans son œuvre écrite que dans sa vie privée, il n'était digne de l'honneur qu'on voulait lui faire.

Assurément, cette appréciation péchait par un excès de sévérité. La critique n'eût été justifiée que si l'on avait proposé d'élever à Henri Mürger un monument somptueux, mais il s'agissait d'un buste, un pauvre petit buste qui, sous la nymphée où il aurait sa place, rappellerait d'aimables fantaisies littéraires, quelques jolis vers et un homme sans fiel, qui avait droit à l'absolution. On a dressé, depuis un demi-siècle, tant de statues à des personnages dont il serait assez malaisé d'établir les droits à une si haute distinction, qu'on devait certes excuser le buste de Mürger. On pouvait même prévoir que ces statues, indûment érigées en mémoire de prétendus services rendus à la patrie, auraient vidé depuis longtemps leur

piédestal, que ce modeste buste parerait encore la promenade du Luxembourg. Il me parut alors que c'était beaucoup de bruit pour rien. J'écrivais :

« Évitons de verser dans l'acrimonie et surtout d'exagérer les conséquences de l'événement. Ce n'est point au Mürger bohème que ce petit monument est élevé, mais au Mürger poète. En le regardant, nous nous souviendrons de quelques vers délicats et faciles auxquels, à défaut d'autres mérites, on ne saurait contester celui de la sincérité et qui survivent encore à leur auteur. Une statue, c'eût été certainement trop pour lui. Mais un buste !... Il y avait tous les droits. On en met tous les jours sur des tombeaux. »

Dans cette évocation de tant de morts, je ne veux pas oublier les éditeurs qui accueillirent mes premiers travaux. Je manquerais, si je les oubliais, à la gratitude que je leur dois. J'ai raconté plus haut quelles ont été mes relations avec l'excellent Lecoffre, mais elles furent de courte durée et n'eurent d'autre résultat que la publication de deux nouvelles de moi dans la *Semaine des familles* qu'il venait de fonder. Nous en restâmes là : les livres de mes débuts n'auraient pas réussi auprès de sa clientèle, pour laquelle il était très scrupuleux quant au choix des ouvrages qu'il lui destinait. Lorsque à mon retour de Blois, je songeai à publier le premier-né de ma plume : *Thérèse*, ce roman que j'avais écrit durant mon séjour dans cette ville, c'est à Dentu, le célèbre éditeur du

Palais-Royal, que je le présentai. Sa librairie, fondée par son père et qu'il a dirigée jusqu'à la fin de sa vie, était universelle : roman, histoire, études politiques et sociales, il acceptait tout et de toutes mains, voire des ouvrages d'inconnus, pourvu qu'il y découvrît du talent et des éléments de succès.

Sa boutique, car on ne saurait donner d'autre nom au local dans lequel il exerçait sa profession, était grande comme un mouchoir de poche. Au rez-de-chaussée, où l'on ne pouvait s'asseoir que sur des piles de livres, se tenait son commis principal Sauvaitre, que nous avons tous connu comme le factotum de Dentu et plus tard, après la mort de celui-ci, libraire à son compte sur le boulevard Haussmann. Sauvaitre était probablement le plus petit homme de Paris, comme son patron en était le plus gros. Pour arriver à l'un, il fallait passer par l'autre. Le patron perchait au-dessus de la boutique, dans un entresol exigu dont le commis était le cerbère, et auquel on accédait par un escalier tournant, véritable échelle en fer que Dentu, affligé d'une obésité maladive, montait péniblement.

La pièce qui lui servait de cabinet ne recevait, durant le jour, d'autre lumière que celle de la célèbre galerie vitrée dite galerie d'Orléans où, sous le Directoire, on avait vu se presser, le soir venu, toutes les prostituées de Paris et les chercheurs d'aventures nocturnes. La croisée en ro-

tonde qui éclairait le cabinet de l'éditeur avait exactement la hauteur de la pièce dont le vitrage formait le mur, de telle sorte que lorsque Dentu était assis devant son bureau, les promeneurs qui circulaient dans la galerie pouvaient le voir des pieds à la tête. C'est dans ce réduit, aussi encombré que le rez-de-chaussée et où une seule chaise était placée à côté de son fauteuil, qu'il a reçu pendant de longues années les écrivains arrivés et les débutants, et qu'il a traité les affaires les plus importantes. S'entendait-il avec un auteur qui était venu lui offrir un ouvrage, il tirait d'un carton une feuille imprimée dont il suffisait de remplir les blancs pour la transformer en un traité en bonne et due forme ; il les remplissait lui-même en quelques coups de plume et l'affaire était conclue. Avait-il de l'argent à compter à son visiteur : la somme étant minime, il lui donnait un bon sur la caisse de Sauvaitre qui la lui comptait, le sourire aux lèvres, si c'était un auteur de la maison ou en passe de le devenir ; la somme était-elle importante, c'est Dentu lui-même qui se faisait un plaisir de l'aligner : il la tirait d'un petit tiroir placé sous sa main, après qu'on lui en avait donné reçu et après l'avoir inscrite sur un carnet, un vrai livre de blanchisseuse où se multipliaient chaque jour, entre quatre et six heures, les mentions des affaires qu'il avait conclues. J'ai toujours supposé qu'il avait par ailleurs une comptabilité plus régulière, mais je n'en ai jamais vu

trace et jamais, malgré cette absence d'écritures, je n'ai eu à relever la moindre erreur dans nos comptes.

Je lui avais été très recommandé et comme, ayant déjà collaboré à plusieurs journaux, j'appartenais au monde de la presse, il accepta mon roman avec bonne grâce. Ce fut le début de nos rapports. Je devins ainsi le familier de sa librairie et, une fois rentré définitivement à Paris, j'y faisais souvent halte à la fin de la journée, comme je l'eusse fait dans un parloir public où seraient venus aboutir tous les potins parisiens. J'y rencontrais presque toujours des littérateurs : Édouard Fournier, le commentateur des curiosités du vieux Paris ; Henri d'Audigier, le chroniqueur de *la Patrie* ; Henri Delaage, l'apôtre convaincu du spiritisme ; Xavier Aubryet, le plus nerveux de mes confrères. Mais la boutique, qui se remplissait promptement et se vidait non moins vite, obligeait les habitués, vu son exiguïté, à se disperser plus tôt qu'ils n'auraient voulu, et les conversations se continuaient dans la galerie d'Orléans.

A l'autre extrêmité du Palais-Royal, dans la rue Vivienne, s'ouvrait en face de la Bibliothèque nationale, à côté des magasins de l'éditeur musical Heugel, la librairie Michel-Lévy frères. Les temps étaient loin où trois jeunes gens portant ce nom avaient débuté dans Paris par un étalage de livres posés sur des planches le long des murs de la bibliothèque.

Sous cette forme rudimentaire, ce commerce modeste avait prospéré et, en quelques années, les Michel-Lévy frères avaient conquis, parmi les grands éditeurs parisiens, l'une des premières places. A l'étalage de bouquiniste que je viens de décrire avait succédé de l'autre côté de la rue un élégant magasin où se débitaient les ouvrages publiés par la maison. Ce n'était pas encore le temps des vastes halls construits depuis par les grands libraires et qui sont, aux librairies d'autrefois, ce que sont aux vieilles auberges les palaces qu'on trouve maintenant à Paris, dans les grandes villes et dans les stations balnéaires ; mais le magasin des Lévy, par ses commodités et son élégance, annonçait déjà cette transformation.

Là régnait souverainement Michel, l'aîné des trois frères, auquel — à tort ou à raison — on a toujours attribué la conception de la vaste entreprise qui les a enrichis et qui se continue encore aujourd'hui sous l'intelligente direction de leurs héritiers, ayant toujours à honneur de la perfectionner. C'est lui qui traitait avec les auteurs, de la plupart desquels, et je parle des plus illustres, il sut se faire des amis. Son cadet, Calmann, le secondait en s'occupant plus particulièrement des détails administratifs, et le plus jeune, Nathan, qu'on voyait peu, était chargé des rapports avec les imprimeurs.

Michel était dans la force de l'âge. Quand je lui fus présenté par Armand de Pontmartin, ce

fut au café Foy, devenu depuis le café Corazza, et encore célèbre alors grâce à la vogue dont il avait joui sous la Restauration. La salle des consommateurs présentait cette particularité qu'une hirondelle était peinte au plafond avec toutes les apparences de la vie, et ce dessin, d'un peintre inconnu, semblait un emblème immuable symbolisant les souvenirs du passé auquel ce local suggestif devait sa célébrité.

Chaque jour, à la table de Michel, des hommes de lettres venaient s'asseoir et faire la cour au grand éditeur. Il passait pour despotique, facilement irritable et, comme on dit, très près de ses pièces ; mais, dans le privé, il avait su se rendre sympathique à ce point que, lorsqu'à une époque que je ne saurais plus préciser il épousa une riche héritière bordelaise, quelques écrivains réputés allèrent à Bordeaux pour honorer son mariage de leur présence. A la recommandation de Pontmartin et après la publication, chez Dentu, de mon roman *Thérèse*, il a édité deux ouvrages de moi : *les Duperies de l'Amour*, recueil de nouvelles, et mon premier livre d'histoire : *le Cardinal Consalvi.*

L'historien Crétineau-Joly venait de livrer à la publicité les mémoires de l'illustre négociateur du Concordat, mais cet ouvrage ne nous donnait que la version romaine ; la version française, déposée aux archives du ministère des cultes, sous la forme de documents secrets, manquait à

ce récit. Elles avaient été mises à ma disposition par Dumay, gardien de ces archives. Elles me permirent de compléter les mémoires et c'est ce livre que Michel-Lévy consentit à éditer. Quelles circonstances interrompirent mes rapports d'auteur avec lui?... Je ne saurais plus le préciser aujourd'hui. Michel mourut prématurément. Son frère, Calmann, lui succéda dans la haute direction de la maison, mais déjà j'avais été attiré chez d'autres éditeurs, Eugène Plon d'abord, Hachette ensuite, et c'est à ceux-ci que je suis resté jusqu'à ce jour le plus obstinément fidèle; la plus grande partie de mes œuvres porte leur pavillon, ce qui me permettra de reparler d'eux dans la suite de ce récit.

Pour en finir avec les Michel-Lévy, je dois rappeler qu'en 1855 ils étaient devenus propriétaires, en la transformant en une succursale de leur propre maison, d'une librairie dite « Librairie nouvelle », ouverte sur le boulevard des Italiens, au coin de la rue de Grammont, par deux nouveaux venus, Bourdilliat et Jacottet, qui ne prétendaient à rien moins qu'à opérer dans le commerce des livres une révolution analogue à celle à laquelle, à une date antérieure, l'éditeur Charpentier avait attaché son nom. Grâce à lui, les éditions du passé, dites de cabinets de lecture, incommodes et volumineuses, avaient été remplacées par des éditions d'un format élégant, d'un prix moins coûteux et que bientôt tous ses con-

frères avaient adoptées. Sous une couverture uniforme, il avait fait entrer dans cette collection les grands classiques de tous les pays et de tous les temps, les mémoires historiques et enfin les auteurs modernes tels que Musset, Vigny, Théophile Gautier, Jules Sandeau, Mérimée. C'est sur cette bibliothèque Charpentier, devenue une institution où le prix du volume était fixé à trois francs, que les réformateurs du boulevard des Italiens avaient osé porter la main en créant le volume à un franc. Pour réussir dans leur entreprise, il leur eût fallu des reins plus solides que les leurs et des jambes plus alertes. Leurs débuts furent exceptionnellement brillants ; le volume à vingt sous fit fureur, mais la vente tardait à couvrir les frais ; le souffle manqua aux entrepreneurs, ils durent passer la main, et les Michel-Lévy frères se trouvèrent là tout à point pour recueillir l'entreprise qui, dans leurs mains, a longtemps prospéré et qu'ils liquidèrent lorsque, abandonnant la rue Vivienne, ils transportèrent leurs magasins dans la rue Auber, où ils sont encore aujourd'hui.

La Librairie nouvelle, depuis le jour où elle a été fondée jusqu'au jour où elle a disparu, fut le rendez-vous quotidien des hommes de lettres les plus qualifiés. Leur présence lui donnait la physionomie d'un cercle où venaient aboutir toutes les nouvelles, voire tous les potins de Paris, et y attirait les acheteurs curieux de connaître les célé-

brités du moment. Deux employés de confiance, Achille Heymann et Amaury Renoul en faisaient les honneurs avec beaucoup de complaisance et d'aménité.

D'autres éditeurs, Eugène Plon, notamment, et Hachette, comme je l'ai déjà dit, ont, depuis cette époque, publié la plupart de mes livres. Dans ces vieilles maisons dont l'histoire est étroitement mêlée à celle des lettres françaises, je compte encore aujourd'hui des amis très chers dont les pères, maintenant disparus, ont été les contemporains de ma jeunesse et de mes débuts dans la littérature, visages charmants et sympathiques que ma mémoire maintient encore devant mes yeux, parmi le groupe des écrivains mes confrères avec qui j'ai été lié.

Parmi ceux dont j'ai parlé plus haut, il y avait les vieux, les grands aînés, sur lesquels il me serait impossible de donner tant de détails : Méry, l'auteur de *la Floride* et de *la Guerre du Nizam*, homme pétri d'esprit et de malice, célèbre par sa laideur et qui n'avait, à ce point de vue, qu'un rival dans Paris, l'illustre Villemain, secrétaire perpétuel de l'Académie française ; Léon Gozlan, remarquable par sa tête de nègre ; Alphonse Karr, dont les livres, quand on les lit aujourd'hui, ne justifient que bien incomplètement la réputation dont il était entouré ; il est vrai qu'il la devait en partie à son recueil périodique, *les Guêpes*, dans lequel il se vengeait, avec plus ou moins d'es-

prit, des griefs qu'il nourrissait contre quelques-uns de ses confrères ; longtemps on raconta sur lui ses démêlés avec Louise Colet, qui lui avaient valu un coup de couteau de la part de ce bas bleu dont la renommée, grâce à un certain talent de poète, égalait celle de Desbordes-Valmore et de Delphine Gay, sans qu'elle eût les mêmes droits à l'admiration ; le temps a fait justice des hyperboles qui lui donnèrent un avant-goût de la gloire : Desbordes-Valmore compte des admirateurs plus nombreux que de son vivant ; Delphine Gay, protégée encore contre l'oubli par le nom d'Émile de Girardin, son mari, et par deux ou trois perles de son œuvre théâtrale, n'est pas une inconnue pour la génération présente ; mais on ne parle plus de Louise Collet, si ce n'est lorsqu'on évoque des souvenirs de Gustave Flaubert.

Je dois rappeler encore qu'au *Moniteur*, je rencontrais souvent Théophile Gautier· On peut dire de celui-là que pour les jeunes comme moi il faisait partie du bataillon sacré qui, trente ans plus tôt, avait tant ajouté à la glorification de la littérature française. Il venait au journal le samedi pour y faire son feuilleton du lundi qu'il écrivait dans un cabinet réservé ; il s'interrompait de temps en temps pour descendre respirer sur le quai Voltaire, en fumant un cigare : toute sa personne trahissait l'extrême lassitude que lui causait son travail, il le comparait à une besogne de forçat, et je passais près de lui sans oser lui adresser

la parole, très flatté lorsque, comme un dieu descendu de l'Olympe, il daignait me tendre la main en un geste bienveillant. Pour moi je m'apitoyais en pensant que ce grand poète n'avait presque d'autres ressources que son travail, et je ne pouvais comprendre qu'un écrivain tel que lui ne fût pas pensionné de l'État.

Il est à remarquer que l'illustre auteur des *Emaux et Camées* n'obtint de l'Empire aucune fonction assez largement lucrative pour l'aider à vivre et l'empêcher de connaître encore, au déclin de l'âge, ce que le romancier anglais Charles Dickens a, dans une de ses plus belles œuvres, appelé « les temps difficiles ». On se contenta de le doter des fonctions assez platoniques de bibliothécaire de la princesse Mathilde ; ce fut seulement sur le tard du régime que, pour améliorer sa situation, on le nomma membre du conseil supérieur de l'enseignement des beaux-arts.

La longue négligence dont il fut l'objet a été profondément regrettable, ce noble poète méritant mieux que l'espèce d'aumône qu'on lui fit en le désignant pour cet emploi, mais cette disgrâce se peut expliquer par deux causes : la première, c'est que trop fier pour demander, il ne demanda jamais rien, encore qu'il ne pût ignorer que, pour obtenir, il faut solliciter ; la seconde, c'est qu'il s'était toujours plu à vivre un peu en bohème, affectant de rester étranger à ces convenances sociales dont l'observation, à cette époque

plus encore que de nos jours, était la condition qu'il fallait remplir pour accéder aux fonctions publiques.

A cette époque, l'Empire cherchait à s'appuyer sur des écrivains : Arsène Houssaye, Camille Doucet, Albéric Second furent pourvus d'emplois importants ; et de même Nisard, Amédée Thierry, Henri de Bornier, Henri de La Pommeraye, Jules Sandeau, Charles Edmond, et combien d'autres? Mérimée, Sacy, Sainte-Beuve siégeaient au Sénat. On peut dire que toute la littérature d'alors a été représentée peu ou prou dans les dignités et fonctions publiques.

Elle figurait aussi dans les fêtes de la cour. Octave Feuillet, Émile Augier, Victorien Sardou, Victor Duruy, toute une élite, étaient invités aux fameuses réceptions de Compiègne et y recevaient les hommages dus au talent.

Pourquoi Théophile Gautier n'y figura-t-il jamais? Pourquoi n'eut-il, en dehors des très modestes fonctions dont j'ai parlé, aucun grand emploi et dut-il s'en tenir à ce feuilleton dramatique du *Moniteur*, dont le profit constituait le plus clair de son revenu? C'est, je le répète, parce que, d'une part, il ne savait pas demander et que, d'autre part, son attitude ne provoquait pas l'offre. Si des amis ne fussent parfois, et à son insu, intervenus en sa faveur, il n'eût pas même obtenu le peu qui lui fut accordé.

Dans ce premier volume des *Souvenirs de mon*

temps où j'ai montré tant de personnages et raconté tant d'événements dont s'occupaient les Parisiens d'alors, ceux qui le soir dans les salons, dans les cercles, dans les grands cafés, dans les théâtres, alimentaient les entretiens, je ne puis passer sous silence la surprise qui s'emparait de Paris quand un matin, on entendait de tous côtés proférer par les gens du peuple, sur les boulevards, dans les bureaux d'omnibus, dans les gares, ce cri : « Ohé !... Lambert », sans que personne pût révéler son origine, ni ce qu'il signifiait, ou encore quand une main mystérieuse traçait sur les murs, dans certains quartiers, des inscriptions telles que celles-ci : « Galimard, pou mystique !... » « Barbey d'Aurevilly, idiot !... » Galimard était un peintre, auteur d'une *Léda*, qui avait obtenu au Salon un assez vif succès. On ne sut jamais à quoi ils devaient l'un et l'autre d'être victimes de ce que Barbey d'Aurevilly appelait « la conspiration des murailles ».

A ce moment rien ne manquait dans Paris à quiconque voulait s'amuser, se distraire, ou s'instruire, ni les distractions, ni les enseignements. Dans Paris transformé, tout était à souhait, maisons de science et maisons de plaisir, les bals Markowski et Cellarius, rendez-vous des sociétés joyeuses, les temples pour prier, les théâtres pour pleurer ou rire, les auberges somptueuses, l'hôtel du Louvre et le Grand-Hôtel, les couvents où de saintes femmes invoquent Dieu pour les pécheurs,

entourent les malades et les pauvres de leur infatigable dévouement ; les grands magasins de nouveautés, vastes bazars, qui vont, peu à peu, monopoliser le commerce du détail.

Le goût des journaux s'étant rapidement répandu, on installait sur les voies publiques des kiosques où ils étaient débités ; dans l'une de ces guérites, un journaliste découvrait une jeune et jolie personne, la signalait à la curiosité des Parisiens, et pendant plusieurs mois, ils s'intéressaient à Mlle La Périne, qui fit dorer son kiosque, puis s'éclipsa, étoile de mince grandeur, après un fugitif éclat. La bouquetière Isabelle était à la mode ; elle vendait ses fleurs en faisant de longs crédits à ses clients, on assurait même qu'elle leur prêtait de l'argent.

Si l'on cherchait des distractions émouvantes, on avait les frères Davenport, travaillés, disaient-ils, par les esprits ; les tables tournantes, tous les hauts faits du spiritisme, contre lesquels s'élevait la voix des évêques ; les oiseaux magnétisés qui faisaient fureur ; les tentatives du photographe Nadar pour diriger les ballons et l'ascension du *Géant*.

Ainsi au début de 1861 se déroule la vie de Paris que les événements ne tarderont pas à dramatiser en préludant à la chute de l'Empire.

Si je suivais l'ordre chronologique des événements auxquels j'ai assisté, je devrais dès maintenant conduire mes lecteurs au Corps législatif,

où en 1862 je venais d'être admis, comme secrétaire-rédacteur du compte rendu analytique, et les y faire assister aux débats parlementaires qui, à la suite des décrets de novembre 1861, ont caractérisé l'établissement d'un régime qui, sur les fondements ébranlés de l'Empire autoritaire, marquait une orientation décisive vers la liberté. Cependant, on me permettra de passer rapidement, en me réservant d'y revenir plus tard, sur le spectacle qu'offrait alors l'enceinte législative.

La raison de ma réserve, la voici : je ne pourrais rien dire qui n'ait été déjà dit par mon excellent et regretté collègue Anatole Claveau, nommé secrétaire-rédacteur deux ans après moi. Il occupa ce poste pendant de longues années et finalement, après le départ de Ludovic Halévy à qui ses succès de théâtre avaient ouvert une nouvelle carrière, et après ma démission, donnée en 1869, Anatole Claveau devint le chef de cet important service.

On peut dire que toute sa vie intellectuelle s'est écoulée au Palais-Bourbon. Il y a vu tout ce qui s'est passé au cours des heures émouvantes qui ont précédé la guerre de 1870, la chute du gouvernement impérial et la fondation de la république ; il y a entendu tout ce qui s'y est dit et, pour un esprit tel que le sien, rien de ces choses ne devait être perdu, la complaisance avec laquelle l'empereur écoutait ses conseils, l'entrée en scène d'Émile Ollivier, la résistance des hommes alors au pouvoir qui pressentaient que la création d'un

régime nouveau les déposséderait de leurs fonctions, le déchaînement d'intrigues qui fut le résultat de ces rivalités, les incidents tumultueux de la politique étrangère, autant d'épisodes qui alimentaient les débats sur lesquels Anatole Claveau prenait quotidiennement des notes qu'il se proposait d'utiliser plus tard, dans une œuvre de reconstitution historique. Érudit comme un normalien, écrivain de race, il eût été pour les lettres françaises une brillante parure. Ses débuts à la *Revue contemporaine* avaient été remarqués. Mais le plus souvent, les circonstances, plus encore que la volonté, déterminent des vocations. La sienne le confina dans le monde parlementaire, non en qualité d'acteur, mais en qualité de témoin, un témoin de premier ordre dont les souvenirs qu'il a écrits après avoir pris sa retraite attestent des facultés de vision et d'observation qui le placent au premier rang.

Après qu'il eut été attiré par l'intérêt et la variété du spectacle, il n'en détourna plus les yeux. Son existence fut absorbée sans qu'il songeât à s'en distraire autrement que par des exercices physiques qui, ainsi qu'il se plaisait à le dire, rafraîchissaient son intelligence et le maintenaient en bon état de santé. Il aimait passionnément la chasse et la pêche, c'est en chassant et en pêchant qu'il trouvait le repos. Je me souviens de l'avoir entendu, lorsque les princes d'Orléans, sous la république, furent rentrés en France, exprimer

sa reconnaissance pour le duc d'Aumale qui lui avait accordé la faveur de se livrer dans la forêt de Chantilly à son plaisir préféré. Lorsqu'il eut atteint l'âge de la retraite il songea à réaliser ses anciens projets et, sous ce titre : *Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin*, il a publié deux gros volumes où le rideau est levé sur les innombrables incidents dont le Palais-Bourbon a été le théâtre de 1865 à 1873. Ce n'est pas de la grande histoire pouvant être comparée par exemple à l'œuvre admirable d'Émile Ollivier : *l'Empire libéral*, non plus qu'à d'autres ouvrages sur le régime de Napoléon III tels que celui de Pierre de La Gorce, mais son livre n'en est pas moins instructif et révélateur. En tout cas, il a eu, en ce qui me regarde, une conséquence imprévue : ce qu'il a vu, je l'ai vu et je ne pourrais le décrire sans répéter ce qu'il a dit, telle est la cause pour laquelle je ne ferai au Corps législatif dans mes souvenirs que des haltes brèves.

Ce n'est pas à dire cependant que j'aie renoncé à décrire ce que fut la vie politique lorsque, à l'instigation d'Émille Ollivier, elle s'orienta vers la liberté. Il l'a conté lui-même en des pages inoubliables ; ce serait puéril de ma part d'essayer de le refaire après lui, mais dès 1862 j'ai été étroitement mêlé à ses préoccupations, à ses intentions, à ses espoirs ; j'ai reçu ses confidences, et à ce point qu'il m'est permis de dire que j'ai fait le tour de son âme. Les nombreuses lettres que je

possède de lui en font foi, elles semblent écrites en marge de ses propres récits, et ce sera un devoir pour moi de puiser, dans la suite des miens, de quoi compléter ce qu'il a raconté lui-même.

Lorsque je pris possession de l'emploi auquel je venais d'être appelé en même temps que Ludovic Halévy, le service se composait du chef, Denis de La Garde, et de trois subordonnés : André Tardieu, frère de l'éditeur Jules Tardieu qui avait publié *les Amoureuses* d'Alphonse Daudet et qui lui-même était poète, Maurel-Dupeyré et enfin Pourchel le secrétaire du service. De ce groupe, Maurel-Dupeyré seul touchait à la littérature. Il avait publié dans *le Constitutionnel* deux ou trois romans historiques sur le dix-huitième siècle auquel, par les traits de son visage et par ses longs cheveux, il semblait appartenir ; j'ai toujours été frappé de sa ressemblance avec les portraits de Louis XIII ; peu de temps après mon entrée dans le service, il en devint le chef, Denis de la Garde ayant pris sa retraite, et la santé de Tardieu l'ayant obligé à suivre cet exemple. Après leur départ, on nous adjoignit successivement tout un groupe de camarades dont je conserve un très cordial souvenir. Mais Ludovic Halévy, jusqu'au jour où il donna sa démission, resta le personnage le plus important de notre équipe ; il devait ce privilège à son intimité avec le comte de Morny, qui était alors président de la Chambre ; souvent, à la fin des grandes séances,

il arrivait que le chef du service eût à faire demander un conseil ou un ordre rendu nécessaire par la réclamation d'un député sur laquelle il n'osait lui-même prononcer ; c'était alors Halévy qui allait soumettre le cas au président. Quelquefois, à notre grand dépit car nous étions impatients de voir finir nos journées laborieuses, son absence se prolongeait et alors, entre nous, nous nous disions en maugréant : « Peut-être causent-ils d'une prochaine pièce ! » Nous n'ignorions pas en effet que notre camarade faisait partie de la petite coterie d'auteurs auxquels Morny, toujours féru d'essais dramatiques, aimait à demander conseil.

Dans nos rapports avec les députés, ce qui nous amusait le plus c'était les démarches de certains d'entre eux, pour obtenir de nous que nous fissions place dans notre compte rendu à des discours qu'ils n'avaient pas prononcés. Important, soucieux, affairé comme s'il portait un monde, l'un d'eux, Célestin Latour du Moulin nous arrivait, un manuscrit à la main : « J'ai interrompu à tel moment, nous disait-il, et je vous apporte mon interruption, craignant que vous ne l'ayez pas entendue. » Il nous tendait son papier, couvert d'une grosse écriture, qui constituait non pas une interruption, mais une longue harangue. Naturellement nous protestions. Il insistait, alors on lui promettait tout et on ne faisait rien, ce dont du reste je ne l'ai jamais entendu se plaindre. « Ce n'était point un méchant homme », comme dit

Balzac du roi Louis XI dans ses *Contes drolatiques*, mais il ne se consolait pas de n'avoir jamais figuré dans une combinaison ministérielle et il en gardait toujours une certaine aigreur. L'un de ses collègues, l'homme le plus laid de la Chambre, animé des mêmes ambitions que lui, procédait avec nous de tout autre manière : il entrait dans notre salle de rédaction, la main pleine d'excellents cigares ; c'est même cette main et son contenu que, dans l'entre-bâillement de la porte, nous apercevions avant de voir sa personne. La reconnaissance nous faisait un devoir de lui donner satisfaction et nous faisions pour le mieux dans ce but, sans y réussir toujours, car c'est la caractéristique des parlementaires, même de ceux qui montent rarement à la tribune et qui se figurent cependant qu'ils l'ont très longtemps occupée, de considérer que dans le compte rendu des séances, secrétaires-rédacteurs et sténographes ne leur ont pas fait toute la place à laquelle ils avaient droit. C'est là le trait qui m'a toujours le plus frappé dans la mentalité des personnages qu'Émile Ollivier appelait très spirituellement des « brocanteurs de paroles ».

CHAPITRE XIII

FIGURES ENTREVUES

En ce temps, on vit arriver à Paris un Turc, déjà célèbre dans son pays par ses prodigalités et non moins célèbre dans le monde diplomatique, ayant été ambassadeur de la Porte à Saint-Pétersbourg, par son esprit et son habileté. Il se nommait Khalil-Bey. Il venait de faire un héritage qui le mettait en possession de dix millions de francs, conservés par son père, au milieu d'autres millions beaucoup plus nombreux, en belles pièces d'or empilées dans les urnes de terre glaise, que le fils n'eut qu'à briser comme une tirelire. Chez beaucoup d'Orientaux, on trouve les éléments d'un conte des *Mille et une Nuits*.

Quand il réalisa cette fortune, Khalil-Bey entrait dans sa trente-septième année. Il abandonna la carrière diplomatique pour venir passer quelques années à Paris, où plusieurs de ses compatriotes l'avaient précédé, où il était déjà venu lui-même et où devait bientôt le rejoindre un autre Turc, non moins opulent que lui, issu d'une famille plus haute encore, Mustapha-Pacha, le frère du vice-roi d'Égypte, Ismaïl-Pacha.

Lorsque Khalil-Bey arriva à Paris, il avait reçu de son souverain la promesse qu'il serait bientôt appelé à le représenter. Pour un homme tel que lui, c'était le rêve idéal. Être à Paris avec des richesses comme les siennes et une importante mission politique, il ne se peut guère de position plus désirable. Mais il ne prit pas le chemin qui y conduit et ayant à peine vu la capitale où jadis il n'avait fait que passer et où tous ses appétits de jeune homme n'avaient pu que s'exciter sans recevoir aucune satisfaction, Khalil-Bey se jeta furieusement dans le tourbillon des plaisirs parisiens.

Grâce à ses relations, il était bientôt reçu membre des deux plus grands cercles de Paris, le Jockey-Club et le Cercle impérial, où sa réputation de beau joueur l'avait précédé. En même temps il se faisait présenter dans les salons les plus aristocratiques, s'initiait aux mœurs et coutumes du monde galant, frayait avec les gens de lettres, s'installait dans un splendide appartement sur le boulevard des Italiens et réunissait autour de sa table des personnages les plus éminents. Sainte-Beuve, Émile de Girardin, Théophile Gautier, Renan, le vicomte de La Guéronnière, et d'autres encore étaient de ses amis. Il brillait au milieu d'eux par l'éclat de son esprit, par l'étendue de son érudition et par les délicatesses d'un tempérament à tous les points de vue bien véritablement français.

A dater de ce moment il devint l'homme à la mode. Les folies auxquelles son nom fut mêlé ont été racontées dans les chroniques du temps et appartiennent aux historiens des mœurs de la société française sous le second Empire. Il eut une somptueuse galerie de tableaux. Au Bois et aux courses, ses équipages étaient les plus élégants; au cercle, il tenait des enjeux formidables et fréquemment il fit des parties qui se terminaient par des pertes et des gains dépassant un million. La vie de Khalil-Bey, à cette époque, fut donc comme un rêve. Parfois cependant des bruits fâcheux circulaient à son sujet : « On le gruge. — On le trompe. — On le vole. — Il se ruinera. » La prédiction était juste ; ses richesses ne furent qu'un déjeuner de soleil. Le jeu dévora sa fortune. Un matin, le prince Khalil quitta la région des étoiles pour descendre sur la terre. Il voyait le fond de sa bourse et il ne lui restait d'autre ressource, après la vente de ses meubles, de ses tableaux, de ses écuries, que celle de regagner l'Orient, où la prudence paternelle lui avait assuré un revenu de 100 000 livres, dont le capital était inaliénable. Il laissait à Paris la réputation d'un viveur et d'un homme d'esprit qui, pour se ruiner, s'était autant agité que d'autres pour s'enrichir. Il est vrai qu'il comptait à son actif un certain nombre de bienfaits, qu'il s'était plu à répandre sur d'intéressantes infortunes.

Un homme tel que lui ne pouvait demeurer

oisif ; à peine rentré à Constantinople, il appliquait de nouveau ses facultés à la politique et devenait en peu de temps le plus habile des hommes d'État, l'espoir de la civilisation et du progrès dans l'empire ottoman. Ses amis affirmaient qu'il serait nommé grand vizir.

Dans l'intervalle, il s'était marié et avait été élevé à la dignité de pacha. Il avait épousé la fille de Mustapha Fazyl Pacha, frère du vice-roi d'Égypte. Je me souviens encore de l'impression causée dans la société parisienne par la nouvelle des fiançailles qui avaient été célébrées à Constantinople. En attendant la consécration définitive, il n'était question que des commandes arrivées des bords du Bosphore aux industriels parisiens en l'honneur de la noble fiancée. Toutes les élégantes de Paris allaient voir, dans les ateliers d'une couturière connue, les toilettes de la princesse, et chez le joaillier à la mode, les bijoux éblouissants dont devait être remplie la corbeille de mariage.

Nous ne devions revoir Khalil Pacha qu'après la guerre de 1870 : sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon, le duc Decazes étant ministre des Affaires étrangères, il revint à Paris comme ambassadeur de Turquie ; mais il s'était assagi, et de l'homme de son premier séjour, il ne restait plus rien, si ce n'est l'esprit aiguisé et l'érudition littéraire qui jadis faisaient dire de lui à Sainte-Beuve : « Il ne se peut de plus spirituelle Excellence. »

Son beau-père, Mustapha-Pacha, n'était pas un inconnu pour les parisiens. Il avait vécu, durant une année, au milieu d'eux, en même temps que son futur gendre, alors qu'ayant quitté le Caire à la suite de querelles très graves avec son frère, il méditait de devenir un homme politique. Il s'était installé dans un vaste hôtel du boulevard Malesherbes, loué pour lui, et dont l'ameublement ne coûta pas moins de 800 000 francs. Sa vie alors était double, européenne par un côté, mahométane par l'autre. Des coutumes orientales, il avait conservé le costume, la religion, les habitudes quotidiennes de la vie, à l'exception de son harem. Ses aides de camp, ses secrétaires, son médecin vivaient avec lui et veillaient également sur la favorite, laquelle était une belle personne bien connue à Paris et qui, après le départ du prince, resta riche de ses générosités.

A ce point de vue, il vivait comme un Parisien. Il était aussi de deux cercles à la mode, et tout comme Khalil, il y jouait gros jeu. Des expressions de lui demeurèrent longtemps proverbiales au club des Champs-Élysées. Il parlait assez incorrectement le français. Lorsque, dans une des grosses parties qu'il engageait tantôt contre le prince Nariskhine, tantôt contre le baron de Plancy, tantôt contre Khalil Bey, son futur gendre, il commettait une erreur, on l'entendait s'écrier : « J'ai mal joué. *Il eût eu fallu* jeter telle autre carte. » C'est encore lui qui disait en racon-

tant qu'il venait d'envoyer une dépêche à son agent de Constantinople : « *Je lui ai lancé un télégraphe.* »

Il avait l'instinct de son infériorité lorsqu'il se servait de la langue française ; il en était quelque peu humilié, aussi, quand il se trouvait pour la première fois en présence d'un personnage, homme ou femme, à l'estime duquel il tenait, il avait bien soin d'expliquer son ignorance et d'ajouter qu'en turc, il possédait autant de science que d'esprit, — ce qui était, dit-on, absolument vrai. Doué d'une intelligence très vive, d'une grande perspicacité, il avait donné plusieurs années de sa vie à l'étude. Tout ce qui touche les langues orientales, l'origine et l'histoire du mahométisme, lui était familier ; ses connaissances politiques et diplomatiques aidaient encore à faire deviner en lui l'homme d'État qu'il devint en Turquie, placé à la tête du parti qui voulait faire pénétrer dans le pays de l'Islam tous les bienfaits de la civilisation moderne.

Par certains côtés, cependant, il était demeuré Turc jusqu'au bout des ongles. En dépit des efforts de Khalil Bey, il ne voulut pas renoncer à son harem, où il n'allait jamais et qu'il avait envoyé à Constantinople quand lui-même était à Paris. Il se faisait un devoir, conformément aux préceptes de Mahomet, de donner l'exemple de la polygamie. Il était en outre superstitieux au plus haut point : une cuiller et une fourchette en croix sur une table, une salière renversée, un verre brisé, exerçaient sur lui des influences décisives. Parlait-

il devant vous de l'Orient moderne, on se croyait au temps de Bajazet. Après ses querelles avec son frère qui l'accusait d'avoir convoité son trône, il cessa d'aller en Égypte ; il disait : « Le vice-roi me ferait empoisonner. »

Ses soupçons à cet égard durèrent même à Paris, où il prit des précautions pour que les vengeances fraternelles ne pussent l'atteindre. A ce moment, le vice-roi nourrissait les mêmes craintes, et ne touchait à d'autres plats qu'à ceux qui lui venaient du palais de sa mère dans des paniers cachetés.

En dépit de ces influences, Mustapha Pacha fut un ardent propagateur de civilisation dans son pays. Sa fille avait été élevée comme elle l'eût été en Europe, et en la donnant pour femme à cet aimable Khalil, Mustapha prouvait au vieux parti turc qu'il voulait rompre à jamais avec des traditions par trop entachées de fanatisme et de barbarie.

Son frère, le vice-roi d'Égypte, Ismaïl dont il redoutait les mauvais desseins, était l'héritier de ce Saïd Pacha qui aima passionnément la France, et à qui Ferdinand de Lesseps dut la concession du canal de Suez. Ismaïl était devenu souverain en 1863. Son passé devait faire croire qu'il s'efforcerait de ressembler à son prédécesseur : il avait été élevé à Paris, en effet, et nous l'avions rendu à l'Égypte, façonné à nos mœurs, à nos usages, à nos goûts, tel enfin que pouvaient le souhaiter ses sujets. Mais, quand nous le revîmes, à l'expo-

sition de 1867, c'était un autre homme : la terre natale l'avait transformé ; elle avait fait de lui un personnage cupide et vénal, uniquement préoccupé des moyens de pressurer le peuple sur lequel il régnait. De son éducation à la française, il n'avait gardé que le goût des plaisirs et des jouissances raffinées, l'incessant désir des folles dépenses.

Il ressemblait par là à Khalil et à Mustapha Pacha. Pendant le séjour qu'il fit à Paris, en cette année 1867, il imita ses deux compatriotes ; comme eux, il jeta l'argent par les fenêtres, ce qui, d'ailleurs, ne le changeait pas : c'était son habitude. Mais il avait sur eux un immense avantage : tandis qu'ils couraient à leur ruine, en épuisant follement leurs ressources, les siennes étaient inépuisables ; il les tirait de la fertile Égypte qui, déjà du temps des Pharaons, était le grenier du monde, et les grossissait du produit des emprunts qu'il contractait à tour de bras dans les États de la chrétienté.

Les capitalistes européens s'étaient épris du pays des Pyramides : alléchés par la perspective de gros intérêts, ils donnaient à Ismaïl tout ce qu'il leur demandait et lui prenait tout, mangeait tout. Quand il n'avait plus rien, il tendait encore la main et les banquiers lui prêtaient toujours, mais, un jour, ils prirent peur : cet emprunteur insatiable menaçait de devenir insolvable.

D'autre part, il avait lésé les intérêts français en vendant à l'Angleterre les 160 000 titres du canal de Suez dont il était détenteur. La banque

française lui montra les dents, proposa de le mettre en tutelle ; toute l'Europe fit chorus, y compris l'Angleterre, et bientôt après, il n'était plus, tout en conservant sa couronne, que le pupille des grandes puissances. Vainement il essaya de secouer le joug ; on tint ferme et il resta bel et bien enchaîné. C'est alors, en 1879, qu'il se décida à abdiquer et à quitter l'Égypte, en laissant à son neveu Tewfik Pacha, le pouvoir souverain désormais amoindri.

En quittant son pays pour venir vivre en Europe, il emportait six millions en or, mais ils fondirent entre ses doigts ; il dut vendre ses bijoux, recourir à des expédients ; et la ville de Naples, où il s'était réfugié, le connut en proie à tous les embarras d'un prodigue, couvert de dettes et de plus en plus gêné pour entretenir son harem, qu'il avait eu la folle idée d'emmener avec lui, malgré les efforts de ceux qui lui portaient intérêt pour l'en empêcher.

Quoique l'arrivée de ce harem eût fait scandale à Naples, et qu'il y eût provoqué un déchaînement de railleries et de colères, on l'avait toléré. Mais une aventure survint qui mit un terme à la longanimité et à la patience des Italiens : un peintre du pays parvint à nouer une intrigue avec l'une des femmes d'Ismaïl et l'enleva. La fureur du pacha fut extrême ; il voulait mettre à mort l'infidèle, ainsi qu'il l'eût fait alors qu'il était le maître de l'Égypte. Il demanda à la police napolitaine de la poursuivre et de la lui livrer ; naturellement, il se heurta à un refus formel. On dut lui rappeler

qu'il n'était plus en Orient et que les mœurs européennes n'autorisent pas l'esclavage. La fugitive resta libre de marcher vers la destinée de son choix.

Le pacha se résigna difficilement à sa déconvenue. Presque en même temps, on lui en préparait une autre : le gouvernement italien, profitant de la circonstance, prit le parti de lui faire savoir que les lois du royaume, comme celles de tous les États européens, interdisaient la polygamie. Il se vit obligé de se séparer de son escadron de favorites ; elles furent restituées à la terre africaine.

Après leur départ, le séjour de Naples lui devint odieux ; il en partit pour aller se fixer à Rome. Là, il vécut tristement sentant l'isolement et l'oubli monter autour de lui, de plus en plus à la gêne, car les subsides qu'il recevait mensuellement étaient absorbés en partie par le paiement de ses dettes et par l'entretien de sa maison qui, bien que réduite, lui imposait de grosses dépenses.

Une ressource cependant lui restait : il avait laissé en Égypte des biens immobiliers productifs de revenus considérables, mais que la volonté du monarque ottoman, son suzerain, l'empêchait de toucher. « Ils vous seront rendus, lui avait fait dire le sultan, lorsque vous aurez consenti à venir en jouir à Constantinople. Votre palais d'Echmitdjian vous attend ; vous y serez l'objet de tous les égards qui vous sont dus, et vous rentrerez ainsi en possession de vos biens. »

Ismaïl hésita longtemps à répondre à cet appel.

Mais un jour vint où la nécessité de se procurer des ressources et d'assurer à ses vieux jours une existence plus reposante que celle qu'il menait depuis son abdication eut raison de ses incertitudes, et il partit pour aller vivre sur les rives du Bosphore. A dater de ce jour, on ne parla plus guère de lui et lorsqu'il mourut, en 1895, il n'était plus qu'un obscur et un oublié, même pour ses anciens sujets.

A côté des héros du trottoir parisien que leurs excentricités avaient mis à la mode, j'aime à me rappeler d'autres personnages qui, loin de rendre suspects les milieux où ils évoluent, les honorent : tel le prince Orloff, ambassadeur de Russie. Ce qui frappait en lui, tout d'abord, c'était le bandeau noir qui couvrait son œil gauche et l'écharpe de même couleur, attachée à son cou et dans laquelle reposait son bras. C'étaient les souvenirs des glorieux services qu'il avait rendus à son pays, comme soldat, avant de devenir diplomate.

Il existait, au sujet de ses blessures, une touchante légende. Au moment où éclata la guerre de Crimée, le prince, alors officier jeune et élégant, était fiancé à une personne de tous points digne de lui et qu'il adorait. A la fin de cette terrible campagne, il avait perdu un œil et sa main gauche était à ce point mutilée qu'on craignit un moment d'avoir à l'amputer. En cet état, défiguré, infirme, ne voulant pas, tel qu'il était, obliger une femme jeune et belle à devenir sienne, il se rendit auprès

de sa fiancée, et le cœur navré, mais plein de courage, il lui dit qu'il se considérerait comme un barbare s'il tentait d'associer son existence, désormais maladive, à une existence destinée à l'éclat, et qu'en conséquence, il ne réclamerait jamais d'elle l'exécution de la parole qu'elle lui avait donnée.

Mais il n'était pas moins aimé qu'il n'aimait, et le sacrifice héroïque qu'il voulait faire ne fut pas accepté. Il se heurta contre un cœur plus résolu que le sien, et ce fut, m'a-t-on dit, un combat de générosité admirable et pathétique où la femme l'emporta. Elle devint la princesse Orloff, et jamais sans doute il ne se trouva une grande dame pratiquant la charité avec autant d'ardeur qu'elle et jetant, tant était vivace la générosité de son âme, comme un rayon de bonheur sur tout ce qui l'approchait. On la citait pour sa grâce exquise dans les salons de Paris et elle était populaire parmi les pauvres des faubourgs.

La charité était d'ailleurs de tradition dans la famille : le père du prince, cet illustre homme d'état, qui représentait la Russie au Congrès de Paris et qui a laissé parmi nous des souvenirs qui ont été pour son fils une force dès son arrivée, était le bienfaiteur des pauvres. Le fils avait suivi ses exemples et je pourrais citer plus d'un trait à l'appui.

Je ne veux rappeler que l'ardeur avec laquelle, pendant la guerre de 1870, il se dévoua au service des blessés et des prisonniers français ; il était à la tête des ambulances établies en Belgique, après

Sedan, et Dieu seul sait tout le bien qu'il y fit. Il oublia qu'il avait combattu contre les Français, et tous ceux qui eurent affaire à lui furent traités au delà de ce qu'on peut rêver.

C'est, du reste, un trait bien particulier, que cette sympathie qui existait entre les Français et les Russes. J'ai entendu le prince Orloff et d'autres anciens officiers du tsar, raconter que, lorsqu'ils étaient dans les tranchées de Sébastopol, occupés à défendre la ville contre les Français, ils ne manquaient pas, chaque fois qu'un armistice avait lieu, d'inviter à déjeuner les officiers de notre armée placés aux avant-postes. Il arrivait souvent qu'ils rencontraient parmi eux des amis de club ou des compagnons de plaisir parisiens, et c'est ainsi que le général de Galliffet, alors lieutenant, rappelait plus tard un certain repas qu'il fit avec le comte Potowski quelques heures avant un très important engagement. Quand le gouvernement impérial fut renversé, je n'avais jamais approché le prince Orloff ; c'est seulement après le 24 Mai, sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon, que se créèrent mes rapports avec lui au ministère des Affaires étrangères, chez le duc Decazes. Je lui dus de voir s'ouvrir pour moi les archives de Russie lorsque j'entrepris d'écrire *l'Histoire de l'Émigration.*

FIN

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS CITÉS

C

H

I

J

K

L

R

S

T

U

V

W

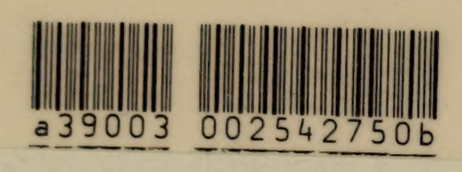
Z

TABLE DES MATIÈRES

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer par

Plon-Nourrit et Cie

à Paris, le 22 juin 1921.


a39003 002542750b